18e ANNÉE - PUBLICATION TRIMESTRIELLE - DÉCEMBRE 1974 - FÉVRIER 1975
PUBLISHED QUARTERLY - DECEMBER 1974 - FEBRUARY 1975
N° 65
Le numéro : 6 F - Belgique : 60 FB - Italie : 900 Lires - Suisse : 4 FS
Price per copy : U.K. : 60 p. - U.S. and Canada : $ 1.25

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL
THEORETICAL REVIEW OF THE INTERNATIONAL COMMUNIST PARTY

SOMMAIRE / CONTENTS

- A bas l'ancien et le nouveau contrat social 1
- Party and Class 6
- Frédéric Engels. La question paysanne en France et en Allemagne 14
- Le long du fil de l'histoire : Sur les rapports entre le parti communiste et les autres organisations 34
- Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxemburg : I. La question de l'autodétermination 47
- The Conditions of Admission to the Communist International 67
- Cours de l'impérialisme mondial : les développements de la concentration capitaliste 80

WHAT DISTINGUISHES US :

is the assertion of the line which goes from the Communist Manifesto to the Russian October Revolution and the foundation of the Communist International ; the struggle against the degeneration of Moscow, the rejection of Popular Fronts and of the Resistance blocks ; the difficult task of restoring the revolutionary doctrine and organization in connection with the working class, against personal and parliamentary politics.

CE QUI NOUS DISTINGUE :

la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

A bas l'ancien et le nouveau « contrat social » !

Dans la doctrine politique de la bourgeoisie comme dans sa doctrine économique, « au commencement était Robinson », *l'individu libre et souverain, maître de son corps et de son esprit, artisan de son destin. Petit et désarmé en tant qu'entité physique, il était élevé au-dessus de l'existence animale et transformé en cellule germinale d'un ensemble humain* harmonieux *grâce à la possession d'une étincelle de conscience, cette étincelle* « allumée en chaque organisme, sain ou délabré, tourmenté ou satisfait dans ses besoins, avec la même équité providentielle, par un mystérieux dispensateur de vie » (1).

Que la liberté de Robinson ne puisse réellement exister sans la présence obscure, logiquement contradictoire et socialement encombrante, d'un Vendredi qui n'est ni libre ni souverain, encore moins égal, ce fait ne trouble pas, ne disons pas la conscience de la classe dominante (qu'elle soit d'ordre éthique ou intellectuel, elle ne l'a jamais empêchée de dormir), mais son sain instinct de conservation. Pour elle, cette présence est un fait de nature ; et la nature est quelque chose d'encore moins discutable que Dieu : elle est Raison. De même, les bourgeois n'ont jamais vu un casse-tête logique dans le fait étrange que la liberté de Robinson se transcende en volonté générale *et se retrouve, sur un plan plus élevé, dans cette volonté générale qui est pourtant une somme de volontés particulières différentes, et* s'en accommode : *ils savent, bien qu'ils le taisent, — voire protestent si c'est Marx qui le dit — que* « les idées dominantes d'une époque sont les idées de la classe dominante » *et que même s'il n'en était pas ainsi, ce n'est pas l'*opinion *ou l'*idée *qui peuvent menacer les fondements de l'ordre établi (par définition le meilleur possible) mais seulement la* force.

---

(1) « Le principe démocratique », 1922 (reproduit dans notre brochure *Parti et classe).*

Hérétique et subversive envers l'extérieur, c'est-à-dire à l'égard de l'ordre féodal et de la monarchie absolue de droit divin, l'idéologie démocratique du « contrat social » est statique et conservatrice vers l'intérieur, c'est-à-dire à l'égard de l'ordre politique et social basé sur le mode de production capitaliste et les rapports qui y correspondent. A l'orgueilleuse époque moderne, elle a donné la certitude d'une harmonie préétablie entre les Robinsons, maîtres par la grâce et la volonté des lumières, *et les Vendredis, serviteurs par la grâce et la volonté des* ténèbres. *D'un point de vue spéculatif abstrait, c'est peut-être inconsistant ; mais du point de vue de la réalité concrète cela tient parfaitement debout. En deux siècles d'histoire ou presque, la volonté (et l'opinion) générale, chaque fois qu'on la* consultait, *a régulièrement répondu* oui *à l'ordre établi, à l'ordre bourgeois ; le règne de la classe dominante a constamment reçu des urnes une sanction dont aucune monarchie, aucun seigneur féodal n'auraient osé rêver, la sanction de sa survie par consentement* de ceux qui sont dominés.

Cela n'éliminait cependant pas dans les faits *la présence socialement encombrante du personnage Vendredi, c'est-à-dire d'une classe* différente ; *c'est-à-dire d'une condensation d'antagonismes objectifs dans des agrégats d'individus tendanciellement en rupture avec la* volonté générale ; *c'est-à-dire d'une force tendanciellement rebelle à l'égard des commandements sacrés de la pensée. L'harmonie* dynamique *du « contrat social » rousseauiste avait été la première condition de l'assaut révolutionnaire contre l'ordre précapitaliste, et elle continuait, et continue, à être la condition en même temps que l'effet du fonctionnement* normal *de la société basée sur le travail salarié. Mais l'histoire — qui est, comme chacun sait, l'histoire de l'Idée — a préparé et déposé à tout hasard dans l'arsenal de la domination bourgeoise une* idéologie de rechange, *désavouée avec ténacité parce que hétérodoxe, toujours vivante et florissante parce que complémentaire de la première, toujours actuelle parce que romantiquement dépourvue de préjugés : l'idéologie d'une harmonie* statique, *ou, comme aurait préféré l'appeler le vieux Hegel,* organique ; *non plus articulée en individus, mais — pour ne pas employer l'horrible mot « classes » — en ordres ou en couches ; ne culminant plus dans la volonté générale et les organes représentatifs qui y correspondent ou dans la* Nation *et les temples qui l'accompagnent, mais dans l'*Etat, *incarnation suprême de l'Idée.*

Dans cette idéologie officieuse et marginale, l'égalité, la liberté et (en perspective) la fraternité des individus isolés et souverains ne subsistent que dans la mesure où elles sont médiatisées *par une échelle ascendante et hiérarchique de corporations — ces corporations qui étaient la bête noire de la bourgeoisie naissante — médiatisées à leur tour par l'organe-Etat. Que Vendredi ne soit pas Robinson et que Robinson ne soit pas Vendredi, on ne le nie plus, on le concède, bien que cela contredise les principes du « contrat social » :* c'est ainsi, donc il doit en être ainsi ; *à chacun sa part, à tous l'obligation et l'honneur de servir une Entité qui, pour ne pas être prise pour la triste machine bureaucratique du « roi de Prusse » ou de la « République fançaise une et indivisible » se pare préci-*

sément du titre nobiliaire de l'Idée. Enfermés dans leurs ordres, les Robinsons et les Vendredis peuvent se regarder hostilement avec les yeux de leurs intérêts opposés ; rien à craindre, ce sont des intérêts souverains (chacun dans sa sphère, s'entend), mais la souveraineté absolue de l'Etat-Idée interdit que leur souveraineté relative se transforme en mêlée générale. Les ordres existent, c'est vrai, chacun pour soi, mais uniquement dans la mesure où ils se « transcendent ». Ils ont une force, mais ils la nient dialectiquement dans la seule force véritable et légitimement souveraine, la force de l'Idée-Etat. Ils sont disharmoniques par nature, mais avec ces pierres hétérogènes notre « mystérieux dispensateur de vie » cher à l'idéologie démocratique édifie une harmonie de plus, l'harmonie pré-établie de l'Etat-Idée.

Comme en bon langage marxiste Etat *signifie gros bâton, il n'est pas étonnant que l'arbre généalogique de cette idéologie bourgeoise de rechange parte de Hegel pour aboutir à Hitler en passant par Bismarck, Napoléon III - Crapulinski, Mussolini, etc., chacun ayant été le liquidateur de faillite d'une crise sinon de la pensée (comme Hegel), du moins assurément de l'ordre social capitaliste.*

O grande vertu de la démocratie de l'ère impérialiste, qui a réuni en une synthèse *les deux filons idéologiques que les pères conscrits de la classe dominante avaient jurés à jamais inconciliables ! Elle fait d'une pierre deux coups : pour survivre, elle agite la charte d'un* double contrat social, *l'un entre les molécules-individus, l'autre entre les agrégats-ordres* (classes *pour nous,* couches *pour les sociologues,* facteurs de production *pour les économistes) ; et elle demande qu'on parvienne à la codification éternelle de ce double contrat non pas par la force, mais par un* consensus. *Personne n'avait jamais signé le « contrat social » du mythe démocratique : aujourd'hui il s'agit finalement d'y apposer sa signature par-devant notaire. Pour la classe dominante, nous devons le reconnaître avec tristesse,* tant que cela fonctionne, *c'est vraiment l'harmonie préétablie, le paradis sur terre...*

Au cours du premier après-guerre, le charme de la consultation populaire et du décompte des voix avait perdu beaucoup de son éclat : brisant les chaînes de l' « opinion », la classe ouvrière avait retrouvé la force ; *par contre-coup, la classe bourgeoise avait ressorti le gros bâton. Il fallait la contre-révolution stalinienne pour que le second massacre mondial, qui dévora des dizaines de millions de pauvres Vendredis et infiniment moins de Robinsons repus, redonne du lustre à l'orgie des « appels aux urnes » et pour qu'à l'approche, et à plus forte raison au cours de la période actuelle de* stagflation, *l'orgie se transforme en saturnale. On vote pour le parlement central et les petits parlements locaux, pour les conseils municipaux et les conseils généraux, pour le parlement national et le parlement européen, pour les gouverneurs et les présidents, pour le comité de quartier quand il y en a un et pour sa création s'il n'a pas encore eu la chance de voir le jour, pour le démarrage et la fin d'une grève ; ici pour les conseils d'administration d'une école, là pour la gestion de l'usine ;*

dans les pays où le référendum n'existe pas, il y a les « initiatives », on dépose son bulletin dans l'urne pour des élections au premier ou au deuxième degré, au sommet ou à la base, du berceau au tombeau. *Jamais on ne s'est autant adressé à l' « individu libre et souverain » ; jamais l'individu n'a autant eu l'illusion d'être libre et souverain sous prétexte qu'on lui demande de donner son avis dans tous les domaines, à tous les niveaux, sur tous les sujets. Jamais il n'a vu aussi peu clairement que, derrière ce tourbillon de bulletins de vote si proche du rêve mythique de la démocratie directe, l'Etat bourgeois tisse de plus en plus serrée la toile monstrueuse qui l'empêtre. La super-décentralisation démocratique d'aujourd'hui est le revers de la super-concentration capillaire de la domination de classe impérialiste : ce n'est pas le prolétaire devenu* citoyen *qui surveille la machine de plus en plus lourde du pouvoir, c'est la machine du pouvoir qui l'épie avec des yeux de lynx multipliés par le nombre d'appels à l'opinion publique ; ce n'est pas le réveil de Robinson, encore moins de Vendredi : c'est au contraire la léthargie assurée par la berceuse du respect de la « règle majoritaire » ; ce n'est pas la conscience politique des masses qui augmente, c'est l'administration des calmants anti-crise, de l'opium anti-révolte qui croît de façon vertigineuse. Réduit à lui-même, à son pauvre muscle pensant, à son atomisme d'exploité abruti par-dessus le marché, l'individu-prolétaire se prosterne devant le* statu-quo *et l'opinion dominante. Il est une espèce de cogérant honoraire, donc non payé bien que travaillant à temps complet, du système d'exploitation dont il est la victime — mais la victime dans la joie et l'orgueil du consensus. Il est un rouage de la* volonté générale *— pour le flatter, philosophes, sociologues, psychologues, économistes et curés lui disent : de l'Idée.*

L'avers de la même médaille, c'est que la démocratie ne lui interdit plus d'appartenir à une classe, et même à une organisation représentative de la classe (ce qu'elle interdisait aux temps lointains de la loi Le Chapelier) ; mais on demande aux classes de conclure et, ce qui est le plus important, de respecter — volontairement, bien entendu — le tout nouveau contrat social déjà expérimenté avec succès par la mère de toutes les démocraties, la Suisse, et invoqué maintenant par Wilson et Giscard, Schmidt et Moro, Indira Gandhi et Isabelita Peron. « Souveraine chacune dans sa sphère », les classes sont appelées, dans des langues différentes mais au contenu identique, à l'Ouest comme à l'Est, à déposer leur souveraineté propre pour travailler ensemble au « bien commun » du Pays et se retrouver ainsi métamorphosées de classes différentes et opposées en « composantes » d'une société organique, transfigurées dans l'harmonie de la Nation — en attendant de trouver la jouissance suprême, comme les saints de jadis, dans leur propre holocauste. Que la Nation soit en réalité divisée en deux nations, c'est-à-dire en deux classes antagonistes dont l'une domine l'autre, comme le savait déjà Carlyle, et que donc la première soit la seule *à profiter du « bien commun », tout cela n'a guère plus d'importance, pour la logique du nouveau « contrat social », que n'en avaient pour l'ancien les déterminations objectives naturelles et sociales, physiques et économiques*

dont l'individu soi-disant libre et souverain est en fait le jouet. Dissous en tant que personnes *dans la gélatine informe de la volonté générale commune, il faut aussi que les prolétaires se fondent* en tant que classe *dans l'intérêt national commun, peu importe s'il s'agit en réalité de l'intérêt* d'autrui. *Les réformistes désormais bourgeois — Wilson ou Schmidt — prêchent cette attitude au niveau du gouvernement et de l'entreprise ; les réformistes encore nominalement ouvriers — Nenni, Berlinguer ou Marchais — ne la préconisent pas officiellement mais la pratiquent dans les faits ; les réformistes syndicaux — Séguy, Maire ou Lama — travaillent côte à côte avec les capitalistes éclairés Agnelli ou Ceyrac à l'institutionalisation pour les siècles des siècles du triangle syndicats-gouvernement-patronat. C'est, à l'échelle mondiale, le rêve corporatiste fasciste appliqué en douceur.*

C'est aux fruits qu'on reconnaît l'arbre. L'un de ces fruits, entre autres, c'est le prototype des budgets de « politique des revenus » présents et à venir dans tous les pays, le budget Wilson-Healey. La riposte prolétarienne, instinctive, on peut la lire dans l'explosion des grèves « sauvages » qui éclatent un peu partout. C'est une riposte incomplète et négative comme toute forme de « désobéissance » ; mais c'est un signe. La perspective qu'il ouvre, c'est que se lève enfin le cri de la classe ouvrière martyrisée mais indomptée :

Déchirons le contrat social des pères !

Déchirons le contrat social des fils !

Mort à l'opium du bulletin de vote !

Mort à la Paix du Travail !

Party and Class

The text published below appeared in 1921 *in the theoretical review of the Communist Party of Italy,* Rassegna Comunista *(1). This text is directly linked with the Theses on the Role of the Communist Party in the Proletarian Revolution approved at the Second Comintern Congress the year before, the basic concepts of which it advocates and develops. These concepts proceed from the formulas of Marx and Engels in the* Communist Manifesto *concerning the process through which the proletariat organizes itself into a class and consequently into a political party, then establishes itself as a ruling class by taking power. They clearly differentiate the vision of scientific Communism not only from that of the anarchist anti-centralism and anti-authoritarianism, but also from the idealistic varieties of the so-called « Western Communism », by recalling the Party's fundamental role not as a mere theoretical postulate, but as the* leader *of the class struggling for its emancipation.*

---

(1) « Partito e classe », *Rassegna Comunista* nº 2, April 15, 1921. Italian text in our booklet *Partito e classe.* Translations available in French (our booklet *Parti et classe),* German *(Die Frage der revolutionären Partei)* and Spanish *(Partido y clase).* See the list of publications inside the back cover.

The Theses on the Role of the Communist Party in the Proletarian Revolution approved by the Second Congress of the Communist International are genuinely and deeply rooted in the Marxist doctrine. These theses take the definition of the relations between *party* and *class* as a starting point and establish that the class party can include in its ranks only *a part* of the class itself, never the whole nor even perhaps the majority of it.

This obvious truth would have been better emphasized if it had been pointed out that one cannot even speak of a *class* unless a minority of this class tending to organize itself into a political party has come into existence.

What in fact is a social *class* according to our critical method ? Can we possibly recognize it by the means of a purely objective external acknowledgement of the common economic and social conditions of a great number of individuals, and of their analogous positions in relationship to the productive process ? That would not be enough. Our method does not amount to a mere description of the social structure as it exists at a given moment, nor does it merely draw an abstract line dividing all the individuals composing society into two groups, as is done in the scholastic classifications of the naturalists. The Marxist critique sees human society in its movement, in its development in time; it utilizes a fundamentally historical and dialectical criterion, that is to say, it studies the connection of events in their reciprocal interaction.

Instead of taking a snapshot of society at a given moment (like the old metaphysical method) and then studying it in order to distinguish the different categories into which the individuals composing it must be classified, the dialectical method sees history as a film unrolling its successive scenes; the *class* must be looked for and distinguished in the striking features of this movement.

In using the first method we would be the target of a thousand objections from pure statisticians and demographers (short-sighted people if there ever were) who would re-examine our divisions and remark that there are not two classes, nor even three or four, but that there can be ten, a hundred or even a thousand classes separated by successive gradations and indefinable transition zones. With the second method, though, we make use of quite different criteria in order to distinguish that protagonist of historical tragedy, the class, and in order to define its characteristics, its actions and its objectives, which become concretized into obviously uniform features among a multitude of changing facts; meanwhile the poor photographer of statistics only records these as a cold series of lifeless data.

Therefore, in order to state that a class exists and acts at a given moment in history, it will not be enough to know, for instance, how many merchants there were in Paris under Louis XIV, or the number of

English landlords in the Eighteenth Century, or the number of workers in the Belgian manufacturing industry at the beginning of the Nineteenth Century. Instead, we will have to submit an entire historical period to our logical investigations; we will have to make out a social, and therefore political, movement which searches for its way through the ups and downs, the errors and successes, all the while obviously adhering to the set of interests of a strata of people who have been placed in a particular situation by the mode of production and by its developments.

It is this method of analysis that Frederick Engels used in one of his first classical essays, where he drew the explanation of a series of political movements from the history of the English working class, and thus demonstrated the existence of a class struggle.

This dialectical concept of the class allows us to overcome the statistician's pale objections. He does not have the right any longer to view the opposed classes as being clearly divided on the scene of history as are the different choral groups on a theater scene. He cannot refute our conclusions by arguing that in the contact zone there are undefinable strata through which an osmosis of individuals takes place, because this fact does not alter the historical physiognomy of the classes facing one another.

***

Therefore the concept of class must not suggest to us a static image, but instead a dynamic one. When we detect a social tendency, or a movement oriented towards a given end, then we can recognize the existence of a class in the true sense of the word. But then the class party exists in a material if not yet in a formal way.

A party lives when there is the existence of a doctrine and a method of action. A party is a school of political thought and consequently an organization of struggle. The first characteristic is a fact of conciousness, the second is a fact of will, or more precisely of a striving towards a final end.

Without those two characteristics, we do not yet have the definition of a *class.* As we have already said, he who coldly records facts may find affinities in the living conditions of more or less large strata, but no mark is engraved in history's development.

It is only within the class party that we can find these two characteristics condensed and concretized. The class forms itself as certains conditions and relationships brought about by the consolidation of new systems of production are developed — for instance the establishment of big factories hiring and training a large labour force ; in the same way, the interests of such a collectivity gradually begin to materialize into a more precise consciousness, which begins to take

shape in small groups of this collectivity. When the mass is thrust into action, only these first groups can foresee a final end, and it is they who support and lead the rest.

When referring to the modern proletarian class, we must conceive of this process not in relationship to a trade category but to the class as a whole. It can then be realized how a more precise consciousness of the identity of interests gradually makes its appearance; this consciousness, however, results from such a complexity of experiences and ideas, that it can be found only in limited groups composed of elements selected from every category. Indeed only an advanced minority can have the clear vision of a collective action which is directed towards general ends that concern the whole class and which has at its core the project of changing the whole social regime.

Those groups, those minorities, are nothing other than the party. When its formation (which of course never proceeds without arrests, crises and internal conflicts) has reached a certain stage, then we may say that we have a class in action. Although the party includes only a *part* of the class, only it can give the class its unity of action and movement, for it amalgamates those elements, beyond the limits of categories and localities, which are *sensitive* to the class and *represent* it.

This casts a light on the meaning of this basic fact: the party is only a part of the class. He who considers a static and abstract image of society, and sees the class as a zone with a small nucleus, the party, within it, might easily be led to the following conclusion: since the whole section of the class remaining outside the party is almost always the majority, it might have a greater weight and a greater *right*. However if it is only remembered that the individuals in that great remaining mass have neither class consciousness nor class will yet and live for their own selfish ends, or for their trade, their village, or their nation, then it will be realized that in order to secure the action of the class as a whole in the historical movement, it is necessary to have an organ which inspires, unites and heads it — in short which *officers* it; it will then be realized that the party actually is the vital nucleus without which there would be no reason to consider the whole remaining mass as a mobilization of forces.

The class presupposes the party, because to exist and to act in history it must possess a critical doctrine of history and an aim to attain in it.

***

In the only true revolutionary conception, the direction of class action is delegated to the party. Doctrinal analysis, together with a number of historical experiences, allow us to easily reduce to petty bourgeois and anti-revolutionary ideologies, any tendency to deny the necessity and the predominance of the party's function.

If this denial is based on a democratic point of view, it must be subjected to the same criticism that Marxism uses to disprove the favorite theorems of bourgeois liberalism.

It is sufficient to recall that, if the consciousness of human beings is the result, not the cause of the characteristics of the surroundings in which they are compelled to live and act, then never as a rule will the exploited, the starved and the underfed be able to convince themselves of the necessity of overthrowing the well-fed satiated exploiter laden with every resource and capacity. This can only be the exception. Bourgeois electoral democracy seeks the consultation of the masses, for it knows that the response of the majority will always be favourable to the privileged class and will readily delegate to that class the *right* to govern and to perpetuate exploitation.

It is not the addition or substraction of the small minority of bourgeois *voters* that will alter the relationship. The bourgeoisie governs with the majority, not only of all the citizens, but also of the workers taken alone.

Therefore if the party called on the whole proletarian mass to judge the actions and initiatives of which the party alone has the responsibility, it would tie itself to a verdict that would almost certainly be favourable to the bourgeoisie. That verdict would always be less enlightened, less advanced, less revolutionary, and above all less dictated by a consciousness of the really collective interest of the workers and of the final result of the revolutionary struggle, than the advice coming from the ranks of the organized party alone.

The concept of the proletariat's *right* to command its own *class* action is only on abstraction devoid of any Marxist sense. It conceals a desire to lead the revolutionary party to enlarge itself by including less mature strata, since as this progressively occurs, the resulting decisions get nearer and nearer to the bourgeois and conservative conceptions.

If we looked for evidence not only through theoretical enquiry, but also in the experiences history has given us, our harvest would be abundant. Let us remember that it is a typical bourgeois cliché to oppose the good « common sense » of the masses to the « evil » of a « minority of agitators », and to pretend to be most favourably disposed towards the workers, while entertaining the most vehement hatred towards the party which is the only means the workers have to strike at the exploiters'interests. The right-wing currents of the workers'movement, the social-democratic school, whose reactionary tenets have been clearly shown by history, constantly oppose the masses to the party and pretend to be able to find the will of the class by consulting on a scale wider than the limited bounds of the party. When they cannot extend the party beyond all limits of doctrine and discipline in action, they try to establish that its main organs must not be those appointed by a limited number of militant members, but must be those which have

been appointed for parliamentary duties by a larger body — actually, parliamentary groups always belong to the extreme right wing of the parties from which they come.

The degeneracy of the social-democratic parties of the Second International and the fact that they apparently became less revolutionary than the unorganized masses, are due to the fact that they gradually lost their specific party character precisely through workerist and « laborist » practices. That is, they no longer acted as the vanguard preceding the class but as its mechanical expression in an electoral and corporative system, where equal importance and influence is given to the strata that are the least conscious and the most dependent on egotistical claims of the proletarian class itself. As a reaction to this epidemic, even before the war, there developed a tendency, particularly in Italy, advocating internal party discipline, rejecting new recruits who were not yet welded to our revolutionary doctrine, opposing the autonomy of parliamentary groups and local organs, and recommending that the party should be purged of its false elements. This method has proved to be the real antidote for reformism, and forms the basis of the doctrine and practice of the Third International, which puts primary importance on the role of the party — that is a centralized, disciplined party with a clear orientation on the problems of principles and tactics. The same Third International judged that the « collapse of the social-democratic parties of the Second International was by no means the collapse of proletarian parties in general » but, if we may say so, the failure of organisms that had forgotten they were parties because they had stopped being parties.

***

There is also a different category of objection to the communist concept of the party's role. These objections are linked to another form of critical and tactical reaction to the reformist degeneracy: they belong to the syndicalist school, which sees the class in the economic trade unions and pretends that these are the organs capable of leading the class in revolution.

Following the classical period of the French, Italian and American syndicalism, these apparently left-wing objections found new formulations in tendencies which are on the margins of the Third International. These too can be easily reduced to semi-bourgeois ideologies by a critique of their principles as well as by acknowledging the historical results they led to.

These tendencies would like to recognize the class within an organization of its own — certainly a characteristic and a most important one — that is, the craft or trade unions which arise before the political party, gather much larger masses and therefore better correspond to the whole of the working class. From an abstract point of view, however,

the choice of such a criterion reveals an unconscious respect for that selfsame democratic lie which the bourgeoisie relies on to secure its power by the means of inviting the majority of the people to choose their government. In other theoretical viewpoints, such a method meets with bourgeois conceptions when it entrusts the trade unions with the organization of the new society and demands the autonomy and decentralisation of the productive functions, just as reactionary economists do. But our present purpose is not to draw out a complete critical analysis of the syndicalist doctrines. It is sufficient to remark, considering the result of historical experience, that the extreme right wing members of the proletarian movement have always advocated the same point of view, that is, the representation of the working class by trade unions ; indeed they know that by doing so, they soften and diminish the movement's character, for the simple reasons that we have already mentioned. Today the bourgeoisie itself shows a sympathy and an inclination, which are by no means illogical, towards the unionization of the working class ; indeed the more intelligent sections of the bourgeoisie would readily accept a reform of the state and representative apparatus in order to give a larger place to the « apolitical » unions and even to their claims to exercise control over the system of production. The bourgeoisie feels that, as long as the proletariat's action can be limited to the immediate economic demands that are raised trade by trade, it helps to safeguard the status-quo and to avoid the formation of the perilous « political » consciousness — that is, the only consciousness which is revolutionary for it aims at the enemy's vulnerable point, the possession of power.

Past and present syndicalists, however, have always been conscious of the fact that most trade unions are controlled by right wing elements and that the dictatorship of the petty bourgeois leaders over the masses is based on the union bureaucracy even more than on the electoral mechanism of the social-democratic pseudo-parties. Therefore the syndicalists, along with very numerous elements who were merely acting by reaction to the reformist practice, devoted themselves to the study of new forms of union organization and created new unions independent from the traditional ones. Such an expedient was theoretically wrong for it did not go beyond the fundamental criterion of the economic organization : that is, the automatic admission of all those who are placed in given conditions by the part they play in production, without demanding special political convictions or special pledges of actions which may require even the sacrifice of their lives. Moreover, in looking for the « producer » it could not go beyond the limits of the « trade », whereas the class party, by considering the « proletarian » in the vast range of his conditions and activities, is alone able to awaken the revolutionary spirit of the class. Therefore, that remedy which was wrong theoretically also proved inefficient in actuality.

In spite of everything, such recipes are constantly being sought for even today. A totally wrong interpretation of Marxist determinism

and a limited conception of the part played by facts of *consciousness* and *will* in the formation, under the original influence of economic factors, of the revolutionary forces, lead a great number of people to look for a « mechanical » system of organization that would almost automatically organize the masses according to each individual's part in production ; according to these illusions, such a device by itself would be enough to make the mass ready to move towards revolution with the maximum revolutionary efficiency.

Thus the illusory solution reappears, which consists of thinking that the everyday satisfaction of economical needs can be reconciled with the final result of the overthrow of the social system by relying on an organizational form to solve the old antithesis between limited and gradual conquests and the maximum revolutionary program. But — as was rightly said in one of the resolutions of the majority of the German Communist Party at a time when these questions (which later provoked the secession of the KAPD) were particularly acute in Germany — *revolution is not a question of the form of organization.*

Revolution requires an organization of active and positive forces united by a doctrine and a final aim. Important strata and innumerable individuals will remain outside this organization even though they materially belong to the class in whose interest the revolution will triumph. But the class lives, struggles, progresses and wins thanks to the action of the forces it has engendered from its womb in the pains of history. The class originates from an immediate homogeneity of economic conditions which appear to us as the primary motive force of the tendency to destroy and go beyond the present mode of production. But in order to assume this great task, the class must have its own thought, its own critical method, its own will bent on the precise ends defined by research and criticism, and its own organization of struggle channelling and utilizing with the utmost efficiency its collective efforts and sacrifices. All this constitutes the Party.

Frédéric Engels

La question paysanne en France et en Allemagne

Ce texte d'Engels, pratiquement introuvable en France actuellement, a été écrit en 1894 *aussitôt après les congrès du Parti Ouvrier Français (tenu à Nantes du* 14 *au* 16 *octobre) et du Parti Social-démocrate d'Allemagne (tenu à Francfort du* 21 *au* 27 *du même mois). Dès le* 12 *novembre, dans une lettre à la rédaction du* Vorwärts, *Engels proteste contre les tentatives faites pour couvrir de son nom les résolutions du congrès de Nantes, dont il esquisse la critique en deux phrases, et annonce l'article plus développé qui paraîtra peu après dans le n° 10 de la* Neue Zeit *et dans lequel il s'en prend vigoureusement aux tendances opportunistes apparues dans les deux congrès.*

Ces tendances partaient, certes, d'une préoccupation en soi légitime : assurer au mouvement ouvrier et socialiste l'appui ou, au moins, la neutralité du petit paysan pressuré par le marchand, l'usurier et le fisc, et ruiné par l'essor du capitalisme et sa pénétration dans les campagnes. Mais elles en arrivaient à éterniser la petite entreprise agricole, ou du moins à laisser croire à sa pérennité, et parfois même à défendre, sous prétexte qu'il est lui-même « exploité », le fermier qui exploite des ouvriers salariés : elles aboutissaient à une absurdité économique *et au* reniement des principes.

Engels rejette le stupide indifférentisme d'une fausse « gauche » qui ignore une couche aussi importante de la population. Mais s'il revendique la nécessité d'un travail de propagande et d'agitation en direction des paysans pauvres, il condamne le penchant à sacrifier dans ce travail les positions du socialisme, et à reprendre peu ou prou les préjugés du petit agriculteur soi-disant autonome, qui s'accroche d'autant plus désespérément à sa parcelle qu'il est davantage menacé de prolétarisation. De même si, contre l'immédiatisme anarchisant, Engels rappelle l'impossibilité pour la révolution de supprimer du jour au lendemain la petite entreprise agricole là où elle subsiste, cette tolérance pratique lui est une raison pour insister sur la nécessité de la domination de classe *du prolétariat et la* stricte délimitation *de son parti.*

Naturellement, la description des formes d'entreprises agricoles en Allemagne est datée. D'autre part, il est clair que la perspective d'une croissance régulière et irrésistible du mouvement ouvrier, qui aurait posé à brève échéance la question de la prise du pouvoir — certes pas pacifique, mais relativement *indolore — ne peut être transposée à l'époque actuelle. Mais la « question paysanne » reste inchangée dans ses grandes lignes, ne serait-ce que parce que même dans l'agriculture des pays capitalistes les plus avancés, la petite entreprise familiale est loin d'avoir perdu toute importance. Le texte d'Engels, qu'une page de Marx critiquant Bakounine en* 1875 *semble résumer d'avance, reste donc, avec les Thèses du deuxième congrès de l'Internationale Communiste et les textes du Parti Communiste d'Italie de* 1921-1922 *qu'il a inspirés, à la base de la « question agraire » que nous avons entrepris de réexposer. Un premier travail qui développe nos Thèses de* 1947 *paraîtra dans un des prochains numéros de cette revue* (1).

L'importance du texte d'Engels dépasse cependant largement la « question agraire » et la « tactique paysanne » proprement dites. On le voit ici attaquer un des premiers accès d'opportunisme de la II^e^ Internationale, qui se manifestait par la tendance à noyer le prolétariat dans les « couches laborieuses », les « travailleurs exploités », bref dans une sorte de front « populaire ». Or cette tendance à constituer des « blocs » de classes est une des constantes de l'opportunisme. Déjà en 1891, *Engels avait dû intervenir pour faire supprimer du projet de programme d'Erfurt un passage prétendant que* « la social-démocratie, en tant que défenseur non seulement des salariés, mais encore de tous les exploités et opprimés en général, soutient toutes les revendications, mesures et institutions qui sont propres à améliorer la condition du peuple en général et de la classe ouvrière en particulier ». *La même tendance à se réclamer du « peuple en général »* (Qui est-ce ? *raillait Engels) reparaît en* 1902 *en Russie, et Lénine s'appuie sur la* « Critique du programme d'Erfurt » *aussi bien que sur la* « Question paysanne » *pour fustiger dans le projet de programme du P.O.S.D.R. des affirmations du genre :* « La social-démocratie internationale est à la tête du mouvement de libération de la masse travailleuse et exploitée... » (Pas du tout, *dit Lénine)* « ...elle organise les forces de combat de cette masse... ». *Cela aussi est faux, dit Lénine, qui critique la confusion interclassiste du projet dans les termes mêmes* (2) *avec lesquels Engels critiquait les justifications du programme de Nantes* « destiné à coaliser dans une même lutte contre l'ennemi commun, la féodalité terrienne, tous les éléments de la production agricole, toutes les activités qui, à des titres divers, mettent en valeur le sol national ».

Comme on comprend que le P.C.F. ait retiré la brochure d'Engels

---

(1) Les Thèses de 1947 ont été publiées sous le titre « Le mouvement ouvrier révolutionnaire et la question agraire » dans *Le Prolétaire* n° 155. Des extraits de la critique de Bakounine faite par Marx (sous forme de commentaires à son ouvrage « Etatisme et anarchie ») ont été publiés dans *Le Prolétaire* n° 156.

(2) Voir Lénine, « Remarques sur le second projet de programme de Plékhanov » (1902), *Œuvres*, tome 6, p. 47.

du catalogue des « Editions Sociales » (3) ! *Sous une forme condensée, elle heurte de front son opportunisme foncier, dans la question paysanne mais aussi plus généralement, et pulvérise ses misérables justifications. Il est impossible de ne pas reconnaître dans la phrase ci-dessus des « Considérants » l'ancêtre du programme du P.C.F. soi-disant destiné à coaliser dans une même lutte contre l'ennemi commun, la féodalité des monopoles, tous les éléments de la production nationale, toutes les activités qui, à des titres divers, mettent en valeur le patrimoine national.* Soi-disant, *car, bien qu'ils utilisent les mêmes phrases, il y a une différence énorme entre l'opportunisme de* 1894 *et celui de* 1974 *ou, déjà, de* 1914. *Le premier était un opportunisme naissant, naïf et innocent en quelque sorte, à la racine duquel il y avait vraiment* l'impatience, *le désir de trouver des méthodes pour gagner « plus vite ». Il fallait certes le* combattre, *puisqu'il sacrifiait les principes — c'est-à-dire les directives d'action vraiment efficaces — à la poursuite d'illusoires succès immédiats, mais on pouvait* espérer le guérir. *Engels pouvait écrire à Lafargue* « vous vous êtes laissés entraîner trop loin sur la pente de l'opportunisme » *et affirmer que* « nos camarades français ne pensent pas aussi mal qu'ils écrivent », *bref, admettre que les* intentions *valaient mieux que les* déclarations.

Le second, c'est l'opportunisme sénile, sournois et hypocrite, qui ne conserve un reste de langage communiste que pour cacher qu'il est passé au service de la bourgeoisie. *Celui qu'on ne peut plus considérer comme résultant de l'impatience de révolutionnaires sincères, mais qu'il faut définir avec Lénine comme* « révolutionnaire en paroles — contre-révolutionnaire en fait ». *Un opportunisme dont les intentions sont bien plus infâmes encore que les discours, qui est* incurable *et doit être* détruit.

Il est vrai que l'opportunisme « immédiatiste » risque de mener à l'opportunisme « conservateur », mais cette évolution n'est ni mécanique ni inéluctable : le passage de partis révolutionnaires dans le camp de la bourgeoisie dépend des vicissitudes de la lutte des classes, et entre autres de la possibilité de corrompre l'aristocratie ouvrière grâce aux miettes des surprofits impérialistes. Il n'empêche que, même « justifié » par les intentions les plus pures, le renoncement aux principes a sa dynamique propre, qui tend *à dénaturer toujours plus le parti. Politiquement, l'opportunisme « sincère » est* la porte *par laquelle l'opportunisme crapuleux pénètre dans le mouvement ouvrier. Raison de plus pour le combattre lui aussi énergiquement, en suivant l'exemple qu'Engels nous donne ici.*

---

(3) La fasification opportuniste a ses traditions crapuleuses. On se souvient que dans les années 1890 déjà, la direction de la social-démocratie allemande avait tenté d'empêcher la publication de la *Critique du Programme de Gotha* de Marx, puis supprimé purement et simplement en 1895 certains passages de la préface d'Engels à la réédition des *Luttes de classe en France* de manière à en faire un texte pacifiste. Le procédé adopté par le P.C.F. pour enterrer un fois de plus Engels est dans la même lignée : la brochure reproduisant le texte d'Engels n'est plus rééditée depuis 1956, et elle a été purement et simplement rayée du catalogue des Editions Sociales. Voilà à quelles misérables bassesses en est réduit « le grand parti révolutionnaire de notre temps » pour tenter de cacher les preuves théoriques de sa trahison complète du marxisme !

LA QUESTION PAYSANNE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

Les partis bourgeois et réactionnaires s'étonnent prodigieusement de voir la question paysanne subitement et partout à l'ordre du jour chez les socialistes. En fait, ils devraient plutôt s'étonner que la chose n'ait pas eu lieu depuis longtemps. De l'Irlande à la Sicile, de l'Andalousie à la Russie et à la Bulgarie, le paysan est un facteur fort important de la population, de la production et du pouvoir politique. Seules, deux régions de l'Europe occidentale font exception. Dans la Grande-Bretagne proprement dite, la grande propriété foncière et la grande agriculture ont complètement évincé le paysan exploitant pour son compte. Dans la partie de la Prusse située à l'est de l'Elbe, le même procès se poursuit depuis des siècles, et là encore, de plus en plus, le paysan est, soit exproprié, soit relégué à l'arrière-plan au point de vue économique et politique.

Jusqu'ici le paysan ne s'est, la plupart du temps, avéré un facteur politique que par son apathie, fondée sur l'isolement de la vie des champs. Cette apathie de la grande masse de la population constitue le soutien le plus fort non seulement de la corruption parlementaire de Paris et de Rome, mais encore du despotisme russe. Mais elle n'est absolument pas insurmontable. Depuis la naissance du mouvement ouvrier, les bourgeois n'ont pas eu de peine en Europe occidentale, là surtout où la propriété parcellaire domine, à rendre suspects et haïssables les travailleurs socialistes en les présentant à l'imagination des paysans sous l'aspect de « partageux » ; il leur a été facile de les dépeindre comme des citadins paresseux et cupides, qui spéculent sur la propriété paysanne. Les aspirations socialistes confuses de la révolution de février 1848 furent rapidement balayées grâce aux bulletins de vote réactionnaires des paysans français. Le campagnard qui voulait avoir la tranquillité tira du trésor de ses souvenirs la légende de Napoléon, empereur des paysans, et créa le Second Empire. Nous savons tous ce que cet exploit des paysans a coûté au peuple français ; il souffre de ses conséquences aujourd'hui encore.

Mais depuis cette époque, bien des choses ont changé. Le développement de la forme capitaliste de production a porté le coup mortel à la petite exploitation agricole. Elle décline, elle périt irrémédiablement. La concurrence de l'Amérique du Nord et du Sud, ainsi que de l'Inde, a inondé le marché européen de céréales à bon marché, si bon marché même qu'aucun producteur indigène ne peut entrer en lutte avec ses rivaux étrangers. Le grand propriétaire foncier et le petit paysan voient tous les deux au même titre leur ruine se consommer sous leurs propres yeux. Et comme tous deux sont propriétaires terriens et campagnards, le grand propriétaire se pose comme le champion des intérêts du petit paysan et ce dernier l'accepte — dans l'ensemble — comme tel.

Cependant, l'Occident a vu se développer un puissant parti ouvrier socialiste. Les pressentiments et les sentiments obscurs du temps de la révolution de février se sont clarifiés, développés, approfondis, pour devenir un programme répondant à toutes les exigences scientifiques, renfermant des revendications précises et palpables. Ces revendications sont représentées dans les Parlements allemand, français, belge, par un nombre toujours croissant de députés socialistes. La conquête du pouvoir politique par le Parti socialiste s'annonce de plus en plus prochaine. Mais pour qu'il conquière le pouvoir politique, il faut que ce parti passe d'abord de la ville aux champs, devienne une puissance à la campagne. Lui qui a, sur tous les autres partis, l'avantage de voir clairement l'étroite relation qui unit les causes économiques aux effets politiques, qui depuis longtemps a donc aussi démasqué le loup qui se cachait sous la peau du mouton, cet indiscret ami du paysan, le grand propriétaire foncier — doit-il laisser tranquillement le paysan voué à la ruine entre les mains de ses faux défenseurs jusqu'à ce qu'on l'ait transformé d'adversaire passif en adversaire actif de l'ouvrier d'industrie ? Et nous voilà au cœur même de la question paysanne.

I

La population agricole à laquelle nous pouvons nous adresser est composée d'éléments très différents, qui varient encore beaucoup suivant les diverses régions.

A l'Ouest de l'Allemagne, comme en France et en Belgique, c'est la petite culture des paysans parcellaires qui prédomine ; ceux-ci sont en majorité propriétaires de leurs terres, et en minorité fermiers.

Au nord-ouest — dans la Basse-Saxe et dans le Schleswig-Holstein — prédominent les paysans gros et moyens qui ne peuvent se passer de valets, de servantes, ni même de journaliers. Il en va de même dans une partie de la Bavière.

La partie de la Prusse située à l'est de l'Elbe et le Mecklembourg sont le domaine de la grande propriété foncière et de la grande culture pratiquée à l'aide de domestiques de ferme et de journaliers, avec à côté, des paysans moyens et petits dans une proportion relativement faible et constamment décroissante.

Dans l'Allemagne centrale, toutes ces formes de propriété et d'exploitation se trouvent mêlées en différentes proportions suivant la localité, sans qu'il y ait prédominance de l'une d'entre elles sur une grande étendue.

En outre, il se trouve des régions plus ou moins vastes où le champ possédé ou loué ne suffit pas à nourrir la famille, mais sert seulement de base à l'exercice d'une industrie domestique, et assure à cette dernière les

bas salaires incompréhensibles sans cela, qui procurent aux produits un écoulement constant en dépit de toute concurrence étrangère.

Quelles sont donc celles parmi ces fractions de la population agricole que le parti social-démocrate (1) peut gagner ? Nous n'étudions naturellement cette question que dans ses grands traits. Nous ne considérons que les formes les plus marquantes ; la place nous manque pour nous occuper des stades intermédiaires et des populations agricoles mixtes.

Commençons par le petit paysan. Non seulement il est en général, pour l'Europe occidentale, le plus important de tous les paysans, mais il nous fournit encore pour toute cette question le cas critique. Si nous sommes fixés sur notre position vis-à-vis du petit paysan, nous aurons tous les critères pour déterminer notre attitude vis-à-vis des autres éléments de la population rurale.

Par petit paysan, nous entendons ici le propriétaire ou le fermier — et surtout le propriétaire — d'un bout de terre qui n'est pas plus grand que ce qu'il peut régulièrement cultiver avec sa famille, et pas plus petit que ce qui est nécessaire à la nourriture de celle-ci : ce petit paysan, comme le petit artisan, est donc un travailleur qui se distingue du prolétaire moderne en ce qu'il est encore en possession de ses moyens de travail, donc une survivance d'un mode de production dépassé. Il se distingue à trois points de vue de son ancêtre, le paysan serf ou très exceptionnellement libre, mais soumis à la taille et à la corvée. D'abord, la Révolution française l'a libéré des charges et services féodaux qu'il devait à son seigneur, et dans la majorité des cas, au moins sur la rive gauche du Rhin, elle lui a remis sa terre en toute propriété. En second lieu, il a perdu la protection de la communauté de « marche » (2) et a cessé de participer à l'administration autonome de celle-ci. Il est ainsi privé de sa part de jouissance de l'ancienne « marche » commune. Cette « marche » commune a été escamotée soit par l'ancien seigneur, soit grâce aux effets d'une législation bureaucratique « éclairée », fondée sur le droit romain. Le petit paysan se voit ainsi privé de la possibilité de nourrir son bétail sans acheter de fourrage. Mais au point de vue économique la perte des jouissances de la « marche » compense et au-delà la disparition des charges féodales ; le nombre des paysans ne pouvant entretenir des bêtes de travail croît constamment. En troisième lieu, le paysan actuel se distingue encore par la perte de la moitié de son activité productive d'autrefois. Jadis, avec sa famille, il fabriquait, à l'aide de matières premières qu'il avait lui-même produites, la plus grande partie des produits industriels dont il avait besoin. Ce qui lui manquait encore lui était fourni par des voisins de village qui, outre l'agriculture, exerçaient encore un

(1) Rappelons que cette désignation des partis socialistes était courante à l'époque, et n'avait pas le caractère péjoratif que nous lui donnons depuis 1914 (NdT).

(2) « Marche » : reste des anciennes communautés ; ici, l'ensemble des terres indivises, bois, pâturages, etc., auxquelles tous les membres de la communauté accédaient librement (NdT).

métier et étaient payés la plupart du temps par voie de troc ou de services réciproques. La famille, et plus encore le village, se suffisaient à eux-mêmes et produisaient à peu près tout ce qui leur était nécessaire. C'était presque l'économie naturelle à l'état pur, on n'utilisait presque jamais d'argent. La production capitaliste a mis fin à cet état de chose au moyen de l'économie monétaire et de la grande industrie. Mais si la jouissance de la « marche » était une condition fondamentale de son existence, la pratique accessoire de l'industrie en était une autre. Le paysan est donc tombé de plus en plus bas. Les impôts, les mauvaises récoltes, les partages, les procès, conduisent les campagnards les uns après les autres chez l'usurier, l'endettement devient de plus en plus général et de plus en plus considérable pour chacun ; bref, notre petit paysan, comme toute survivance d'un mode de production dépassé, est irrémédiablement condamné à la ruine. C'est un futur prolétaire.

A ce titre, il devrait être tout oreille pour la propagande socialiste. Mais le sentiment de la propriété, qui est ancré en lui, l'en empêche encore. Plus il est obligé de lutter avec âpreté pour conserver son petit lopin de terre, plus le désespoir le fait s'y cramponner fermement, plus aussi le social-démocrate qui parle du transfert de la propriété foncière à la communauté lui paraît être un ennemi aussi dangereux que l'usurier et l'avocat. Comment la social-démocratie peut-elle dissiper ce préjugé ? Que peut-elle offrir au petit paysan qui est en train de mourir, sans devenir infidèle à elle-même ?

Nous trouvons ici un point d'appui pratique dans le programme agraire des socialistes français de tendance marxiste : il est d'autant plus digne d'attention qu'il provient du pays classique de la petite économie paysanne.

Au Congrès de Marseille de 1892, on adopta le premier programme agraire du parti. Celui-ci réclame, pour les *ouvriers* agricoles non-possédants (journaliers et valets de ferme) : minimum de salaire fixé par les syndicats ouvriers agricoles et les conseils municipaux ; conseils de prud'hommes agricoles, composés pour moitié d'ouvriers ; interdiction de la vente des terrains communaux et affermage des domaines de l'Etat aux communes, qui loueront aux fins de culture en commun toute cette terre, possédée ou affermée par elle, à des familles associées de travailleurs agricoles non-possédants avec interdiction d'employer des salariés, et sous le contrôle de la commune ; caisses de retraite pour les vieillards et les invalides, alimentées par un impôt spécial sur la grande propriété foncière.

Pour les *petits paysans*, parmi lesquels on vise tout particulièrement les fermiers, on revendique l'achat par la commune de machines agricoles, destinées à être louées à prix de revient aux paysans ; la création d'associations agricoles pour l'achat d'engrais, de tuyaux de drainage, de semences, etc., et pour la vente des produits ; la suppression des droits de mutation pour les propriétés dont la valeur ne dépasse pas 5.000 francs ; des commissions d'arbitrage à la manière irlandaise, chargées de réduire les fermages excessifs, de fixer les indemnités aux fermiers et aux métayers

sortants pour la plus-value donnée à la propriété ; la suppression de l'article 2102 du Code civil (3) donnant aux propriétaires un privilège sur la récolte ; la suppression du droit de saisie de la récolte sur pied pour le créancier ; la constitution d'une réserve insaisissable comprenant les instruments aratoires, la partie des récoltes, semences, engrais et le nombre de bêtes de travail qui, pour le paysan, sont indispensables à l'exercice de son métier ; la révision du cadastre général, vieilli depuis longtemps, et, en attendant, la révision locale dans chaque commune ; enfin, des cours gratuits d'agronomie et des champs d'expériences agricoles.

On le voit : les revendications faites dans l'intérêt des paysans — ne nous préoccupons pas ici pour l'instant de celles faites dans l'intérêt des ouvriers — ne vont pas très loin. Une partie d'entre elles a déjà été réalisée ailleurs. Les commissions d'arbitrage des fermages se réclament expressément du modèle irlandais. Les coopératives agricoles existent déjà dans les pays rhénans. La révision du cadastre est un vœu pieux permanent de tous les libéraux et même des bureaucrates dans toute l'Europe occidentale. Les autres points pourraient être également réalisés sans que pour cela le régime capitaliste en éprouve un dommage essentiel. Je dis cela simplement pour bien caractériser le programme ; ce n'est pas une critique, au contraire.

Ce programme fit si bien les affaires du Parti chez les paysans des régions les plus diverses de la France que — l'appétit vient en mangeant — on se sentit obligé de l'accommoder mieux encore au goût des agriculteurs. On sentait bien cependant que l'on s'aventurait là sur un terrain dangereux. Comment porter aide au paysan non comme futur prolétaire, mais comme propriétaire rural actuel, sans violer les principes fondamentaux du programme socialiste général ? Pour éviter ce reproche on fit précéder les nouvelles propositions pratiques d'un exposé des motifs théoriques cherchant à montrer que le principe du socialisme veut que l'on protège la petite propriété contre la ruine dont la menace le mode de production capitaliste, bien que l'on voie parfaitement que cette ruine est inévitable. Examinons d'un peu plus près cet exposé des motifs, ainsi que les revendications elles-mêmes, tels qu'ils ont été adoptés en septembre au Congrès de Nantes.

Voici les considérants :

« Considérant qu'aux termes mêmes du programme général du Parti les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production ;

« Considérant que si, dans le domaine industriel, ces moyens de production ont déjà atteint un tel degré de centralisation capitaliste qu'ils

(3) L'article 2102 du Code civil — toujours en vigueur — accorde au propriétaire qui n'a pas perçu ses loyers et fermages un droit de saisie prioritaire sur la récolte et sur « le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme, et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme » (NdT).

ne peuvent être restitués aux producteurs que sous la forme collective ou sociale, il n'en est pas de même actuellement; en France du moins, dans le domaine agricole ou terrien, le moyen de production, qui est le sol, se trouvant encore sur bien des points possédé, à titre individuel, par les producteurs eux-mêmes ;

« Considérant que si cet état de choses, caractérisé par la propriété paysanne, est fatalement appelé à disparaître, le socialisme n'a pas à précipiter cette disparition, son rôle n'étant pas de séparer la propriété et le travail, mais au contraire de réunir dans les mêmes mains ces deux facteurs de toute production, dont la division entraîne la servitude et la misère des travailleurs tombés à l'état de prolétaires ;

« Considérant que si, au moyen des grands domaines repris à leurs détenteurs oisifs, au même titre que les chemins de fer, mines, usines, etc., le devoir du socialisme est de remettre en possession, sous la forme collective ou sociale, les prolétaires agricoles, son devoir non moins impérieux est de maintenir en possession de leurs lopins de terre, contre le fisc, l'usure et les envahissements de nouveaux seigneurs du sol, les propriétaires cultivant eux-mêmes ;

« Considérant qu'il y a lieu d'étendre cette protection aux producteurs qui, sous le nom de fermiers et de métayers, font valoir les terres des autres, et qui, s'ils exploitent des journaliers, y sont en quelque sorte contraints par l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes :

« Le Parti ouvrier, qui à l'inverse des anarchistes, n'attend pas de la misère étendue et intensifiée la transformation de l'ordre social, et ne voit de libération pour le travail et pour la société que dans l'organisation et les efforts combinés des travailleurs des campagnes et des villes s'emparant du gouvernement et faisant la loi, a adopté le programme agricole suivant, destiné à coaliser dans la même lutte contre l'ennemi commun, la féodalité terrienne, *tous les éléments de la production agricole, toutes les activités qui, à des titres divers, mettent en valeur le sol national. »*

Examinons d'un peu plus près ces considérants.

D'abord la phrase du programme français qui dit que la liberté des producteurs suppose la possession des moyens de production doit être complétée par celle qui la suit immédiatement : la possession des moyens de production n'est possible que sous deux formes, soit comme propriété individuelle, forme qui jamais ni nulle part n'a été générale pour les producteurs et que le progrès industriel rend de plus en plus impossible ; ou bien comme propriété commune, forme dont les conditions matérielles et intellectuelles ont déjà été créées par le développement de la société capitaliste. La prise en possession *collective* des moyens de production doit donc être poursuivie par tous les moyens à la disposition du prolétariat.

La possession en commun des moyens de production est donc présentée ici comme le seul but principal que l'on doive rechercher. Non seulement

dans l'industrie où le terrain est déjà préparé, mais en général, donc aussi dans l'agriculture. La propriété individuelle, d'après le programme, ne s'est jamais ni nulle part, étendue à tous les producteurs ; pour cette raison, et parce que, au surplus, le progrès de l'industrie la fait disparaître, le socialisme n'a pas intérêt à la maintenir, mais à la voir disparaître ; car là où elle existe et dans la mesure où elle existe, elle rend la propriété commune impossible. Si nous nous référons au programme, faisons-le au programme tout entier qui modifie d'une façon très significative la phrase citée à Nantes, puisqu'il place la vérité historique générale qui s'y exprime dans les conditions qui seules lui permettent de rester aujourd'hui une vérité en Europe occidentale et en Amérique du Nord.

La possession des moyens de production par les producteurs isolés ne confère plus actuellement à ceux-ci une véritable liberté. L'artisanat est déjà ruiné dans les villes ; dans les grands centres comme Londres il a même déjà complètement disparu, remplacé par la grande industrie, le *sweating-system* et les misérables charlatans qui vivent de la banqueroute. Le petit paysan qui cultive à son compte n'a ni la possession assurée de son lopin, ni la liberté. Tout comme sa maison, sa cour, ses quelques champs, il appartient à l'usurier ; son existence est moins assurée que celle du prolétaire qui peut avoir par-ci par-là quelques jours tranquilles, ce qui n'arrive jamais au paysan esclave des dettes. Supprimez l'article 2102 du Code civil, garantissez par la loi une réserve insaisissable d'instruments aratoires, de bétail, etc., vous ne pourrez le garantir d'une situation où il sera contraint de vendre « librement » son bétail, de se vendre corps et âme à l'usurier et d'être content d'acheter ainsi un quart d'heure de grâce. Votre tentative de protéger le petit paysan dans sa propriété ne protège pas sa liberté, mais simplement la forme particulière de sa servitude ; elle prolonge une situation dans laquelle il ne peut ni vivre ni mourir ! La référence au premier paragraphe de votre programme est donc ici tout à fait déplacée.

D'après l'exposé des motifs, le moyen de production, qui est le sol, se trouverait actuellement, en France, possédé encore sur bien des points, à titre individuel, par les producteurs eux-mêmes ; or le rôle du socialisme ne serait pas de séparer la propriété et le travail, mais au contraire de réunir dans les mêmes mains ces deux facteurs de toute production. Nous avons déjà fait remarquer que sous cet aspect général, ce n'est pas là le rôle du socialisme ; bien au contraire, il consiste à remettre les moyens de production aux producteurs *à titre collectif*. Dès qu'on perd cela de vue, la phrase citée plus haut nous induit en erreur, portant à croire que le socialisme est appelé à transformer en propriété réelle du petit paysan celle qui, aujourd'hui, ne l'est que d'apparence, donc à faire du petit fermier un propriétaire et à payer les dettes du propriétaire endetté. Evidemment, le socialisme est intéressé à ce que cette fausse apparence de propriété paysanne disparaisse ; mais elle ne doit pas disparaître de cette façon.

En tout cas, nous en sommes là maintenant : les considérants peuvent déclarer purement et simplement que le devoir du socialisme, son devoir impérieux est de « *maintenir en possession de leurs lopins de terre contre le fisc, l'usure et l'envahissement des nouveaux seigneurs du sol les propriétaires cultivant eux-mêmes* ». Ces considérants imposent donc au socialisme de faire une chose qu'ils ont déclarée impossible dans le paragraphe précédent. Ils lui commandent de « *maintenir en possession de la propriété parcellaire paysanne* » les agriculteurs, après avoir dit que cette propriété est « *fatalement appelée à disparaître* ». « *Le fisc, l'usure, les nouveaux seigneurs du sol* » sont-ils autre chose que les instruments au moyen desquels la production capitaliste mène à bonne fin la « *disparition fatale* » de la propriété paysanne ? On verra plus loin à l'aide de quels moyens « *le socialisme* » doit protéger le paysan contre cette trinité.

Mais le petit paysan n'est pas le seul à avoir le droit d'être protégé dans sa propriété. De même « *il y a lieu d'étendre cette protection aux producteurs qui, sous le nom de fermiers et de métayers, font valoir la terre des autres, et qui, s'ils exploitent des journaliers, y sont en quelque sorte contraints par l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes* ». Nous voici déjà sur un terrain bien étrange. Le socialisme combat tout spécialement l'exploitation du salariat. Et là, on vient nous déclarer que le devoir impérieux du socialisme est de protéger les fermiers français, lorsqu'ils... « *exploitent les journaliers* », — je cite textuellement ! Et ce, parce qu'ils y sont en quelque sorte contraints par « *l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes* » !

Comme il est agréable et facile de se laisser glisser, dès qu'on s'est mis dans cette position fausse ! Et si les paysans allemands grands et moyens venaient prier les socialistes français d'intercéder en leur faveur auprès du Comité directeur du Parti socialiste allemand pour que le parti les protège lorsqu'ils exploitent leurs domestiques, en rappelant « *l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes* » de la part des usuriers, des percepteurs, des spéculateurs en blés et des marchands de bestiaux, — que leur répondront-ils ? Et qui les garantit que nos grands propriétaires fonciers ne leur enverront pas aussi le comte Kanitz (lequel d'ailleurs a déposé un projet analogue au leur, tendant à la nationalisation de l'importation des blés) pour leur demander la protection socialiste dans l'exploitation des ouvriers agricoles, en se fondant sur « *l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes* » de la part des usuriers de la bourse, de la rente ou du blé ?

Mais disons plutôt tout de suite que nos amis français ne pensent pas si mal qu'ils veulent bien en avoir l'air ! Le passage en question ne doit être appliqué qu'à ce cas tout particulier : dans le Nord de la France, on loue la terre aux paysans avec obligation de cultiver des betteraves à sucre à des conditions fort défavorables ; comme cela se fait chez nous aussi, d'ailleurs, ils sont forcés de vendre les betteraves à une certaine fabrique au prix fixé par celle-ci, d'acheter une certaine semence, et, en livrant les produits, ils sont encore honteusement frustrés. Tout cela existe

aussi en Allemagne. Or, si l'on voulait protéger ce genre de paysans, il fallait le dire sans ambages ! Mais telle quelle, posée de façon générale, la formule foule aux pieds non seulement le programme du Parti ouvrier français, mais aussi le principe fondamental du socialisme en général ; les auteurs de l'exposé des motifs n'auront donc pas le droit de se plaindre si, de divers côtés, l'on exploite contre leur intention la rédaction fort négligée des considérants.

La conclusion des considérants est tout aussi équivoque : le Parti ouvrier socialiste doit « *coaliser dans la même lutte contre l'ennemi commun, la* féodalité terrienne, *tous les éléments de la production agricole, toutes les activités qui, à des titres divers, mettent en valeur le sol national* ». Je nie carrément que le parti ouvrier d'un quelconque pays doive admettre dans ses rangs, outre les prolétaires ruraux et les petits agriculteurs, les paysans gros ou moyens, ou encore les fermiers des grands biens, les éleveurs de bestiaux et les autres capitalistes qui font valoir le sol national. J'admets que tous, ils considèrent la féodalité terrienne comme leur ennemi commun, que nous soyons d'accord avec eux dans certaines questions, que nous combattions à leurs côtés pendant un certain temps pour des buts définis ; mais, si, dans notre Parti, nous pouvons admettre des individus de toute classe de la société, nous ne pouvons tolérer des groupes d'intérêts capitalistes ou moyens paysans ou moyens bourgeois (4). Là aussi le sens n'est pas tel qu'il paraît l'être ; il est évident que les auteurs n'ont pas songé à tout cela ; mais, malheureusement, le besoin de généraliser les a poussés trop loin, et il ne faudra pas qu'ils s'étonnent si on les prend au mot !

Après l'exposé des motifs les *adjonctions* au programme nouvellement votées. Elles sont rédigées aussi négligemment que l'exposé des motifs lui-même.

L'article d'après lequel les communes doivent acheter des machines agricoles et les louer à prix de revient aux paysans est modifié dans ce sens qu'elles les achètent « *avec le concours de l'Etat* » et, ensuite, qu'elles les « *mettent gratuitement à la disposition des petits cultivateurs* ». Cette concession nouvelle ne fera pas faire fortune aux petits cultivateurs, dont les champs et le mode de culture ne tolèrent qu'un emploi de machines très restreint.

Ensuite : « *Abolition de tous les impôts indirects et transformation des impôts directs en impôt progressif sur les revenus dépassant* 3.000 *francs* ». Depuis des années, presque tous les programmes socialistes demandent cela. Mais qu'on le demande tout particulièrement dans l'intérêt des petits paysans, voilà qui est nouveau, et prouve seulement combien

(4) Tout comme le *Manifeste* de 1848, Engels affirme ici que le parti de classe n'est pas défini par « l'origine sociologique » de ses membres ; des *transfuges* de la classe dominante peuvent y adhérer, et y adhèrent en effet ; mais il ne saurait sans se dénaturer accueillir et représenter des groupes et intérêts précapitalistes ou capitalistes (NdT).

on a peu réfléchi à la portée de cette phrase ! En Angleterre, pour ne citer que cet exemple, le budget de l'Etat est de 90 millions de livres sterling. L'impôt sur le revenu en produit treize et demi à quatorze millions, tandis que les soixante-seize autres millions proviennent, en partie, de l'imposition de maisons de commerce (poste, télégraphe, timbres) et, pour la plus grande part, de taxes sur la consommation de masse, de ce grignotage toujours répété du revenu de tous les habitants, et surtout des pauvres, qui rogne par petites quantités imperceptibles, mais qui, peu à peu, crée des millions. Et, dans la société actuelle, il est presque impossible de couvrir d'une autre façon les dépenses de l'Etat. Admettons qu'en Angleterre un impôt progressif sur les revenus d'au moins 120 livres sterling (3.000 francs) doive couvrir les 90 millions. La moyenne de l'accumulation annuelle, l'augmentation annuelle de toute la richesse nationale était de 1865 à 1875, selon Giffen, de 240 millions de livres sterling. Si nous la supposons être annuellement de 300 millions actuellement, il en résulte que des charges fiscales de 90 millions consommeraient presque un tiers de l'accumulation. En d'autres termes, aucun gouvernement ne peut entreprendre une telle chose, sinon un gouvernement socialiste : quand les socialistes seront au pouvoir, ils auront à faire des choses qui ne feront paraître cette réforme des impôts que comme un acompte momentané, insignifiant, et qui ouvriront aux petits paysans de tout autres perspectives.

On semble reconnaître aussi que cette réforme fiscale se fera attendre longtemps encore pour les paysans, et on leur promet « *en attendant, la suppression de l'impôt foncier pour les propriétaires cultivant eux-mêmes, et diminution de cet impôt pour ceux dont la terre est grevée de dettes hypothécaires* ». La deuxième partie de cette phrase ne peut s'appliquer qu'aux biens qui sont *trop grands* pour qu'une seule famille puisse les cultiver et ne fait donc, de nouveau, que favoriser ces paysans qui « exploitent des journaliers ».

Ensuite : « *Liberté de la chasse et de la pêche, sans autre limite que les mesures nécessitées par la conservation du gibier et du poisson et la préservation des récoltes* ». Cela a un air très populaire, mais les derniers mots enlèvent toute valeur aux premiers. Combien de lièvres, de perdrix, de brochets ou de carpes, y a-t-il donc par famille paysanne, dans toute la campagne ? Tout juste assez pour qu'on puisse donner la « liberté de chasse » et de pêche à chaque paysan *un seul jour par an !*

« *Réduction du taux légal et conventionnel de l'intérêt de l'argent* », c'est-à-dire de nouvelles lois contre l'usure, une nouvelle tentative pour appliquer une mesure de police qui a échoué toujours et en tous lieux depuis deux mille ans. Si le petit paysan est dans des conditions qui le forcent à considérer l'usurier comme un moindre mal, celui-ci trouvera toujours les moyens pour l'exploiter, sans tomber sous le coup de la loi contre l'usure. Cette mesure ne pourrait servir qu'à amadouer le petit paysan, mais il n'en profitera jamais ; au contraire, elle lui rend le crédit plus difficile lorsqu'il en a le plus besoin.

« *Organisation d'un service gratuit de médecine et d'un service de pharmacie à prix de revient* » : cette mesure ne s'applique certes pas exclusivement aux paysans ; le programme allemand, qui va plus loin, demande que les médicaments soient aussi fournis gratuitement.

« *Indemnité, pendant la période d'appel, aux familles des réservistes* » : ceci existe, bien que d'une façon insuffisante, en Allemagne et en Autriche, et, de même, ne s'applique pas aux paysans seulement.

« *Abaissement des tarifs de transport pour les engrais, les machines et les produits agricoles* » : cela est chose faite en Allemagne, faite surtout au profit... des grands propriétaires fonciers.

« *Mise à l'étude immédiate d'un plan de travaux publics ayant pour objet l'amélioration du sol et le développement de la production agricole* » : trop vague, trop peu déterminé, belles promesses, qui une fois réalisées, ne feraient que servir les grands propriétaires !

Bref, après tout le prodigieux élan théorique contenu dans l'exposé des motifs, les propositions pratiques du nouveau programme agraire ne nous expliquent nullement comment le Parti ouvrier français veut arriver à maintenir les petits paysans en possession de cette propriété paysanne qui, d'après ses propres dires, est fatalement appelée à disparaître.

II

Sur un point, nos camarades français ont absolument raison : on ne peut faire de révolution durable en France *contre* le petit paysan. Seulement, ils nous paraissent ne pas s'y être pris comme il fallait pour gagner les paysans.

Il semble qu'ils aient pour objectif de conquérir le petit paysan du jour au lendemain, peut-être même pour les prochaines élections générales. Ils ne peuvent espérer atteindre ce but qu'en faisant des promesses générales très osées, qui les obligent, pour les défendre, à se lancer dans des considérants théoriques bien plus osés encore. Dès que l'on y regarde de près, on s'aperçoit que les promesses générales se contredisent (promesse de maintenir un état de choses que l'on dit être fatalement appelé à disparaître), que les mesures particulières ou bien n'auront aucun effet (lois contre l'usure) ou bien ne sont que des revendications ouvrières générales, ou qu'elles servent plutôt la grande propriété foncière, ou enfin que leur portée dans l'intérêt du petit paysan est infime ; de sorte que la partie directement pratique du programme corrige les fautes premières et réduit les grands mots inquiétants de l'exposé des motifs à une dimension tout à fait innocente.

Disons-le franchement : étant donné ses préjugés, fondés sur toute sa situation économique, son éducation, sa façon de vivre isolément, et nourris par la presse bourgeoise et les grands propriétaires fonciers, nous ne pouvons conquérir la masse des petits paysans du jour au lendemain

que si nous lui faisons des promesses que nous savons ne pas pouvoir tenir. Nous sommes obligés de lui promettre non seulement de protéger en toute circonstance sa propriété contre toutes les puissances économiques qui l'assaillent, mais même de la délivrer de toutes les charges qui, actuellement, l'oppriment : de faire du fermier un propriétaire libre, et de payer les dettes du propriétaire dont la terre est grevée d'hypothèques. Si nous pouvions faire cela, nous reviendrions au point de départ d'un développement qui, de nouveau, aboutirait nécessairement à l'état actuel. Nous n'aurions pas libéré le paysan, nous lui aurions accordé un quart d'heure de grâce !

Mais notre intérêt n'est pas de gagner le paysan du jour au lendemain, pour que, du jour au lendemain, il nous quitte, lorsque nous ne pourrons pas tenir nos promesses. Du paysan qui nous demande de maintenir la propriété parcellaire nous ne pourrons jamais faire un camarade, pas plus que du petit patron qui veut rester éternellement patron. Ces gens sont à leur place chez les antisémites. Qu'ils aillent chez eux entendre la promesse que leur petite entreprise sera sauvée ; lorsqu'ils auront appris là-bas ce que valent ces phrases sonores, et quelles mélodies jouent les violons dont leur ciel est plein, ils reconnaîtront, toujours plus nombreux, que nous qui promettons moins et qui cherchons le salut d'un autre côté, nous sommes des gens plus sûrs. Si les Français avaient, comme nous, une tapageuse démagogie antisémite, ils n'auraient pas facilement fait la faute de Nantes !

Quelle est donc notre position en face des petits paysans ? Et comment devons-nous agir à leur égard le jour où le pouvoir sera en nos mains ?

D'abord, la phrase du programme français est absolument juste : nous prévoyons la disparition inéluctable du petit paysan, mais nous ne sommes nullement chargés de hâter cette disparition par nos interventions.

Et ensuite, il est tout aussi évident que, lorsque nous serons au pouvoir, nous ne pourrons songer à exproprier par la force les petits paysans (que ce soit avec ou sans indemnité), comme nous serons obligés de le faire pour les grands propriétaires fonciers. Notre tâche envers le petit paysan est d'abord de faire passer sa propriété et son exploitation individuelles à l'exploitation coopérative (5), non en l'y contraignant, mais en l'y amenant par des exemples et en mettant à sa disposition le concours de la société. Et ici les moyens ne nous manquent pas pour faire entrevoir au petit paysan des avantages qui lui sauteront aux yeux dès aujourd'hui.

Il y a presque vingt ans, les socialistes danois qui, dans tout le pays, ne possèdent qu'une seule vraie ville, Copenhague, et sont donc, en dehors de celle-ci, réduits à la propagande parmi les paysans, ont esquissé de tels projets. Les paysans d'un village ou d'une paroisse — il y a bon nombre de grandes fermes isolées au Danemark — devaient réunir toutes

(5) Il est clair que Engels insiste non tant sur la forme de la propriété que sur *l'entreprise*, que même la dictature du prolétariat ne pourra pas éliminer du jour au lendemain (NdT).

leurs terres en un seul grand domaine, le cultiver à compte commun et partager les produits en proportion des terres versées, de l'argent avancé et du travail fourni. Au Danemark, la petite propriété ne joue qu'un rôle secondaire. Mais si nous appliquons cette idée à un pays de propriété parcellaire, nous arrivons au résultat suivant : en réunissant les petits biens et en les cultivant suivant les méthodes de grande culture, une partie de la main-d'œuvre jusqu'alors employée devient superflue ; c'est précisément cette économie de travail qui est un des avantages les plus importants de la grande culture. Cette main-d'œuvre peut être employée de deux façons : ou bien on met à la disposition de la coopérative paysanne d'autres terres prises sur de grandes propriétés voisines, ou on lui donne les moyens d'un travail industriel accessoire, autant que possible et de préférence pour leur propre usage. Dans les deux cas, on la met dans une meilleure situation économique et l'on assure en même temps à la direction générale de la société l'influence nécessaire pour faire passer progressivement la coopérative paysanne à une forme plus élevée et pour mettre les droits et les devoirs tant de la coopérative dans son ensemble que de ses membres en particulier, sur le même plan que ceux des autres branches de la grande communauté. Les conditions de chaque cas particulier et les circonstances dans lesquelles nous prendrons le pouvoir nous dicteront la façon d'agir dans ce cas particulier. Nous pourrons peut-être ainsi offrir à ces coopératives d'autres avantages encore : remise à la banque nationale de la dette hypothécaire tout entière en réduisant suffisamment le taux de l'intérêt ; avance sur les fonds publics pour instituer l'exploitation en grand (ces avances ne consisteront pas nécessairement ou de préférence en argent, mais en produits indispensables : machines, engrais, etc.) et d'autres avantages encore.

L'essentiel en tout cas, c'est de faire comprendre aux paysans que nous ne pouvons sauver et conserver leur propriété qu'en la transformant en une propriété et une exploitation coopératives. Car c'est précisément l'exploitation individuelle, conséquence de la propriété individuelle, qui fait la perte des paysans. S'ils s'accrochent à l'exploitation individuelle, nécessairement ils seront chassés de leur terre et de leur ferme, inéluctablement leur mode de production dépassé fera place à la grande exploitation capitaliste. Les choses en sont là ; et lorsque nous venons offrir aux paysans la possibilité d'introduire la grande exploitation, non pour le compte capitaliste, mais pour leur propre compte commun, il ne serait pas possible de faire comprendre aux paysans que c'est dans leur intérêt, que c'est l'unique chemin du salut ?

En aucun cas nous ne pouvons promettre aux paysans parcellaires que nous les maintiendrons en possession de leur propriété et de leur exploitation individuelles contre la supériorité de la production capitaliste. Nous pouvons seulement leur promettre que nous n'interviendrons pas contre leur volonté, à l'aide de la force brutale, dans leurs rapports de propriété. Nous pouvons aussi faire notre possible pour que dès aujourd'hui la lutte des capitalistes et des grands propriétaires contre les petits paysans soit

menée à l'aide de moyens moins malhonnêtes, et que la spoliation directe et l'escroquerie soient empêchées dans la mesure du possible, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Cela ne réussira qu'exceptionnellement. Dans le mode de production capitaliste développé, personne ne sait où s'arrête l'honnêteté et où commence l'escroquerie. Mais les choses seront toujours bien différentes selon que les pouvoirs publics sont du côté des voleurs ou des volés. Et nous prenons résolument parti pour le petit paysan ; nous ferons tout ce qui est possible pour rendre son sort plus tolérable, pour lui faciliter le passage à la coopération, s'il s'y résout, et même pour lui laisser le temps de réfléchir dans sa parcelle s'il n'arrive pas à se décider tout de suite. Nous agissons de la sorte, d'abord parce que nous considérons le petit paysan travaillant à son compte comme étant virtuellement des nôtres, et ensuite, dans l'intérêt même du Parti. Plus sera grand le nombre des paysans auxquels nous éviterons la chute dans le prolétariat, que nous pourrons conquérir encore en tant que paysans, plus la transformation sociale sera rapide et facile. Il ne nous sert à rien d'être forcés d'attendre pour cette transformation que la production capitaliste se soit développée partout jusque dans ses dernières conséquences, que le dernier petit artisan, que le dernier petit paysan, soient devenus les victimes de la grande entreprise capitaliste. Les sacrifices matériels qu'on peut faire, dans ce sens, dans l'intérêt des paysans, à l'aide de fonds publics, ne peuvent paraître, du point de vue de l'économie capitaliste, que comme de l'argent jeté par la fenêtre, mais ils sont cependant un excellent placement, car ils économisent peut-être une part dix fois plus grande des frais de réorganisation sociale. Dans ce sens, nous pouvons donc agir très libéralement avec les paysans. Ce n'est pas ici la place d'entrer dans les détails, de faire des propositions précises dans ce sens ; il ne peut s'agir ici que des principes généraux.

Il n'existe donc pas de pire service que nous puissions rendre et au Parti et aux petits paysans que de faire des déclarations éveillant même l'impression que notre intention est de maintenir de façon durable la propriété parcellaire. Ce serait carrément barrer la route à la libération des paysans, et rabaisser le Parti au niveau d'un antisémitisme tapageur. Au contraire, le devoir de notre Parti est d'expliquer sans cesse aux paysans leur situation, qui est sans espoir aucun, aussi longtemps que le capitalisme sera au pouvoir ; de leur montrer qu'il est absolument impossible de conserver leur propriété parcellaire en tant que telle ; qu'il est certain que la grande production capitaliste passera par-dessus leur petite exploitation, impuissante et désuète, comme un chemin de fer écrase une brouette. Si nous agissons de la sorte, nous agirons dans le sens du développement économique inévitable, et ce développement montrera aux petits paysans la justesse de nos paroles.

Au reste, je ne puis quitter ce sujet sans exprimer ma conviction que les auteurs du programme de Nantes ont, pour l'essentiel, la même opinion que moi. Ils sont beaucoup trop intelligents pour ne pas savoir que la propriété paysanne parcellaire est vouée à devenir propriété collec-

tive ! Ils reconnaissent eux-mêmes que la propriété parcellaire est appelée à disparaître. Le rapport du Comité national au Congrès de Nantes rédigé par Lafargue concorde tout à fait avec cette opinion. Il a paru en allemand dans le *Sozialdemokrat* de Berlin du 18 octobre. Les contradictions dans les expressions du programme de Nantes sont la preuve que les auteurs n'ont pas l'intention de dire ce qu'ils disent en fait. Si on ne les comprend pas ou si l'on abuse, comme cela est déjà arrivé, d'ailleurs, de leur façon de s'exprimer, ils ne peuvent, il est vrai, que s'en prendre à eux-mêmes. En tout cas, ils devront expliquer mieux leur programme, et le prochain congrès français se verra forcé de le revoir à fond.

Venons-en maintenant au paysan plus riche. Nous trouvons dans cette catégorie, essentiellement par suite d'héritage, mais aussi d'endettement ou de ventes forcées de terres, tout un échantillonnage de stades intermédiaires qui vont du paysan parcellaire jusqu'au gros paysan qui possède toute son ancienne tenure et quelquefois plus encore. Quand le paysan moyen habite parmi les petits paysans, il n'y aura guère de différence entre ses intérêts, ses opinions et les leurs, car son expérience lui dira combien de ses semblables ont sombré dans la masse des petits paysans. Mai là où prédominent le moyen et le gros paysans, où l'exploitation exige, en général, l'aide de domestiques, il en est autrement. Un parti ouvrier doit, naturellement, prendre fait et cause tout d'abord pour les salariés, c'est-à-dire pour les domestiques, les filles de ferme et les journaliers ; de ce fait, il s'interdit de faire aux paysans des promesses qui incluent la persistance de la servitude des ouvriers salariés. Or, aussi longtemps que les paysans moyens et gros subsistent en tant que tels, ils ne peuvent s'en tirer sans salariés. S'il est donc simplement stupide de notre part de promettre aux paysans parcellaires qu'ils seront maintenus en tant que petits paysans, c'est presque de la *trahison directe* que de promettre la même chose aux paysans moyens ou grands.

Nous pouvons de nouveau établir un parallèle avec les artisans des villes. Ils sont déjà plus près de leur perte, il est vrai, que les paysans, mais il y en a pourtant encore qui emploient non seulement des apprentis, mais aussi des ouvriers, ou qui font faire à leurs apprentis le travail d'un ouvrier. Parmi les petits patrons, ceux qui veulent éternellement rester patrons n'ont qu'à aller chez les antisémites pour se convaincre qu'il n'y a pas de salut non plus de ce côté. Les autres qui comprennent la disparition inévitable de leur mode de production viennent à nos côtés et sont prêts à partager plus tard le sort qui attend tous les autres ouvriers. Il n'en va pas autrement des paysans grands et moyens. Leurs domestiques, leurs servantes et leurs journaliers nous intéressent plus qu'eux-mêmes, naturellement. Si ces paysans veulent que nous leur garantissions que leurs exploitations resteront, nous ne pourrons en aucune façon faire cela. Leur place est chez les antisémites, dans la Ligue des paysans et autres partis de ce genre qui n'ont pas de plaisir plus grand que de ne rien tenir après avoir tout promis. Au point de vue économique, nous avons la certitude que les paysans moyens ou grands seront eux aussi imman-

quablement écrasés par la concurrence capitaliste et par la production à bon marché des céréales d'outre-mer ; la preuve en est faite d'ailleurs par l'endettement qui augmente toujours et la décadence évidente de tous ces paysans. Nous ne pouvons rien faire contre cette ruine, sinon recommander la réunion des biens en une exploitation coopérative qui fera disparaître de plus en plus l'exploitation du salariat et qui pourra introduire peu à peu la transformation en branches aux mêmes droits et aux mêmes devoirs de la grande coopérative nationale de production. Si ces paysans comprennent la ruine inévitable de leur mode de production actuel, s'ils en tirent les conséquences nécessaires, ils viendront chez nous et ce sera à nous de leur faciliter, autant que nous pourrons le faire, le passage au mode de production transformé. Sinon, il faudra les abandonner à leur sort et nous, nous devrons nous adresser à leurs salariés qui entendront nos appels. Il est probable que là aussi, nous pourrons éviter une expropriation violente et compter sur le développement économique pour ouvrir à la raison ces têtes un peu dures.

Ce n'est qu'en ce qui concerne la grande propriété que tout est très simple. Nous n'avons là rien qu'une exploitation capitaliste ouverte, et là il ne saurait y avoir de scrupules quelconques. Nous voyons devant nous des masses de prolétaires agricoles, ce qui rend très clair notre devoir. Dès que notre Parti est au pouvoir, il n'a qu'à exproprier les grands propriétaires, tout comme les grands industriels. Que cette expropriation ait lieu avec ou sans indemnité, ceci ne dépendra pas essentiellement de nous, mais des conditions dans lesquelles nous arriverons au pouvoir, et surtout aussi de la position que prendront messieurs les grands propriétaires eux-mêmes. Nous ne considérons nullement qu'une indemnité soit en tout cas inadmissible ; je ne sais combien de fois Marx m'a dit que, d'après son opinion, nous résoudrions cette question à moindres frais si nous pouvions acheter toute cette bande ! (6). Mais cela n'est pas notre affaire ici. Les grands biens ainsi rendus à la collectivité devraient être remis aux ouvriers agricoles qui les cultivent dès à présent, organisés en coopératives, sous le contrôle de la collectivité. Sous quelles formes cela se ferait, ceci ne peut être établi dès aujourd'hui. En tout cas, la transformation de l'entreprise capitaliste en gestion sociale est ici entièrement préparée et peut être réalisée du jour au lendemain, exactement comme dans les fabriques de M. Krupp ou de M. de Stumm, par exemple. Et l'exemple de ces coopératives agricoles démontrerait même aux derniers paysans parcellaires encore rétifs, et peut-être aussi à quelques grands paysans, combien il y a d'avantage à une grande exploitation coopérative.

Dans ce cas donc, nous pouvons faire entrevoir aux prolétaires agricoles quelques perspectives qui sont au moins aussi brillantes que celles des prolétaires industriels. Et ce n'est qu'une question de temps, et du temps le plus bref, que de conquérir avec elles les ouvriers agricoles de

(6) Il est clair, comme les thèses de l'Internationale Communiste l'affirmaient dès 1920, que cette éventualité ne saurait plus être envisagée aujourd'hui, même à titre d'exception (NdT).

la Prusse à l'est de l'Elbe. Mais si nous comptons ceux-ci parmi les nôtres, toute l'Allemagne s'en ressentira. Le demi-servage de fait des ouvriers agricoles de la Prusse à l'est de l'Elbe est le fondement principal de la domination des hobereaux en Prusse et, partant, de l'hégémonie spécifiquement prussienne en Allemagne. Ce sont ces hobereaux qui, de plus en plus perdus par les dettes, l'appauvrissement, la vie sur le dos de l'Etat ou de particuliers, cherchent à se cramponner pour ces raisons, de toute leur force, à leur domination ; ce sont eux qui ont créé et maintiennent le caractère exclusivement prussien de la bureaucratie et du corps des officiers qui, grâce à leur orgueil, leur esprit borné, leur arrogance, ont créé cette haine en Allemagne contre cet empire germano-prussien — quoiqu'on reconnaisse que pour le moment c'est la seule forme possible de l'unité allemande —, et qui n'ont pas su conquérir le respect de l'étranger pour ce pays pourtant si victorieux. Le pouvoir de ces hobereaux repose sur ce fait que, dans le territoire formé des sept provinces de la vieille Prusse — c'est-à-dire d'un tiers à peu près de tout l'empire — ils disposent de la propriété foncière qui entraîne ici le pouvoir social et politique, et non seulement de la propriété foncière, mais encore des industries les plus importantes de ce territoire, par exemple les fabriques de sucre de betterave et de liqueurs. Ni les grands propriétaires du reste de l'Allemagne, ni les grands industriels ne connaissent une situation aussi favorable ; ni les uns ni les autres ne disposent d'un royaume compact. Ils sont dispersés dans de vastes espaces et se disputent entre eux et aux autres couches sociales l'hégémonie politique et économique. Mais cette situation prépondérante des hobereaux prussiens perd de plus en plus son fondement économique. L'endettement et l'appauvrissement s'étendent sans cesse, malgré tout le concours de l'Etat (et depuis Frédéric I[er] celui-ci fait normalement partie de tout budget de hobereaux) ; seul le demi-servage effectif des ouvriers agricoles sanctionné par la coutume et la loi et qui permet une exploitation sans borne donne aux hobereaux la faculté de ne pas sombrer. Semez la parole socialiste parmi ces ouvriers, donnez-leur le courage et l'union, et c'en est fini de la souveraineté des hobereaux ! Le grand pouvoir réactionnaire — qui joue en Allemagne le même rôle barbare et conquérant que le tsarisme russe dans l'Europe entière — s'écroule, telle une vessie transpercée. Les « premiers régiments » prussiens deviennent socialistes, et cela entraîne un déplacement de forces qui porte en son sein toute une révolution. Voilà pourquoi la conquête du prolétariat agricole de la Prusse à l'est de l'Elbe est bien plus importante que celle des petits paysans de l'Ouest ou des paysans moyens du Sud. C'est là, dans cette Prusse de l'Est, qu'est notre champ de bataille décisif, et voici pourquoi et le gouvernement et les hobereaux essayeront à tout prix de nous en fermer l'entrée. Et si — comme les menaces nous le disent — il y avait de nouvelles mesures de violence pour empêcher le développement de notre parti, on le ferait surtout pour protéger le prolétariat agricole de la Prusse à l'est de l'Elbe de notre propagande. Mais nous nous en moquons : nous le conquerrons malgré tout.

Le long du fil de l'histoire

Sur les rapports entre le parti communiste et d'autres partis et courants politiques

Les trois documents relatifs à la période 1921-1922 *de l'histoire du Parti Communiste d'Italie que nous publions ci-dessous portent sur les rapports du Parti avec d'autres formations politiques et courants syndicaux. Leur publication pour les camarades et les lecteurs répond à un double objectif : le premier, apparemment limité et « historiographique », est d'illustrer une page d'histoire du Parti Communiste d'Italie ; le second (auquel le précédent ne fait en réalité que servir de support), est de fournir un point de référence pour l'analyse d'un problème qui est* d'actualité *aujourd'hui comme hier, un problème qui est* toujours *d'actualité pour une formation communiste : celui des rapports qui s'établissent* nécessairement *entre les différents courants ouvriers politiques et syndicaux et le Parti, dans le cours de l'action que celui-ci développe vers l'extérieur pour accroître son influence et poser ainsi les prémisses d'un front uni du prolétariat et de la conquête de la majorité de celui-ci (au sens léniniste, qui est aussi le nôtre) aux principes du Parti.*

Naturellement, personne n'a le droit d'être « naïf » au point de sous-estimer, ou pire de nier l'énorme différence existant entre la situation d'alors — un prolétariat encore debout, un Parti encore consistant (même s'il ne correspondait pas aux nécessités révolutionnaires de l'heure), et surtout une Internationale forte de l'expérience exaltante, et riche d'enseignements pour tous, de la révolution russe et du parti bolchevik — et d'autre part la situation actuelle qui est tout à fait à l'opposé. Il n'est certes pas indifférent *que tout cela n'existe pas aujourd'hui. L'absence de solides conditions préalables pour une action révolutionnaire d'envergure pose de très gros problèmes, dont nous avons déjà parlé, et sur lesquels nous reviendrons. Il est évident qu'aujourd'hui, pour établir une ligne d'action envers d'autres groupes, il faut partir de points qui pourraient sembler « minimum » si l'on oubliait l'ampleur et la profondeur du cycle contre-révolutionnaire. Aujourd'hui il ne s'agit pas de « discipliner » et de « canaliser » les forces consistantes d'une ample marée révolutionnaire, mais de distinguer les faibles forces qui se placent sur une ligne* potentielle *de raccordement avec les points cardinaux — ignorés et honnis de tous — du communisme révolutionnaire, et de les aider à se débarrasser des scories*

d'un opportunisme qui règne encore en maître. Mais cela serait impossible si le noyau (même très restreint) de militants révolutionnaires qui a acquis à l'avance la possession du programme à travers un rigoureux bilan *des leçons de l'histoire, renonçait à exercer si peu que ce soit la fonction qui lui incombe précisément parce qu'il a cette* arme *à sa disposition. La leçon des documents que nous présentons — une leçon qui reste toujours valable, aujourd'hui peut-être plus que jamais — c'est qu'*il ne peut y avoir d'action révolutionnaire utile *si le parti renonce à son autonomie politique et organisationnelle (ce qui veut dire : s'il n'applique pas* de façon active *cette autonomie vers l'extérieur, le terme d'autonomie ne pouvant pas être pris dans le sens commode d'une « déclaration de principe » qui, une fois faite, permettrait de faire ce que l'on veut... au nom de la tactique). Le fait qu'aujourd'hui nous soyons obligés de lutter avec un noyau, un embryon de parti, non avec le Parti au plein sens* formel *du terme, n'atténue en rien, mais rend au contraire d'autant plus importantes les tâches dont nous avons parlé. Transformer, consciemment ou non, la « manœuvre intelligente » de Lénine en une tentative grotesque de gonfler artificiellement le « camp révolutionnaire » au moyen d'une « intégration » progressive de forces organisées dans d'autres groupes, ne peut mener, l'expérience l'a déjà montré, qu'à l'échec. L' « esprit de secte » ou de « famille » inhérent au « petit noyau » ne peut être dépassé qu'en réussissant à étendre l'influence du programme communiste dans ce qu'il a précisément* d'irrévocable, *et qui doit constituer le* point de départ *pour un travail effectif de reconstruction du Parti proprement dit. Les actions* partielles *menées en commun avec d'autres groupes ne peuvent donc être détachées d'une stratégie rigoureusement reliée aux principes et à la continuité de la lutte critique et pratique contre les déviations du marxisme qui condense le sens de notre existence en tant que noyau — un noyau que des déterminations matérielles complexes, et non le hasard ou les vertus de tel ou tel individu, ont rendu seul capable de tirer, de posséder et de défendre le bilan de la contre-révolution.*

***

L'objet du premier document, qui a paru dans Il Comunista *du* 20 *mars* 1921 (1), *est de fixer du point de vue organisationnel, au lendemain, peut-on dire, de la constitution du Parti Communiste d'Italie, les* rigoureuses limites *fixant le cadre de toute action vers d'autres groupes, et sans lesquelles on n'aurait pas pu arriver à une action* centralisée *de Parti (cette dernière n'est-elle pas une leçon fondamentale du léninisme ?). Le texte prend soin de bien souligner que l'interdiction absolue d'entreprendre de manière autonome des actions légales dans cette direction ne signifie pas que des actions de ce type soient exclues* par principe, *mais qu'il faut absolument les* encadrer *dans un plan central.*

(1) Reproduit dans : Partito Comunista d'Italia, *Manifesti ed altri documenti politici (21 Gennaio-31 dicembre* 1921), *Roma,* 1922 *(Reprint Feltrinelli), p.* 39.

RAPPORTS AVEC D'AUTRES PARTIS ET COURANTS POLITIQUES

Les Fédérations provinciales et les Sections du Parti Communiste sont avisées que, d'une façon générale, et sauf autorisation spéciale du Comité exécutif, elles ne doivent pas conclure d'accords avec d'autres partis et courants politiques (républicains, socialistes, syndicalistes, anarchistes) pour des actions communes permanentes ou temporaires, telles que meetings, manifestations, publication de manifestes ou de numéros spéciaux communs, constitution de comités d'étude, de propagande, d'agitation contre la vie chère, le chômage, la réaction, en faveur des victimes politiques et autres, pour la conquête et la direction d'organismes divers d'assistance, de culture, de bienfaisance, etc.

Ceci ne signifie pas que tout accord de ce type est inacceptable ; mais il s'agit seulement de s'assurer que de tels accords ne soient conclus qu'à l'intérieur des limites, pour les buts, et selon les modalités que la Centrale du Parti établira éventuellement et communiquera dans chaque cas particulier, pour éviter des actions non coordonnées et décentralisées.

Cela n'exclut pas non plus l'intervention des communistes dans les manifestations dont l'initiative a été prise par d'autres partis, pour y porter notre parole et exposer le programme précis du parti, dans le but de provoquer et d'élargir l'accord des masses sur nos principes et nos méthodes spécifiques.

Ces dispositions ne concernent pas les rapports avec les organes *syndicaux,* qui seront réglementés par des communications particulières de l'Exécutif.

Pour l'*assistance économique légale* aux victimes politiques on peut constituer des comités mixtes, mais il est recommandé de demander qu'ils soient désignés par les organismes syndicaux (Bourses du travail) et d'en aviser dans tous les cas le Comité exécutif.

Le Comité exécutif du P.C. d'Italie.

***

La même question fait l'objet d'une autre circulaire du Comité exécutif parue dans Il Comunista *du 21 août 1921 (2). Dans la circulaire du 20 mars on avait dressé une barrière contre les éventuelles initiatives improvisées de camarades ou de sections, rompant ainsi avec la « tradition » d' « autonomisme » du Parti Socialiste Italien, qui ne pouvait pas ne pas se refléter dans le Parti Communiste d'Italie nouvellement constitué : il suffit de penser à la nécessité de discipliner de la façon la plus stricte la tentation de former des*

(2) *Op. cit.,* p. 104.

blocs à tout prix caractérisant certaines couches de l'ordinovisme en particulier. Toute indulgence à l'égard des actions décentralisées aurait été une porte ouverte à la perpétuation des vieux vices du Parti Socialiste Italien. La centralisation théorique et programmatique ne s'obtient pas dans un Parti sans une rigoureuse centralisation organisationnelle. *Les deux aspects du problème ne peuvent être détachés l'un de l'autre. Dans la nouvelle circulaire, le Comité exécutif précise les rapports entre le Parti et les syndicats et aborde le problème de l'organisation militaire.*

En ce qui concerne le premier point, pour éviter toute confusion dangereuse, basée sur des parallèles anachroniques, entre notre action envers la CGL et l'USI (3) *de l'époque et les syndicats tricolores d'aujourd'hui, il faut se souvenir de la façon dont la centrale de gauche du P.C. d'Italie avait posé le problème de la réalisation pratique de la tactique du Front Unique en Italie, en rapport avec ce qu'était le cadre des organisations syndicales. Ce qui reste valable dans les indications d'alors, c'est qu'une action de parti visant à faire grandir la perspective d'un front unique prolétarien trouve son* terrain naturel *et son* centre de gravité *dans* l'action syndicale *(dans les syndicats, dans des organismes locaux qui ne sont pas liés à eux et ne sont pas reconnus par eux, parmi les ouvriers inorganisés, etc.) ; ceci implique* une action spécifique dirigée également vers les organes syndicaux de formations politiques qui sont en désaccord avec nous sur le plan programmatique, *et à l'occasion, mais toujours pour des* objectifs spécifiques de défense des conditions de vie, de travail et de lutte de la classe ouvrière, *vers des organisations politiques déterminées pour des convergences temporaires même en dehors du cadre de l'action syndicale* au sens strict du terme. *C'est là le sens de la continuité* réelle, *et non formelle, avec la tactique d'alors à l'égard des forces syndicales.*

Quant à l'encadrement militaire, il faut avoir présente à l'esprit la question des Arditi del popolo (4) *et la juste position du Parti défendant l'indépendance des groupes militaires communistes, qui n'exclut d'ailleurs pas une convergence sur le plan de l'action contre l'ennemi commun. Il faut dire qu'il s'agit là d'indications dont on ne peut pas se passer aujourd'hui encore si l'on veut affronter sérieusement dans la pratique des questions comme celle de* l'autodéfense ouvrière. *Même dans la situation désastreuse d'aujourd'hui, avec un mouvement révolutionnaire réduit à presque rien et un Parti même pas à l'état embryonnaire, l'autonomie doit être défendue également sur ce plan, en sachant que la convergence avec*

---

(3) C.G.L. : Confédération Générale du Travail, contrôlée par les sociaux-démocrates ; U.S.I. : Union Syndicale Italienne, anarchisante.

(4) Les *Arditi del popolo* étaient des formations nées au début de l'été 1921, sur l'initiative et sous la direction d'ex-officiers des sections d'assaut de la guerre 1915-1918, comme noyaux de défense de la légalité démocratique contre les fascistes. Leur base était en grande partie populaire et souvent combative ; mais ils avaient une direction équivoque, facilement manœuvrée par un groupe politique parlementaire bourgeois contre l'autre. Voir la série « Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste », *Programme Communiste* nos 45 à 50.

d'autres formations — même celles qui sont le plus proches de nous — ne peut pas franchir une certaine limite au-delà de laquelle cette convergence cesse, et qu'une fois cette limite atteinte il serait désastreux pour l'avenir du mouvement de s'apercevoir qu'on a tout misé sur un bloc indifférencié de forces et rien sur l'autonomie de ses propres forces.

RAPPORTS AVEC D'AUTRES PARTIS ET ORGANISMES SYNDICAUX

Dans la multiplicité des situations locales qui naissent dans cette période agitée, les camarades ne suivent pas toujours la voie de la juste application des directives tactiques que l'Exécutif se préoccupe de tracer pour l'action du Parti. Nous pensons donc qu'il est utile d'apporter les éclaircissements suivants.

On ne doit pas entrer dans des comités et des initiatives auxquels participent divers partis politiques, comme ceux qui sont souvent annoncés par des communiqués donnant la liste des représentants de différents organismes, et des manifestes signés par différents partis, et autres choses semblables, sans avoir l'autorisation préalable de l'Exécutif.

Pour des initiatives déterminées n'ayant pas un caractère strictement et spécifiquement limité au Parti communiste, l'Exécutif a informé et informera le cas échéant que l'action doit être confiée aux organismes syndicaux, dans lesquels sont présents des travailleurs de tous les partis. Dans ce cas, les comités doivent être composés de représentants syndicaux, soit des organismes confédéraux soit, éventuellement, des organismes de l'Union syndicale, et le Parti Communiste ne doit ni figurer dans ces Comités ni y envoyer de représentants politiques, mais doit participer indirectement par l'intermédiaire de ses membres qui militent dans les syndicats. Donc, les sections communistes ne délègueront pas de représentants, ne signeront pas de manifestes, n'apparaîtront pas comme étant à l'origine de meetings, etc. Elles laisseront tout cela aux organismes syndicaux, aussi bien quand ceux-ci sont dirigés par notre parti que dans le cas contraire. C'est cette méthode qui a été adoptée par exemple pour l'aide aux victimes politiques et pour l'aide à la Russie.

Dans les domaines où apparaît la fonction politique spécifique du parti, il ne faut ni constituer des comités mixtes, ni confier le mouvement aux organismes syndicaux. Ceci vaut par exemple et surtout pour l'encadrement militaire.

Toute dérogation à ces règles, auxquelles on ne cherche pas à donner une valeur de principe absolue, relève exclusivement de l'Exécutif. Nous souhaitons que dorénavant les camarades s'en tiennent strictement aux consignes qui précèdent.

Le Comité exécutif du Parti Communiste d'Italie.

Le dernier document est constitué par des extraits du Rapport du Comité Central *pour le 2e Congrès du P.C. d'Italie, Rome,* 1922 (5). *A propos du problème des* Arditi del popolo, *on explique que ce sont des raisons d'ordre éminemment* pratique, *et non des lubies théoriques, qui ont motivé le refus de laisser intégrer les groupes militaires du Parti dans cette organisation (c'est en cela que réside la* valeur de l'isolement, *qui n'est pas synonyme d'autosatisfaction béate, mais condition de l'extension de la force prolétarienne et, par voie de conséquence, du Parti). On précise le sens de la formule « front syndical et non politique », en concordance parfaite avec le sens du front unique explicité au IIIe Congrès de l'Internationale Communiste, et tel que l'entendait la direction bolchevique de l'Internationale et du parti bolchevik. Il ne s'agit pas de nier le caractère politique du front prolétarien (comment des marxistes pourraient-ils opposer le plan syndical et le plan politique comme s'il s'agissait de deux choses absolument distinctes ?), mais de bien voir quelles sont les* forces utiles, *les* moyens adaptés *pour les mettre en mouvement, afin de permettre au Parti d'étendre son influence dans l'extension générale du potentiel révolutionnaire de la classe, jusqu'à la conquête de la majorité et à la direction du prolétariat dans la lutte directement révolutionnaire.* « Il est hors de doute, *reconnaît le paragraphe* 21 *du rapport,* que notre parti n'a pas avec lui la majorité du prolétariat italien, ni même du prolétariat organisé politiquement et syndicalement » ; *il est indéniable que le Parti Socialiste en contrôle la majorité, du moins en ce qui concerne le prolétariat organisé syndicalement, et qu'il exerce sur lui son dangereux défaitisme :* « sans les forces prolétariennes qui sont encore contrôlées par le PSI, l'action victorieuse du prolétariat n'est pas possible, et d'autre part on ne peut pas négliger non plus les forces qui suivent les anarchistes et les syndicalistes [...]. Il reste donc beaucoup à faire pour conduire la grande masse du prolétariat sur le terrain de la lutte contre la bourgeoisie pour le renversement de son pouvoir et la réalisation de la dictature du prolétariat [...]. Dès le début les communistes italiens ont compris que la conquête d'une plus grande influence sur les masses devait passer surtout par la participation effective aux luttes de tous les groupes d'ouvriers, grands ou petits, pour leurs intérêts immédiats, comme le IIIe Congrès [de l'Internationale] l'a reconfirmé. Et s'il y a un parti qui ne travaille pas renfermé sur lui-même, mais perfectionne son appareil interne par le contact permanent avec les masses prolétariennes et l'action en leur sein, c'est bien notre parti ». *Après des déclarations aussi claires, confirmées par toutes l'action correspondante menée entre* 1921 *et* 1922, *qui pourrait soutenir que la direction de gauche du P.C. d'Italie ne comprenait pas l'appel de Lénine pour le front unique ? La leçon de Lénine est au contraire comprise comme la* reconfirmation *d'une* tâche permanente *du Parti, valable pour hier, aujourd'hui et demain. Ce qu'il faudrait c'est que ceux qui nous critiquent « démontrent » que dans l'*application de la tactique *du front unique (que certains prennent proba-*

(5) Partito Comunista d'Italia, Sezione della Internationale Communista, *Secondo Congresso Nazionale, Roma 20-24 marzo* 1922, *Relazione del Comitato Centrale,* Roma 1922 (Reprint Feltrinelli).

blement pour un principe, *qu'ils utilisent comme passeport pour des fronts populaires et nationaux) les réserves de la Gauche sur la façon de comprendre le travail pour la conquête de positions décisives (et en premier lieu, pour ce qui concerne le problème du P.S.I.) étaient injustifiées, et que la tactique appliquée sous l'égide du « front unique syndical » dans le sens indiqué plus haut était inadéquate.*

Notre sectarisme d'alors fut si peu sectaire que, comme le dit le rapport, on ne perdit aucune occasion d'étendre la pénétration du Parti dans les masses et de renforcer leurs poussées. Le juste sectarisme de Parti *qui fut alors mis en œuvre avait pour objet de garantir un point fondamental, à savoir qu'un illusoire pas en avant du mouvement ne soit pas payé d'un pas en arrière du parti, avec la claire conscience que l'on sème* dans *l'immédiat mais pas toujours (et même rarement)* pour *l'immédiat, et que sans le renforcement du Parti dans ses caractéristiques théoriques et programmatiques particulières on ne récolte que du vent. Aujourd'hui comme hier, aujourd'hui* plus encore qu'hier, *c'est un devoir impératif pour les militants révolutionnaires de travailler à étendre et articuler l'action du parti, pour combler l'énorme distance qui sépare les besoins historiques de la classe ouvrière de sa « spontanéité », et cette dernière de la présence extrêmement réduite d'une organisation consciente, c'est-à-dire du Parti. Mais, aujourd'hui comme hier, on ne peut y arriver qu'à condition — une condition qu'il faut bien avoir présente à l'esprit pour agir, non pour nier l'action au profit de l'inactivité et de l'attente fataliste — de ne pas altérer la physionomie du Parti, ce qui signifierait* nier sa fonction. *Il n'y a pas de meilleure conclusion au rappel de ces nécessités que les paroles qui concluent le texte que nous présentons : non au sectarisme aveugle, mais en même temps non à l'aventurisme tout aussi aveugle, car ces positions représentent l'une et l'autre la négation du programme communiste ; la première amoindrit et déprécie l'effort nécessaire des communistes pour enfoncer* partout *où cela est possible le coin de notre action ; la seconde passe par-dessus les difficultés qu'implique cette voie au nom de l'action pour l'action, de l'activisme, du frontisme effréné « pourvu qu'on agisse », pourvu qu'on fasse quelque chose. Ces attitudes relèvent toutes deux de la pathologie du désespoir petit-bourgeois.* Nous, *Lénine, Trotsky, Bordiga, avons travaillé et continuons de travailler, aussi ingrate que cette tâche puisse paraître, à préserver de cette chute le mince fil rouge auquel nous nous accrochons avec ténacité.*

[20] LA LUTTE CONTRE LA REACTION FASCISTE

[...] Toute l'attitude du parti face au fascisme dépendait de l'explication à donner de ce phénomène et des prévisions que l'on pouvait faire sur son développement et ses rapports avec l'organisation de l'Etat bourgeois. Comme nous le rappellerons brièvement, selon notre point de vue, le fascisme est une des multiples manifestations d'un fait international : la contre-offensive de la bourgeoisie contre le prolétariat succédant à la

période de l'immédiat après-guerre au cours de laquelle la classe laborieuse avait eu un grand élan révolutionnaire mais, sauf en Russie, avait échoué dans ses buts à cause de la nature de son organisation et de sa préparation, minées toutes deux par l'influence des opportunistes dans les syndicats et les partis socialistes. Cette offensive de classe bourgeoise ne se caractérisait pas uniquement par l'objectif purement politique consistant à écraser et à terroriser le prolétariat pour le rendre impuissant à toute attaque révolutionnaire ; il s'agissait aussi, sur un plan beaucoup plus vaste, de reprendre aux masses leurs conquêtes d'ordre syndical pour les soumettre à une exploitation telle qu'elle devait assurer le succès de la tentative de reconstruction de l'appareil délabré de l'économie bourgeoise. L'offensive tendait essentiellement à détruire l'organisation syndicale du prolétariat des villes et des campagnes, car cette organisation lui donnait les bases d'une influence telle que, même si la renonciation des réformistes à toute initiative révolutionnaire était assurée, son œuvre de résistance économique aurait provoqué la faillite de l'économie bourgeoise. Disposant en pleine crise, à cause des erreurs et des fautes des chefs du prolétariat, d'une force politique effective, la bourgeoisie, consciente de lutter pour sa sauvegarde, commença à l'employer directement contre les masses.

Cette action, qui se déroula sur de multiples fronts, au moyen de la terreur disciplinaire des représailles dans les usines, des licenciements en masse, de la rupture des accords qui entérinaient les conquêtes ouvrières, de la réaction policière et judiciaire, fut complétée par l'action d'une milice de classe organisée par la bourgeoisie avec des éléments variés et gagnés à des degrés divers à une telle cause, en dehors de l'organisation légale de l'Etat, qui est cependant elle aussi une organisation bourgeoise de classe. La raison essentielle en est que la bourgeoisie avait instinctivement conscience du fait que, l'offensive de front contre le prolétariat étant une arme terrible à double tranchant, elle ne pouvait à elle seule subvenir aux exigences de sa défense de classe, mais devait être complétée par le moyen traditionnel de la mystification démocratique et de la fiction de la neutralité de l'Etat devant les conflits de classes et de tendances.

Le fascisme n'est donc pas un mouvement tendant à changer les bases de la constitution démocratique bourgeoise, c'est au contraire un mouvement qui tend à compléter l'action de l'Etat, avec toute la connivence naturelle de ce dernier, en lui procurant en même temps un alibi qui évite que les masses ne se convainquent de la nécessité de se préparer à une attaque directe contre les institutions légales.

Ainsi interprétée, la situation ne présente aucune probabilité que le phénomène fasciste cesse pour donner lieu à un régime de libéralisme pratique et de neutralité de l'Etat dans les luttes de classes et de partis, même pas dans la mesure où cela se faisait à d'autres périodes moins critiques, en en simulant l'apparence juridique. La situation tend vers deux issues bien distinctes : ou bien écrasement du prolétariat et de ses syndicats et régime d'exploitation de type esclavagiste, ou bien riposte révolutionnaire des masses qui trouveront dans ce cas en face d'elles la coalition du fascisme,

de l'Etat et de toutes les forces qui défendent le fondement démocratique des institutions actuelles.

Cette prévision étant donnée, une première question se trouve réglée : celle de la résistance à opposer au fascisme. Les social-démocrates prêchent la non-résistance aux actions fascistes parce qu'ils prévoient ou laissent entendre que si le prolétariat renonce aux « provocations », l'Etat restaurera contre les violences fascistes le « droit commun », et au fond parce qu'ils sont contre l'utilisation de la violence de classe par le prolétariat. Le parti communiste doit soutenir la résistance avec tous les moyens possibles et déclarer qu'il est juste et utile d'utiliser contre le fascisme les mêmes moyens offensifs que lui, en organisant la préparation et l'utilisation de ces moyens.

[...] Un second problème tactique fondamental était de savoir dans quelle mesure on pouvait collaborer avec d'autres partis prolétariens, qui adoptaient une attitude antifasciste, et qui furent à l'origine, au cours des événements de juillet 1921, de la création des organes de combat appelés *Arditi del popolo.*

La Centrale décida sans hésitation que notre organe d'encadrement devait rester tout à fait *indépendant* des *Arditi del popolo, tout en luttant à leurs côtés* — comme cela est arrivé souvent — contre les forces du fascisme et de la réaction.

Les raisons de cette *tactique* n'étaient pas d'ordre théorique, et ne relevaient pas d'un *a priori ;* elles étaient d'ordre essentiellement *pratique* et *découlaient d'un examen attentif de la situation et des éventualités* envisagées dans l'un et l'autre cas, surtout sur la base d'informations confidentielles, obtenues avec les moyens dont on disposait, sur les *Arditi del popolo* et leur mouvement.

Etant données *la grande unité et la forte centralisation organisationnelle* que doit avoir un organisme militaire, étant donnée *la faible interchangeabilité de sa hiérarchie dirigeante* qui en découle, l'action d'un tel organisme et son orientation dans les diverses phases de la lutte revêtent en les accentuant les traits caractérisant l'action des organismes politiques : *elles ne sont pas indépendantes de son « programme »*, c'est-à-dire de la plate-forme sur laquelle il naît et recueille les adhésions. L'organisation qui se constitue dans un cas donné reste strictement liée aux objectifs pour lesquels elle est née ; elle ne peut être le domaine de la suprématie de certaines tendances qui se proposent de l'amener graduellement et avec toutes ses vastes formes sur la voie entrevue au départ par une minorité.

Toutes ces raisons [...] montrent qu'on ne pouvait pas faire un travail utile au sein des *Arditi del popolo* et qu'à un certain moment ceux-ci devaient s'immobiliser dans une position bloquant tout parti ne disposant pas d'une organisation encadrée de manière indépendante : on en serait ainsi arrivé à une situation semblable aux situations bien connues d'impuissance révolutionnaire dans lesquelles, par la « force d'inertie » de sa tradition au niveau des méthodes et de l'organisation, le parti socialiste mettait

non seulement la minorité de gauche mais même les chefs de la tendance révolutionnaire.

Cette différence de buts entre l'organisation des *Arditi del popolo* et la nôtre était due au fait que ces derniers avaient pour objectif, en commun avec les social-pacifistes, d'arriver à un gouvernement qui respecte la liberté de mouvement du prolétariat sur la base du droit commun, en évitant la phase de la lutte contre l'État et en prenant au contraire position contre quiconque troublait la lutte d'idées soi-disant courtoise entre partis. Un tel organe de lutte n'était donc en rien orienté ni sur la base de la riposte directe au fascisme, ni sur celle de la lutte révolutionnaire dirigée contre l'Etat bourgeois, puis de la solide formation d'une organisation militaire du pouvoir prolétarien.

[...] L'organisation [des *Arditi del popolo*] ne partait pas de la base, mais d'un centre qui tendait à monopoliser le contrôle de l'union prolétarienne. On était dans une situation de type parlementaire dans laquelle il était de l'intérêt d'une partie des partis bourgeois de gouvernement de freiner le fascisme qui menaçait de devenir non pas un moyen de la politique complexe de la bourgeoisie, mais un organe ayant en soi sa propre finalité, en raison même de l'énorme développement qu'il avait pris. L'opposition des *Arditi del popolo* a coïncidé avec la période située entre les gouvernements Giolitti et Bonomi [...]. L'expérience prouve que c'est là où nos forces se sont placées par hâte ou manque de discipline sur le terrain des *Arditi del popolo* que la résistance prolétarienne a été la plus faible. [...] Au cas où un gouvernement de teinte Nitti se serait formé, les *Arditi del popolo* auraient pu devenir une force illégale du gouvernement légal, et ce moins pour tenir en respect les bouillantes bandes fascistes que pour intervenir lorsqu'il serait apparu par la suite que des groupes de prolétaires s'organisaient pour provoquer une action révolutionnaire contre l'Etat dirigé par un gouvernement de gauche, voire même à collaboration socialiste.

D'autres arguments d'ordre pratique découlent des cas de manque de sérieux de nos alliés de diverses nuances constatés au cours d'opérations illégales, qui ont pratiquement convaincu le parti que dans ce domaine d'action les coalitions ne sont pas réalisables.

[21] RAPPORTS AVEC D'AUTRES MOUVEMENTS POLITIQUES ET TACTIQUE GENERALE DU PARTI

[...] Dès le début, les communistes italiens ont compris que la conquête d'une plus grande influence sur les masses devait passer surtout par la participation effective aux luttes de tous les groupes d'ouvriers, grands ou petits, pour leurs intérêts immédiats, comme le III[e] Congrès [de l'Internationale] l'a reconfirmé. Et s'il y a un parti qui ne travaille pas renfermé sur lui-même, mais perfectionne son appareil interne par le contact permanent avec les masses prolétariennes et l'action en leur sein, c'est bien notre parti [...].

De la même façon, il a toujours été évident pour le centre dirigeant de notre parti qu'il fallait trouver le moyen tactique pour déplacer rapidement les grandes couches prolétariennes soumises à la direction d'autres courants, et porter leur effort sur le terrain de l'action avec les méthodes communistes.

Nous exprimons la ferme conviction que nous avons fait ce qu'il fallait pour obtenir le maximum de succès dans ce sens. Il peut sembler qu'intrinsèquement le résultat est encore faible, qu'une grande convergence des larges masses ne s'est pas encore réalisée autour de nous, mais ceci est dû aux grandes difficultés de la situation, et aux événements politiques qui se sont déroulés jusqu'à présent, et qui ont été de nature à permettre d'*accumuler les conditions préalables* de larges succès tactiques, même si nous ne pourrons en recueillir les fruits que dans des phases ultérieures, qui peuvent ne pas être éloignées.

Nous ne parlerons pas de la situation générale de désarroi qu'a provoqué dans le prolétariat italien le puissant retour offensif de la bourgeoisie qui s'est remise progressivement de la frayeur des années 1919-1920, mais plutôt des expériences douloureuses et des graves déceptions qui avaient laissé la masse dans un état de désorientation, de dépression morale et de désorganisation très grave surtout après les événements de septembre 1920, à cause de l'occupation des usines au cours de laquelle apparut de manière évidente la collaboration des chefs du prolétariat avec le gouvernement bourgeois de Giolitti pour freiner l'avancée des masses.

La scission du parti prolétarien, qui s'est faite trop tard, ne constituait qu'un point de départ pour la tâche immense consistant à retremper le prolétariat et à le réorganiser pour la lutte. Il s'agissait avant tout de donner à celui-ci un point de référence sûr, qui lui redonne confiance, cette confiance que ne méritaient ni le parti socialiste, comme l'avaient montré ses oscillations, ni les anarchistes avec leurs nombreuses mais stériles protestations. Il régnait une grande confusion parmi les tendances du camp prolétarien et dans les oppositions entre organisations ; le retour à gauche de certains éléments qui étaient passés pendant la guerre du côté de la bourgeoisie compliquait la situation ; le prolétariat menaçait de se voir réduit à un agrégat informe de groupes soumis à des coteries personnelles sans programme, sans orientation et sans responsabilités organisationnelles. Pour pouvoir réaliser plus tard de délicats mouvements tactiques, il était indispensable de construire avant tout la base d'une organisation solide, bien orientée, cohérente dans ses attitudes devant les masses et dégagée de toute responsabilité dans les erreurs des autres. Cette condition préalable ne donnera ses fruits que plus tard, mais ils seront tout autres que ce qui serait sorti d'une course immédiate aux attitudes démagogiques et excessives. La sévérité d'une telle ligne ne correspond pas au besoin de satisfaire on ne sait quel désir stupide de pureté abstraite ; elle signifie la faillite éclatante des prévisions des opportunistes selon lesquelles notre parti allait s'épuiser en peu de temps en manifestations bruyantes et éphé-

mères, comme ce fut le cas pour d'autres mouvements scissionnistes de gauche en Italie.

Le passage de larges couches de la masse sur les directives révolutionnaires réellement efficaces s'est produit sous sa forme la plus lente, celle de l'encadrement *graduel* et *sûr* que le Parti, en se délimitant rigoureusement par rapport aux autres mouvements politiques, a réalisé dans les différents domaines d'action que nous avons passés en revue dans ce rapport. Pour réaliser les conditions de progrès rapides dans l'influence du Parti, il faut savoir suivre la situation pour y insérer nos initiatives tactiques avec efficacité et décision, sans hésiter, mais sans non plus risquer sur des probabilités non favorables tout ce qui a été réalisé jusque-là.

Que cela dût se faire en tenant compte des caractères de la situation définis par l'expression d'*offensive patronale*, notre Parti l'a non seulement compris, mais il en a tiré les conséquences avant tous les autres. Dans sa proposition de front unique syndical, il a vu la base pour réaliser le rassemblement de grandes masses, y compris celles qui ne sont pas dans la zone d'influence du Parti, et en même temps pour poursuivre à un rythme sûr le travail de clarification et d'entraînement à une série de batailles où la trahison et l'erreur irréparable ne soient plus toujours prêtes à s'ouvrir comme des pièges sous les pieds du prolétariat en lutte. La campagne pour le front unique syndical et la grève générale, orientée comme nous l'avons décrite, ne ralentit absolument pas le travail de tous nos organismes directement reliés au Parti ; elle autorise une remarquable souplesse de mouvement provenant de la poursuite jusqu'à un certain point d'une action commune tracée de manière telle que les côtés faibles de la méthode des autres mouvements ne puissent nous compromettre, et qu'on puisse choisir le moment où, la lutte s'orientant irrésistiblement vers le débouché de la conquête du pouvoir et de la constitution du pouvoir prolétarien, l'heure des responsabilités suprêmes sonnera pour le Parti communiste.

[*Après avoir amplement décrit la vision tactique du front unique dans l'action concrète menée en Italie pour doter le prolétariat de capacités de résistance plus grandes à la fois contre l'offensive fasciste et contre l'illusion social-pacifiste — deux tâches qui doivent être menées simultanément — le rapport dénonce la prévision démagogique d'une phase d'* « intervalle au cours de laquelle on pourrait lutter contre le fascisme avec un Gouvernement neutre, ou, pire encore, au cours de laquelle le fascisme serait désarmé et supprimé par le pouvoir d'Etat ». *Puis il poursuit :*]

Il ne s'agit pas d'une simple prévision à laquelle les masses doivent s'habituer ; il s'agit du problème de l'organisation de la direction du mouvement. C'est pour cette raison que notre Parti est contre le front unique des partis, et propose, comme nous l'avons montré, une plate-forme d'action commune du prolétariat dont les points fondamentaux se caractérisent de la manière suivante : ils excluent que l'action des masses soit canalisée vers la collaboration et donc le désarmement de classe, ils aplanissent la voie aux réalisations ultérieures dans un sens communiste, et ils

ne sont pas de nature à exiger de la part d'autres courants prolétariens l'engagement à reconnaître la supériorité de la méthode communiste : la défense des conditions de vie des ouvriers, la solidarité effective de tous les syndicats pour unifier les différents conflits, l'adoption de la grève générale ne sont pas des points incompatibles avec le programme officiel des socialistes et des libertaires, et les refuser signifie prendre devant les masses la responsabilité d'avoir torpillé l'action effective.

Ce qui prouve qu'il s'agit là de directives pratiques et non abstraites, c'est que tout en interdisant les comités locaux mixtes avec des représentants des divers groupes, la Centrale du Parti disait dans un communiqué du début qu'une telle procédure *n'était pas considérée comme inadmissible par principe,* mais ne devait être utilisée qu'avec l'accord de la Centrale. Et pour ce qui est des accords nationaux, nous rappellerons que notre parti a participé à une réunion fixée dans ce but sur l'initiative du syndicat des cheminots au cours des premiers mois de l'année : il a suffi que les communistes posent comme condition préalable qu'on devait discuter de la grève générale, les communistes n'étant pas disposés à collaborer à d'autres formes obliques d'influence sur le gouvernement, pour rendre l'entente impossible.

A moins de se rendre complice d'une tromperie des masses, notre parti ne pourrait participer à une réunion de partis politiques sans poser des conditions dont on sait par avance qu'elles ne seraient pas acceptées : sur le terrain syndical par contre on peut faire des pas utiles vers l'unité d'action, en restant sur le qui-vive contre toute sorte d'embûche, et en posant le problème que personne n'a le droit de repousser sans se démasquer devant les masses : la défense de la vie des prolétaires et celle de leurs organisations au moyen de l'action directe de la masse et des organisations elles-mêmes.

Nos critères tactiques sont si peu sectaires que nous pensons que les différences et les barrières organisationnelles qui nous séparent de tous les autres mouvements restant ce qu'elles sont, il est possible de réaliser dans ce sens une *collaboration sur le terrain pratique* avec les syndicalistes et les anarchistes, ainsi qu'avec quelques éléments socialistes de gauche considérés comme des fractions des différents syndicats coalisés, pour battre sur le terrain de l'alliance syndicale les chefs socialistes de la Confédération du travail et créer contre eux la révolte des masses.

Mais cette tactique doit être menée avec vigilance et sang-froid, sans les impatiences désespérées de ceux qui imaginent les succès de la politique prolétarienne sous l'aspect romanesque de victoires à la loterie ou de pactes avec le diable. Un excès de rigidité sur les lignes de notre doctrine et de notre solide bagage programmatique ne fera certainement pas de mal pour éviter les déceptions et les faux-pas, étant entendu que le sectarisme aveugle n'a rien à voir avec le sens de la discipline et la fierté qui soude les militants de notre parti autour du drapeau commun.

Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxemburg

S'il est une pierre de touche de la stratégie invariante du prolétariat international, c'est bien la position que le parti adopte face aux luttes de résistance des peuples opprimés par l'impérialisme et au combat farouche qu'ils mènent pour leur libération nationale.

Reprenant le fil rouge plusieurs fois brisé par les défaites et les assauts de l'opportunisme depuis un siècle et demi de luttes prolétariennes, notre courant se doit de repréciser constamment les positions cardinales de la doctrine marxiste concernant la *question nationale et coloniale.*

Des premiers grands textes de la *Nouvelle Gazette rhénane,* clefs de la stratégie internationaliste de Marx et d'Engels intégrant en un même réseau la révolution démocratique en Allemagne, le soulèvement des prolétaires parisiens, la haine de l'autocratie russe et les conditions objectives du passage au socialisme de l'Angleterre, aux modernes Thèses de Lyon de la Gauche communiste italienne (1926), en passant par les Thèses du 2e Congrès de l'Internationale Communiste (1920), une seule et unique perspective se dégage contre toutes les multiples scories du révisionnisme protéiforme, social-démocrate, menchevik, conseilliste et stalinien : celle de la nécessaire *convergence* unifiée et centralisée des luttes des peuples des aires arriérées avec celles des prolétaires des métropoles industrialisées.

Contre la vision social-démocrate et stalinienne qui assigne à l'humanité le terme historique de la constitution des races et des nationalités en Etats nationaux, base des voies « spécifiques » (et pacifiques) au socialisme ; et peut-être plus encore contre *l'indifférentisme* aveugle et contre-révolutionnaire de certains groupes « extra-parlementaires » ou « gauchistes » déniant aux mouvements et aux guerres de libération nationale tout caractère progressiste, nous devons remarteler sans cesse les mêmes principes et le même programme, seuls susceptibles de permettre aujourd'hui des analyses pertinentes des mouvements et de l'alignement des forces sociales dans les aires économiquement arriérées, et demain l'organisation effective d'un parti mondial au regard constamment fixé sur ces principes, capable d'orienter les détachements prolétariens vers la prise du pouvoir.

Or l'intelligence de ces questions essentielles ne saurait avoir de meilleur appui que le rappel des luttes et des débats historiques où la doctrine du parti est née, s'est développée, s'est précisée au feu des attaques des révisionnismes et des confusions de toutes sortes. C'est ainsi qu'historiquement et

pour ce qui a trait à la « question nationale », le retour à l'orthodoxie marxiste s'est réalisé au cours des deux premières décennies du siècle contre les déviations de la droite impérialiste de la IIe Internationale (Bernstein, Van Kol) et celles de la réaction « infantile de gauche » à ce courant droitier, représentée à des degrés divers par l'aile antiréformiste hollandaise (Pannekoek), russe (Piatakov, Boukharine et d'une façon générale les tenants de l' « économisme impérialiste »), et enfin polonaise (Radek, Rosa Luxemburg).

C'est encore une fois à Lénine et au parti bolchevik que nous devons la restauration de la doctrine sur ce point, restauration inséparable d'un lent, persévérant, opiniâtre et inlassable travail de démarcation d'avec ces deux erreurs dont le succès eût été fatal à la classe et à son parti.

Ce sont quelques jalons de cette lutte que l'on se propose de rappeler ici, notamment ceux qui concernent les polémiques ayant opposé Rosa Luxembourg à Lénine sur trois points :

— la signification théorique et pratique du point de vue marxiste du *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ;*

— la reconnaissance du caractère révolutionnaire et progressiste des guerres de libération nationale à l'époque de l'impérialisme ;

— le rôle tactique de l'octroi du droit de séparation aux peuples allogènes dans le processus de la dictature démocratique du prolétariat, en particulier en Russie.

Il n'est pas question pour nous de « comptabiliser » les « erreurs » de Rosa Luxemburg. Ce serait un souci bien mesquin et surtout une problématique antimatérialiste. Rosa Luxemburg ne fut que le porte-parole le plus brillant en Occident et sans doute le plus conséquent d'un courant révolutionnaire international s'efforçant de retrouver, par-delà les innombrables falsifications social-démocrates, les lignes de force de la doctrine marxiste, dans une série de batailles dont l'histoire nous a laissé le vivant témoignage : son héroïque défi à l' « Union sacrée » et au régime social-démocrate qui fera office de liquidateur de faillite du Reich impérial et assurera dans le sang le passage à la république démocratique au cours des mois cruciaux d'octobre-décembre 1918 jusqu'au sacrifice suprême de janvier 1919 ; mais aussi la lutte sans merci contre le révisionnisme bernsteinien et vanderveldien ; l'ardente défense de la révolution russe de 1905 contre la sclérose légalitaire de la bureaucratie syndicale et la suffisance académique de la social-démocratie officielle en Allemagne ; la polémique incessante contre les premières tentatives d'abandon de la perspective révolutionnaire marxiste chez Kautsky et plus tard chez Hilferding et Bauer ; la proclamation répétée de l'antimilitarisme et de l'internationalisme prolétariens dans les congrès de la IIe Internationale et du parti allemand.

Il se trouve toutefois que, pour des raisons que nous évoquerons par ailleurs (1), ce courant s'est trouvé dans l'incapacité de renouer le fil du programme en ce qui concerne les trois points précédemment évoqués, dont on remarquera qu'ils constituent les moments logiques de la doctrine de la « révolution en permanence ».

---

(1) Voir également, à propos de ce qu'on peut définir comme la tragédie mondiale du retard de la maturation des conditions *subjectives* de la révolution communiste en Occident, et des hésitations de l'avant-garde prolétarienne à rompre à temps avec le centrisme y compris sur le plan de l'organisation, notre *Storia della Sinistra Comunista (Histoire de la Gauche Communiste),* vol. II, pp. 454-483 (Editions *Il Programma Comunista).* Traduction française dans *Programme Communiste* n° 58, pp. 91-119.

Le malheur, c'est que réapparaissent, bien que sous une forme le plus souvent caricaturale, les mêmes déviations théoriques et les mêmes erreurs pratiques que jadis. Le marxisme, qui est aussi une science des contre-révolutions, se tourne d'ordinaire vers le passé des luttes prolétariennes afin d'éclairer le présent de son action et de mieux critiquer les bases de l'opportunisme qui, par-delà les présentations formelles, demeurent invariantes. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre ce bref travail, à savoir comme une réponse à *l'indifférentisme* maximaliste et liquidateur dans la question nationale, par le rappel de thèses fixées une fois pour toutes et que la classe ne fera un jour à nouveau siennes qu'après les avoir débarrassées de toutes les confusions opportunistes.

I - La question de l'autodétermination

Il convient de replacer la polémique entre Rosa Luxemburg et Lénine sur le droit à l'autodétermination dans son contexte historique. Dans le cadre d'une Pologne qui voyait une industrialisation rapide se greffer sur les structures agraires traditionnelles, l'aile extrême du mouvement socialiste polonais s'était formée et consolidée dans les années 1890 (constitution du Parti Socialiste du Royaume de Pologne, S.D.K.P., en 1893, et du Parti Socialiste du Royaume de Pologne et Lithuanie, S.D.K.P.iL., en 1899) à travers une ardente bataille contre le nationalisme enflammé du Parti Socialiste Polonais de Pilsudski ; elle en avait tiré des conclusions théorico-tactiques que Rosa Luxemburg exprimait déjà dans son article de 1897 *Le socialisme en Pologne :*

> « La social-démocratie s'est rendu compte que la question polonaise avait déjà été résolue, *dans un sens négatif,* par le développement capitaliste de la Pologne, dans la mesure où cette dernière avait été soudée à la Russie par les rapports capitalistes de production et d'échange, et où ses classes dirigeantes, pour lesquelles l'appartenance à la Russie représente une condition vitale, étaient devenues de solides soutiens de la domination étrangère en Pologne. L'aspiration à utiliser les forces du prolétariat pour reconstituer la Pologne en Etat de classe se révèle donc, non pas tant *superflue* qu'irréalisable, *utopique.* Du même processus, la social-démocratie a également déduit le programme politique *positif* de la classe ouvrière polonaise. Le développement capitaliste identique qui réalise l'intégration économique de la Pologne et de la Russie, a pour seconde conséquence l'enterrement graduel du régime absolutiste russe. Et précisément, de même qu'il est *impossible* pour la classe ouvrière polonaise de réaliser la libération nationale de la Pologne *contre* la direction de son développement capitaliste, de même c'est son devoir direct de classe de faire cause commune avec les travailleurs russes pour conquérir avant tout la liberté constitutionnelle dans l'empire russe avec des libertés autonomes annexes pour la Pologne » (2).

(2) Rosa Luxemburg, « Der Sozialismus in Polen », *Sozialistische Monatshefte* nº 10, octobre 1897.

Une telle proposition avait sans doute pour avantage de faciliter la constitution du mouvement ouvrier en mouvement politique socialiste débarrassé de tout lien de sujétion à l'égard d'une bourgeoisie lâche, alliée à la propriété foncière aristocratique locale et au tsarisme grand-russe, en concentrant ses forces dans la lutte contre son ennemi de classe, et d'imprégner ce même mouvement d'un fort esprit internationaliste. Mais elle présentait en revanche le grave défaut de sous-évaluer ou pire d'ignorer le fait que la persistance entre la Russie et la Pologne d'un rapport d'oppression nationale dont les reflets idéologiques pénétraient, outre la petite-bourgeoisie paysanne, de larges couches de la classe ouvrière, représentait un puissant obstacle à l'épanouissement libre et complet de cet internationalisme prolétarien pour la défense duquel Lénine et Rosa Luxemburg, malgré tous leurs autres désaccords, s'étaient toujours retrouvés côte à côte. Reconnaître le *droit* à la séparation de la Pologne, et donc à la rupture de ce lien putride, était dans le programme du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe (P.O.S.D.R.) la condition *sine qua non* de l'indépendance politique de classe et de l'internationalisme militant du socialisme russe en même temps que du socialisme polonais — tout comme, dans la vision de Marx et d'Engels, la rupture du lien colonial entre Dublin et Londres pour les classes ouvrières d'Angleterre et d'Irlande. Dans cette perspective éminemment dialectique, l' « autonomie » dans le cadre de la « liberté constitutionnelle » conquise à l'intérieur de l'empire russe était un faible et contradictoire succédané du « *droit de séparation* » défendu par Lénine et à l'origine par Plékhanov comme thèse *de principe*, la seule qui frappe aux racines matérielles de ce qui sépare et rend étrangères l'une à l'autre non pas deux « nations » comme dans la pensée abstraite des bourgeois, mais deux grandes ailes slaves du mouvement ouvrier et socialiste.

« Nous sommes pour le *droit* à la séparation, à cause du nationalisme grand-russe réactionnaire, qui a tellement souillé la cause de la cohabitation nationale que, parfois, il y aura *davantage* de liens *après* une libre séparation ! ! » écrivait Lénine à S. Chaoumian en décembre 1913. « Le droit à l'autodétermination est une *exception* à notre postulat général, le centralisme. Cette exception est absolument nécessaire, face au nationalisme grand-russe réactionnaire, et la moindre renonciation à cette exception est [...] un jeu niais qui profite au nationalisme réactionnaire grand-russe » (3).

C'est pour cela, c'est-à-dire pour débarrasser le terrain de la lutte internationale de classe des restes encombrants et des inerties historiques du rapport entre nation opprimée et nation qui opprime — donc dans l'intérêt supranational du prolétariat et non en vertu des principes éternels de l'hypocrite

---

(3) Lénine, *Œuvres*, tome 19, p. 537. Le spectre d'une renaissance continuelle du « chauvinisme grand-russe » dans le mouvement ouvrier et communiste obsèdera Lénine jusqu'à sa mort. Si ses forces ne l'avaient pas abandonné trop tôt, c'est même contre sa réincarnation stalinienne qu'il aurait livré la dernière et la plus vigoureuse de ses mémorables batailles, comme on peut le voir dans sa *Lettre au Congrès* du 30 décembre 1922 *(Œuvres*, tome 36, pp. 618-624) sur « la question des nationalités ou de l'autonomie », et la politique suivie en Géorgie en particulier. Il y a une continuité de fer entre les polémiques des premières années du siècle et ce dernier sursaut, hélas impuissant, de Lénine contre la renaissance du « chauvinisme » derrière l'écran des « autonomie » concédées par un appareil d'Etat « hérité du tsarisme » et « à peine recouvert d'une couche de vernis socialiste ».

idéologie bourgeoise — que la social-démocratie russe devait selon Lénine inscrire ce droit sur son drapeau. Nous avons démontré dans les colonnes de cette revue qu'une telle solution, éloignée de tout formalisme constitutionnaliste et de toute abstraction métaphysique, se plaçait avec la plus rigoureuse cohérence dans la ligne des classiques du marxisme (4).

Parce qu'ils n'en avaient pas saisi la puissante dialectique, Rosa Luxemburg — qui, sur ce thème déjà s'était heurtée à une nette opposition au Congrès international de Londres en 1896 — et Léo Jogiches y verront précisément la pierre d'achoppement à l'unification avec le P.O.S.D.R. au congrès de 1903 (5) ; si ce premier épisode n'empêcha pas l'entrée du parti polonais dans le parti russe au congrès de Stockholm (1906), le désaccord subsista, comme le démontre la polémique rappelée dans les pages suivantes, en se mêlant à d'autres fatals motifs de désaccord. Rien ne serait cependant plus mesquin, et d'une stupidité toute stalinienne, que de voir dans la querelle entre Lénine et Rosa Luxemburg sur le droit à l'autodétermination le heurt entre deux approches opposées d'un problème *purement et simplement tactique* de la lutte anti-tsariste : en fait, c'étaient des questions de *stratégie mondiale* du mouvement prolétarien qui étaient en jeu. C'est dans cette optique que nous croyons non seulement instructif mais *actuel* de suivre jusque dans le détail le déroulement sinueux et souvent ardu d'une polémique en apparence *lointaine.*

⁂

(4) Voir « La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme », *Programme Communiste* nos 61 et 62.

(5) Il est significatif que, partant de l'extrême opposé, le parti socialiste polonais de Pilsudski ait jugé peu clair, en réalité trop rigide et limitatif, le paragraphe du programme de 1903 traitant du droit à l'autodétermination. Lénine lui répondait : « La reconnaissance inconditionnelle de la lutte pour la liberté d'autodétermination ne nous oblige pas du tout à soutenir n'importe quelle revendication d'autodétermination nationale. La social-démocratie, en tant que parti du prolétariat, se donne pour tâche positive et principale de coopérer à la libre détermination non pas des peuples et des nations, mais du prolétariat de chaque nationalité. Nous devons toujours et inconditionnellement tendre à l'union *la plus étroite* du prolétariat de toutes les nationalités, et c'est seulement dans des cas particuliers, exceptionnels, que nous pouvons exposer et soutenir activement des revendications tendant à la création d'un nouvel Etat de classe ou au remplacement de l'unité politique totale de l'Etat par une union fédérale plus lâche, etc. ». En d'autres termes, « c'est aux intérêts de cette lutte, la lutte de classe du prolétariat, que nous devons *subordonner* la revendication de l'autodétermination nationale », en repoussant les offres nationales vides d'une bourgeoisie qui, pour Lénine comme pour Rosa Luxemburg, a cessé d'être révolutionnaire pour devenir un des défenseurs de l'aristocratie tsariste : « *Maintenant,* les classes dirigeantes de Pologne, la noblesse en Allemagne et en Autriche, les gros industriels et les gros financiers en Russie agissent en qualité d'alliés des classes dirigeantes dans les pays qui oppriment la Pologne, tandis qu'à côté du prolétariat polonais, qui a repris héroïquement les grandes traditions de la vieille Pologne révolutionnaire, le prolétariat allemand et le prolétariat russe luttent pour leur propre libération » (« La question nationale dans notre programme », *Iskra* n° 44, 15 juillet 1903. *Œuvres,* tome 6, pp. 475-480).

L'analyse la plus poussée, la critique la plus serrée des positions de Rosa Luxemburg sur le problème du « droit de séparation » sont développées dans l'article de Lénine « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes » écrit en mai 1914 (6). Il s'agit de l'étude et de la réfutation des principales thèses luxemburgiennes, précisément de celles qui ont constamment inspiré son attitude sur la question nationale depuis ses tous premiers écrits jusqu'à sa mort, et dont on trouve l'expression la plus achevée dans la série d'articles de 1908-1909 « La question nationale et l'autonomie » (7), sur lesquels Lénine base sa critique. Dans cette série d'articles, Rosa Luxemburg remet en question le bien-fondé du paragraphe 9 du programme du P.O.S.D.R. adopté au deuxième congrès de ce parti en 1903, qui revendiquait une république dotée d'une constitution démocratique garantissant, entre autres, « la reconnaissance du droit à l'autodétermination pour toutes les nations dont se compose l'Etat ». Nous nous proposons ici de suivre le fil de la critique de Lénine, ce qui nous permettra d'exposer les conceptions de Rosa Luxemburg et d'en dégager toutes les faiblesses.

1. Idéalisme métaphysique ou matérialisme dialectique ?

Lénine commence en posant une *question de méthode.* S'agissant de la détermination du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », il constate que s'offrent deux possibilités d'envisager la question. Le premier mode, abstrait, métaphysique, cherche des réponses dans des définitions juridiques tirées des « notions générales » du droit. Le second au contraire, matérialiste et dialectique, renvoie à l'étude historique et économique des mouvements nationaux. C'est sur lui que prennent appui les résolutions du Congrès international de Londres de 1896 ainsi que les formulations du § 9 du programme du P.O.S.D.R.

Dans cette perspective quelle est par conséquent la manière marxiste adéquate de poser le problème ? On constate dans un premier temps que les mouvements nationaux en Russie et ailleurs résultent de la victoire définitive du capitalisme sur le féodalisme ; c'est pourquoi il est nécessaire d'en rechercher les fondements matériels, c'est-à-dire économiques. Lénine écrit :

> « Le fondement économique de ces mouvements, c'est que la victoire complète de la production marchande exige la conquête du marché intérieur par la bourgeoisie, le rassemblement au sein d'un même Etat des territoires dont la population parle le même langage, et l'élimination de tout obstacle de nature à entraver le développement de cette langue et sa consécration par une littérature. La langue est le plus important des moyens de communication entre les hommes. L'unité de la langue et le libre développement sont parmi les conditions les

(6) Publié dans la revue théorique mensuelle bolchévique *Prosvéchtchénié* d'avril à juin 1914. En français : *Œuvres,* tome 20, pp. 415-481.

(7) Publié dans l'organe théorique de la social-démocratie polonaise *Przeglad Socjaldemokratyczny,* 1908, nos 6 à 10, 1909, nos 12 et 14-15. Aucune traduction française complète de ce texte n'a été publiée à ce jour. Extraits dans *Partisans* n° 61, septembre-octobre 1971, ainsi que dans : Haupt, Lowy, Weill, *Les marxistes et la question nationale,* 1848-1914, Paris (Maspéro) 1974. Sauf indication contraire, tous les extraits que nous citons dans le présent article sont ceux que reprend Lénine dans « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».

plus importantes d'un commerce vraiment libre, vraiment large et correspondant au capitalisme moderne, du groupement libre et large de la population dans chaque classe prise en particulier ; la condition, enfin, d'une étroite liaison du marché avec chaque patron grand ou petit, avec chaque vendeur et chaque acheteur » (*Œuvres*, tome 20, pp. 418-419).

En conséquence :

> « La formation d'*Etat nationaux*, qui satisfont le mieux à ces exigences du capitalisme moderne, est donc une tendance propre à tout mouvement national. Les facteurs économiques les plus profonds y contribuent. »

D'où une première conclusion résultant de l'application à la question de la méthode matérialiste et dialectique : comprendre ce qu'est la libre détermination des nations en analysant les conditions historico-économiques des mouvements nationaux, c'est-à-dire :

> « par *autodétermination des nations* on entend leur séparation en tant qu'Etat d'avec les collectivités nationales étrangères ; on entend la formation d'Etats nationaux indépendants » (p. 419).

Lénine remarque ensuite que cette façon de poser le problème est celle du marxisme le plus classique, en particulier celle de Kautsky. Et il passe rapidement en revue les propositions d'un article publié par ce dernier en 1908 sous la forme d'une brochure : « Nationalität und Internationalität » (8) : 1°) l'Etat national est la forme d'Etat qui correspond le mieux aux conditions modernes (c'est-à-dire à celles du capitalisme) ; c'est la forme même dans laquelle il peut le plus aisément accomplir ses tâches (assurer le développement le plus large et le plus rapide du capitalisme) ; 2°) les Etats à composition nationale hétérogène (les Etats dits de « nationalités » à la différence des Etats « nationaux ») sont toujours des Etats dont la formation interne est restée, pour une raison ou pour une autre, anormale ou insuffisant (arriérée).

Il serait erroné de penser que la position de Kautsky est gratuite ou simplement « scientifique » au sens étroit, c'est-à-dire universitaire du mot. En fait elle a un fort contenu politique et polémique. Elle prend le contrepied du courant opportuniste dans la social-démocratie internationale et s'oppose en particulier sur le mode le plus radical aux thèses couramment admises au sein de la social-démocratie autrichienne. Les représentants de cette dernière, Karl Renner et Otto Bauer, défendaient en effet non pas le principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais à l'inverse des positions platement libérales et petites-bourgeoises en préconisant le principe de *l'autonomie nationale culturelle*. Kautsky dénonçait la « surestimation du facteur national » et l'oubli total du facteur international par ce courant de droite.

Ce sont ces conceptions marxistes classiques défendues par Kautsky et reprises par Lénine qui sont l'objet des attaques les plus vives de Rosa Luxemburg dans son article « La question nationale et l'autonomie ». Pour Rosa Luxemburg, la question de la libre détermination est un faux problème ; mieux, c'est une manière foncièrement *opportuniste* d'aborder le problème de l'attitude des socialistes face aux nationalités et aux peuples opprimés. Ainsi, selon elle :

---

(8) Supplément à la *Neue Zeit*, n° 1, 1907-1908, 18 janvier 1908. Des extraits ont été publiés en français sous le titre « Nationalité et internationalisme » dans le recueil cité plus haut sur *Les marxistes et la question nationale*, 1848-1914.

« Cet Etat national « le meilleur » [dont parle Kautsky] n'est qu'une abstraction qu'il est facile de développer en théorie, de défendre en théorie, mais qui ne correspond point à la réalité » (cité par Lénine, p. 420).

En fait le développement des grandes puissances capitalistes et l'impérialisme rendent illusoires pour les petits Etats le droit à l'autodétermination :

« Peut-on parler sérieusement de l' « autodétermination » pour les Monténégrins, les Bulgares, les Roumains, les Serbes, les Grecs, formellement indépendants, et même dans un certain sens pour les Suisses, dont l'indépendance est le produit des luttes politiques et du jeu diplomatique dans le « concert européen » ? [...] Compte tenu [...] de la nécessité de la lutte pour l'existence sur le marché international, de la politique universelle et des possessions coloniales pour les grands Etats capitalistes [...] ce qui correspond le mieux aux besoins de l'exploitation capitaliste, ce n'est pas « l'Etat national » comme le suppose Kautsky mais l'Etat conquérant » (cité par Lénine, p. 421) (9).

Lénine montre qu'il est facile de déceler le point faible de la position luxemburgienne : au problème de la libre détermination *politique* des nations dans la société bourgeoise, de leur indépendance en tant qu'Etat, *Rosa Luxemburg a substitué la question de leur autonomie et de leur indépendance économiques,* et elle a tout simplement oublié la... réalité, c'est-à-dire les conséquences politiques de la pénétration du mercantilisme, de l'économie de marché et de la diffusion des rapports de production bourgeois dans les aires géographiques à cycle historique précapitaliste. Et Lénine de rappeler : 1°) que la majeure partie de l'Asie se trouve dans la situation de colonies des grandes puissances ou d'Etats dépendants et opprimés sur le plan national ; 2°) que dans cette région du globe, les conditions du développement le plus complet de la production marchande, de l'essor le plus libre, le plus large et le plus rapide n'existent qu'au Japon, donc dans un Etat national *indépendant ;* 3°) que le capitalisme, en éveillant l'Asie, suscite partout, et là aussi, des mouvements nationaux qui tendent à constituer des Etats nationaux capables d'assurer au capitalisme les meilleures conditions de développement ; 4°) et enfin que le marxisme ne peut perdre de vue les puissants facteurs *économiques* qui engendrent les tendances à la création d'Etats nationaux. Rosa Luxemburg a donc tout simplement oublié — nous verrons plus loin pourquoi — la méthode matérialiste dans l'examen de la question nationale. Ainsi dans son article elle taxe le § 9 du programme du P.O.S.D.R. de « phraséologie métaphysique » sans s'apercevoir qu'elle quitte le terrain de la dialectique matérialiste au risque de se retrouver en compagnie des pires opportunistes petits-bourgeois et libéraux ! C'est bien ce que lui montre Lénine dans un véritable cours de marxisme théorique qui demeure pour nous un modèle incomparable :

« Lorsqu'on analyse une question sociale, la théorie marxiste exige expressément qu'on la situe dans un cadre historique *déterminé ;* puis, s'il s'agit d'un seul pays (par exemple, du programme national pour un pays donné), qu'il soit tenu compte des particularités concrètes qui distinguent ce pays des autres dans les limites d'une seule et même époque historique.

(9) Pour des raisons de clarté dans la traduction, nous avons modifié ce passage à l'aide des extraits traduits dans le recueil cité plus haut sur *Les marxistes et la question nationale,* 1848-1914, p. 191.

« Que représente cette exigence expresse du marxisme, appliquée à la question qui nous intéresse ?

« Avant tout, la nécessité d'établir une stricte distinction entre deux époques du capitalisme, lesquelles diffèrent radicalement du point de vue des mouvements nationaux. D'une part, l'époque où s'effondrent le féodalisme et l'absolutisme, où se constituent une société et un Etat démocratiques bourgeois, où les mouvements nationaux deviennent pour la première fois des mouvements de masse et entraînent d'une façon ou d'une autre *toutes* les classes de la population dans la vie politique par le truchement de la presse, par la participation aux institutions représentatives, etc. D'autre part, l'époque où les Etats capitalistes sont pleinement constitués, avec un régime constitutionnel depuis longtemps établi, et où l'antagonisme est fortement développé entre le prolétariat et la bourgeoisie, époque que l'on peut appeler la veille de l'effondrement du capitalisme.

« Ce qui est typique pour la première époque, c'est l'éveil des mouvements nationaux où se trouve entraînée la paysannerie, couche de la population la plus nombreuse et la plus « difficile à mettre en train » étant donné la lutte pour la liberté politique en général et pour les droits de la nationalité en particulier. Ce qui est typique pour la seconde époque, c'est l'absence de mouvements démocratiques bourgeois de masse, alors que le capitalisme développé, rapprochant et brassant de plus en plus les nations déjà entièrement entraînées dans le circuit commercial, met au premier plan l'antagonisme entre le capital fusionné à l'échelle internationale et le mouvement ouvrier international.

« Certes, chacune de ces deux époques n'est pas séparée de l'autre par une muraille ; elles sont reliées entre elles par de nombreux maillons intermédiaires, différents pays se distinguant en outre par la rapidité de leur développement national, la composition nationale de leur population, la répartition de cette dernière, etc., etc. Il ne saurait être question de procéder à l'élaboration du programme national des marxistes d'un pays donné sans tenir compte de toutes ces conditions historiques générales et des particularités concrètes de tel ou tel Etat » (pp. 423-424).

Or c'est précisément cette question de *l'époque historique* traversée par la Russie que Rosa Luxemburg ignore complètement.

2. L'incompréhension de la succession des cycles historiques et sa conséquence pour la tactique

Reprenons : Rosa Luxemburg critique dans son article le § 9 du programme de la social-démocratie russe qu'elle qualifie de « métaphysique » ; mais, et c'est essentiellement ce que Lénine lui reproche, elle ne pose pas la question de savoir quelle époque historique traverse la Russie, quelles sont les particularités concrètes du problème national et des mouvements nationaux de ce pays à cette époque. Elle n'essaie même pas de déterminer quel stade historique de développement du capitalisme traverse la Russie au début du 20e siècle, et donc ce que sont les particularités de la question nationale de ce pays.

C'est pourquoi se présente sous sa plume et toujours avec la même tranquille assurance l'argument suivant :

> « En dépit de l'élasticité du principe du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », qui est un pur lieu commun, car il est sans doute également applicable aux peuples habitant la Russie et aux nations habitant l'Allemagne et l'Autriche, la Suisse et la Suède, l'Amérique et l'Australie, nous ne le trouvons dans aucun programme des partis socialistes d'aujourd'hui » (cité par Lénine, p. 427).

Lénine montre sans peine l'absurdité d'une telle attitude : il est évident pour des marxistes que le principe du droit à l'autodétermination concerne les nations où existent *des mouvements nationaux démocratiques bourgeois* et elles seules : par conséquent, tirer argument du fait qu'on ne trouve pas ce principe dans les programmes des partis socialistes de pays où *il n'existe plus* de mouvements nationaux démocratiques bourgeois... n'a aucun sens ! En réalité, parce qu'elle ne compare pas le développement politique et économique des différents pays, ainsi que leurs programmes marxistes respectifs, Rosa Luxemburg perd de vue l'essentiel : *la différence entre les pays où les transformations démocratiques bourgeoises sont depuis longtemps terminées et ceux où elles ne le sont pas encore.* Comme le montre Lénine, cette différence constitue la clé de tout le problème :

> « Dans l'Europe occidentale, continentale, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises embrasse un intervalle de temps assez précis, qui va à peu près de 1789 à 1871. Cette époque a été celle des mouvements nationaux et de la création d'Etats nationaux. Au terme de cette époque, l'Europe occidentale s'est trouvée transformée en un système d'Etats bourgeois, généralement homogènes au point de vue national. Aussi bien, chercher à l'heure actuelle le droit de libre détermination dans les programmes des socialistes d'Europe occidentale, c'est ne rien comprendre à l'a b c du marxisme.
>
> « En Europe orientale et en Asie, l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises n'a fait que commencer en 1905. Les révolutions en Russie, en Perse, en Turquie, en Chine, les guerres balkaniques, telle est la chaîne des événements mondiaux de *notre* époque, dans notre « Orient ». Et il faut être aveugle pour ne pas voir dans cette chaîne d'événements l'éveil de *toute une série* de mouvements nationaux démocratiques bourgeois, de tendances à la formation d'Etats nationaux indépendants et homogènes. C'est parce que la Russie et les pays voisins traversent cette époque, et uniquement pour cela, qu'il nous faut dans notre programme un paragraphe relatif au droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (pp. 428-429).

Un exemple précis montrera jusqu'où va la confusion de Rosa Luxemburg sur cette question. Pour étayer sa thèse, elle renvoie le lecteur à la situation de l'Autriche-Hongrie :

> « En particulier, le programme d'un parti qui agit dans un Etat à composition nationale extrêmement hétérogène et pour lequel la question nationale joue un rôle de premier plan — je veux parler du programme de la social-démocratie autrichienne — ne renferme pas le principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (cité par Lénine, p. 429).

Réponse immédiate de Lénine : 1°) la révolution démocratique bourgeoise,

commencée en 1848 et achevée en 1867, est une étape close pour l'Autriche, et il n'existe pas dans ce pays de facteurs susceptibles de « provoquer des bonds » qui auraient éventuellement pour corollaire la formation d'Etats nationaux indépendants ; 2°) pour le problème qui est en discussion, les rapports entre nationalités sont absolument différents en Autriche et en Russie. Comment se présentent-ils en Autriche ?

> « Non seulement l'Autriche fut longtemps un Etat où prédominèrent les Allemands, mais les Allemands d'Autriche prétendaient à l'hégémonie sur l'ensemble de la nation allemande. Cette « prétention », comme daignera peut-être s'en souvenir Rosa Luxemburg (qui exècre tellement, paraît-il, les lieux communs, les clichés, les abstractions...), fut brisée par la guerre de 1866. La nation allemande qui prédominait en Autriche se trouva *en dehors* de l'Etat allemand indépendant, qui se constitua définitivement en 1871. D'autre part, la tentative faite par les Hongrois pour constituer un Etat national indépendant s'était effondrée, dès 1849, sous les coups portés par les troupes russes formées de serfs.
>
> « De sorte qu'il s'est créé une situation éminemment originale : une tendance des Hongrois, puis des Tchèques, non pas à se séparer de l'Autriche, mais à maintenir l'intégrité de l'Autriche dans l'intérêt, précisément, de l'indépendance nationale, qui aurait pu être complètement étouffée par des voisins plus rapaces et plus forts ! L'Autriche s'est constituée, du fait de cette situation originale, en un Etat à deux centres (dualiste), et elle se transforme aujourd'hui en un Etat à trois centres (« trialiste » : Allemands, Hongrois et Slaves) » (p. 430).

En Russie par contre, les conditions particulières en ce qui concerne la question nationale sont exactement l'inverse :

> « La Russie est un Etat à centre national unique, grand-russe. Les Grands-Russes occupent un immense territoire d'un seul tenant, et leur nombre s'élève à 700 millions environ. Cet Etat national a ceci de particulier, premièrement, que les « allogènes » (qui constituent dans l'ensemble la majorité de la population : 57 %) vivent justement à la périphérie ; deuxièmement, que l'oppression endurée par ces allogènes est beaucoup plus forte que dans les Etats voisins (et même pas seulement dans les Etats d'Europe) ; troisièmement, que dans nombre de cas, les nationalités opprimées vivant à la périphérie ont, de l'autre côté de la frontière, des compatriotes jouissant d'une indépendance nationale plus grande (il suffit d'indiquer, par exemple, à la frontière occidentale et méridionale de l'Etat, les Finnois, les Suédois, les Polonais, les Ukrainiens, les Roumains) ; quatrièmement, que le développement du capitalisme et le niveau général de culture sont assez souvent plus élevés dans les régions périphériques peuplées d' « allogènes » qu'au centre de l'Etat. Enfin, c'est justement dans les Etats asiatiques voisins que nous constatons le début d'une période de révolutions bourgeoises et de mouvements nationaux englobant en partie des nationalités qui leur sont apparentées et qui peuplent l'intérieur de la Russie » (pp. 430-431).

Il est donc absurde de comparer la Russie à l'Autriche à propos de la question de l'autodétermination. L'analyse des particularités historiques concrètes de la question nationale en Russie y confère une importance particulière à la reconnaissance du principe du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. C'est bien pourquoi les marxistes russes ont tant insisté lors du deuxième congrès du P.O.S.D.R. sur ce point.

3. La tactique des sociaux-démocrates : marxisme ou praticisme ?

Un argument sur lequel Rosa Luxemburg insiste particulièrement est que le § 9 du programme du P.O.S.D.R. n'est pas *pratique*, « ne fournit aucune indication pratique pour la politique quotidienne du prolétariat, aucune solution pratique des problèmes nationaux ». Lénine répond en montrant que réclamer une « attitude pratique » dans la question nationale peut avoir trois sens : ou bien réclamer le soutien à *toutes* les aspirations nationales ; ou bien réclamer qu'on réponde par *oui* ou par *non* à la question de la séparation de chaque nation ; ou encore, subordonner les revendications à ce qu'il est possible d'obtenir ou de réaliser dans l'immédiat.

1) Pour la bourgeoisie, une attitude « pratique » consisterait dans le soutien de toutes les aspirations nationales. Mais, répond Lénine,

> « la politique du prolétariat dans la question nationale (de même que dans les autres questions) ne soutient la bourgeoisie que dans une direction déterminée, sans jamais coïncider avec la politique de cette dernière. La classe ouvrière soutient la bourgeoisie uniquement dans l'intérêt... de l'égalité en droits, afin que la lutte de classe se déroule dans l'ambiance la plus favorable. Aussi les prolétaires *opposent-ils au praticisme* de la bourgeoisie une politique *de principe* dans la *question* nationale, *n'*accordant jamais à la bourgeoisie *qu'*un soutien *conditionnel* » (pp. 432-433).

2) Il peut aussi sembler très « pratique » de répondre par *oui* ou par *non* à la question de la séparation de chaque nation. Or une telle revendication tend pratiquement, comme la précédente, à subordonner le prolétariat à la politique de la bourgeoisie :

> « La bourgeoisie place toujours au premier plan ses propres revendications nationales. Elle les formule de façon catégorique. Pour le prolétariat, elles sont subordonnées aux intérêts de la lutte de classe. Théoriquement, on ne saurait affirmer par avance si c'est la séparation d'une nation ou son égalité en droits avec une autre qui couronnera la révolution démocratique bourgeoise ; pour le prolétariat il importe *dans les deux cas* d'assurer le développement de sa propre classe ; ce qui importe pour la bourgeoisie, c'est d'entraver ce développement, en faisant passer les objectifs du prolétariat après ceux de « sa » nation. Aussi ce dernier se borne-t-il à revendiquer de façon négative, pour ainsi dire, la reconnaissance du *droit* de libre détermination, sans rien garantir à aucune nation, sans prendre *aucun* engagement *au sujet* d'une autre nation » (p. 433).

3) Ce qui intéresse surtout la bourgeoisie, c'est ce qu'il est « *possible* » d'obtenir ou de réaliser dans l'immédiat : son attitude « pratique » l'amène donc constamment à transiger avec la bourgeoisie des autres nations au détriment du prolétariat ;

> « Le prolétariat, lui, tend à renforcer sa propre classe contre la bourgeoisie, à éduquer les masses dans l'esprit d'une démocratie conséquente et du socialisme. [...] La tâche des prolétaires dans la question nationale n'est « rien moins que pratique » du point de vue de la bour-

geoisie *nationaliste* de chaque nation, car les prolétaires, étant hostiles à tout nationalisme, exigent une égalité en droits « abstraite » et l'absence totale des moindres privilèges » (pp. 433-434).

C'est pourquoi le prolétariat doit être contre le « praticisme », qui revient à se subordonner à la politique bourgeoise :

« Au nom du « caractère pratique » de ses revendications, la bourgeoisie des nations opprimées appellera le prolétariat à soutenir sans réserve ses aspirations. Le plus pratique, c'est de dire franchement « oui » à la séparation de *telle* nation, mais non point au *droit* de séparation de toutes les nations, quelles qu'elles soient !

« Le prolétariat est contre un tel praticisme : reconnaissant l'égalité en droits et un droit égal à constituer un Etat national, il prise par-dessus tout l'alliance des prolétaires de toutes les nations et apprécie *sous l'angle* de la lutte de classe des ouvriers toute revendication nationale, toute séparation nationale. Le mot d'ordre du praticisme n'est en fait que le mot d'ordre de l'adhésion non critique aux aspirations bourgeoises » (p. 434).

Un autre argument employé par Rosa Luxemburg — qui est malheureusement devenu un des refrains favoris des scolasticiens de toutes les gauches infantiles — est que la défense du droit à l'autodétermination revient en pratique à soutenir le nationalisme bourgeois des nations opprimées. Lénine répond qu'il s'agit de lutter contre l'oppression de la nation dominante, non de rechercher des privilèges pour la nation opprimée, et surtout que refuser le mot d'ordre d'autodétermination revient *en fait* à faire le jeu des *oppresseurs :*

« Nous répondons : non, c'est à la bourgeoisie qu'il importe d'avoir ici une solution « pratique », tandis qu'aux ouvriers il importe de différencier les deux tendances *sur le plan des principes. Pour autant* que la bourgeoisie d'une nation opprimée lutte contre la nation qui opprime, nous sommes toujours *pour,* en tout état de cause et plus résolument que quiconque, car nous sommes l'ennemi le plus hardi et le plus conséquent de l'oppression. Pour autant que la bourgeoisie de la nation opprimée est pour *son propre* nationalisme bourgeois, nous sommes contre. Lutte contre les privilèges et les violences de la nation qui opprime ; aucune tolérance pour la recherche de privilèges de la part de la nation opprimée.

« Si nous ne mettons pas en avant et si nous ne faisons pas passer dans notre effort d'agitation le mot d'ordre du *droit* de séparation, nous ferons le jeu non seulement de la bourgeoisie, mais aussi des féodaux et de l'absolutisme de la nation *qui opprime.* [...] Par crainte d' « aider » la bourgeoisie nationaliste de Pologne, Rosa Luxemburg, en repoussant le *droit* de séparation inscrit au programme des marxistes *de Russie,* aide *en fait* les Cent-Noirs grands-russes. Elle aide en fait les opportunistes qui appellent à s'accommoder des privilèges (ou pire que des privilèges) des Grands-Russes.

« Entraînée par sa lutte contre le nationalisme en Pologne, Rosa Luxemburg a oublié le nationalisme des Grands-Russes, bien que *ce* nationalisme-là soit le plus redoutable à l'heure actuelle, bien qu'il soit moins bourgeois mais plus féodal, bien qu'il soit le principal frein à la démocratie et à la lutte prolétarienne. Dans *tout* nationalisme bourgeois d'une nation opprimée il existe un contenu démocratique général dirigé *contre* l'oppression ; et c'est ce contenu que nous appuyons

sans restrictions, tout en le séparant rigoureusement de la tendance à l'exclusivisme national, en luttant contre la tendance du bourgeois polonais à écraser le Juif, etc., etc.

« Cela n'est pas « pratique » du point de vue du bourgeois et du philistin. C'est, dans la question nationale, la seule politique pratique, de principe, favorisant réellement la démocratie, la liberté, l'union des prolétaires » (p. 435).

4. L'anti-opportunisme... opportuniste

La question de la séparation de la Norvège d'avec la Suède fait ressortir encore plus clairement l'erreur de Rosa Luxemburg sur la question de l'autodétermination. Son raisonnement est le suivant :

« Le dernier événement dans l'histoire des rapports fédératifs, la séparation de la Norvège d'avec la Suède, — dont la presse social-patriote de Pologne (cf. le *Naprzód* de Cracovie) s'est empressée de se saisir à l'époque comme d'une réconfortante manifestation de la force et du caractère progressif des aspirations à la création d'un Etat séparé — a fourni la preuve que le fédéralisme et la création consécutive d'un Etat séparé ne sont nullement l'expression d'un progrès ou du démocratisme. Après la soi-disant révolution norvégienne, qui consiste à détrôner et éloigner de Norvège le roi de Suède, les Norvégiens, ayant formellement repoussé par un plébiscite un projet tendant à instituer la république, se donnèrent le plus tranquillement du monde un autre roi. Ce que les admirateurs superficiels de tout mouvement national et de tout semblant d'indépendance avaient proclamé une « révolution » n'était qu'une simple manifestation de particularisme paysan et petit-bourgeois, du désir d'avoir pour son argent son roi « à soi » au lieu de celui qu'avait imposé l'aristocratie suédoise ; c'était donc un mouvement n'ayant absolument rien de révolutionnaire. En même temps, l'histoire de cette rupture de l'union suédo-norvégienne a démontré une fois de plus à quel point, dans ce cas aussi, la fédération qui avait existé jusque-là n'était que l'expression d'intérêts purement dynastiques et, par conséquent, une forme de monarchisme et de réaction » (cité par Lénine, p. 449).

Pour se démarquer de la social-démocratie opportuniste polonaise (regroupée autour du *Naprzód)* dont *en authentique révolutionnaire* elle s'est toujours efforcée de démasquer le chauvinisme étroit, Rosa Luxemburg en arrive dans la question précise de la séparation de la Norvège d'avec la Suède à contester aux sociaux-démocrates d'un Etat à composition nationale hétérogène l'exigence d'un programme reconnaissant le droit de libre séparation.

Lénine répond en analysant tout d'abord les conditions historiques concrètes de la séparation de la Norvège d'avec la Suède :

« Les liens géographiques, économiques et linguistiques qui rapprochent la Norvège de la Suède ne sont pas moins étroits que ceux qui rattachent aux Grands-Russes de nombreuses autres nations slaves. Mais l'union de la Norvège avec la Suède n'avait pas été volontaire, de sorte que Rosa Luxemburg parle de « fédération » tout à fait sans rime ni raison et simplement parce qu'elle ne sait que dire. Ce sont

les monarques qui, au temps des guerres napoléoniennes, *donnèrent* la Norvège à la Suède contre la volonté des Norvégiens ; et les Suédois durent faire entrer leurs troupes en Norvège pour la soumettre.

« Après quoi, durant des dizaines d'années, et en dépit de la très large autonomie dont jouissait la Norvège (elle avait sa propre Diète, etc.), les frictions entre la Norvège et la Suède persistèrent, les Norvégiens cherchant de toutes leurs forces à secouer le joug de l'aristocratie suédoise. Ils le secouèrent enfin en août 1905 ; la Diète norvégienne décida que le roi de Suède avait cessé d'être roi de Norvège ; consulté ensuite par voie de référendum, le peuple norvégien se prononça à une énorme majorité (environ deux cent mille voix contre quelques centaines) en faveur de la séparation complète d'avec la Suède. Après quelques hésitations, les Suédois prirent leur parti de cette séparation » (pp. 450-451).

Après ce rappel indispensable, Lénine aborde les tâches du prolétariat des deux pays lors de la séparation :

« Pour ce qui est de la séparation, nous ignorons si le programme socialiste norvégien faisait un devoir aux social-démocrates de Norvège de s'en tenir à une seule opinion déterminée. Admettons que non, que les socialistes norvégiens aient laissé en suspens la question de savoir dans quelle mesure l'autonomie de la Norvège assurait une liberté suffisante à la lutte de classe et dans quelle mesure les continuels conflits et frictions avec l'aristocratie suédoise entravaient la liberté de la vie économique. Mais il est incontestable que le prolétariat norvégien devait se dresser contre cette aristocratie en défendant la démocratie paysanne norvégienne (quelles que fussent les étroitesses petites-bourgeoises de cette dernière).

« Et le prolétariat suédois ? On sait que les grands propriétaires fonciers de Suède, épaulés par le clergé suédois, prêchaient la guerre contre la Norvège ; et comme la Norvège est bien plus faible que la Suède, comme elle avait déjà subi l'invasion suédoise, comme l'aristocratie suédoise est d'un très grand poids dans son pays, cette propagande constituait une menace très grave. On peut gager que les Kokochkine suédois se sont longuement et assidûment évertués à corrompre les masses de Suède en les appelant à « user avec prudence » des « formules élastiques de la libre détermination politique des nations », en dépeignant les dangers d'une « dislocation de l'Etat », et en affirmant que la « liberté du peuple » était compatible avec les principes fondamentaux de l'aristocratie suédoise. Il ne fait pas le moindre doute que la social-démocratie suédoise aurait trahi la cause du socialisme et celle de la démocratie si elle n'avait pas combattu de toutes ses forces l'idéologie et la politique des grands propriétaires fonciers aussi bien que des Kokochkine ; si elle n'avait pas défendu, *outre* l'égalité en droits des nations en général (que reconnaissent aussi les Kokochkine), le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, la liberté de sécession pour la Norvège.

« L'alliance étroite des ouvriers norvégiens et suédois, leur entière solidarité fraternelle de classe *a gagné* à cette reconnaissance — par les ouvriers suédois — du droit des Norvégiens à se séparer. Car les ouvriers de Norvège se sont convaincus que les ouvriers de Suède n'étaient pas contaminés par le nationalisme suédois, qu'ils plaçaient la fraternité avec les prolétaires norvégiens au-dessus des privilèges de la bourgeoisie et de l'aristocratie suédoise. Le destruction des liens

imposés à la Norvège par les monarques européens et les aristocrates suédois a renforcé le lien unissant les ouvriers norvégiens et suédois » (pp. 452-453).

Pour conclure, Lénine montre l'origine des erreurs de Rosa Luxemburg dans la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes :

« Pour les social-démocrates polonais, le « droit de libre détermination » n'a certes pas la même importance que pour les social-démocrates russes. Il est tout naturel que la lutte contre la petite bourgeoisie polonaise aveuglée par le nationalisme ait contraint les social-démocrates polonais à « forcer la note » avec un zèle particulier (parfois même un peu excessif). Jamais un marxiste russe n'a songé à faire grief aux social-démocrates polonais d'être contre la séparation de la Pologne. Ces social-démocrates ne commettent une faute que lorsqu'ils tentent, comme le fait Rosa Luxemburg, de nier la nécessité d'inclure le droit de libre détermination dans le programme des marxistes *russes*.

« C'est, en somme, vouloir étendre des rapports compréhensibles du point de vue de la mentalité cracovienne à tous les peuples et à toutes les nations de Russie, y compris les Grands-Russes. C'est être des « nationalistes polonais à rebours », mais non des social-démocrates russes, des social-démocrates internationalistes » (p. 454).

5. Rosa Luxemburg, la social-démocratie internationale et le II[e] congrès du P.O.S.D.R.

Comme nous l'avons rappelé au début de cet article, la formulation de la position de Rosa Luxemburg sur la question de l'autodétermination est bien antérieure à ses articles de 1907-1908. Cette position s'est notamment exprimée à l'occasion de deux importants congrès du mouvement ouvrier : le Congrès international de Londres en 1896, et le Congrès de la social-démocratie russe en 1903, où elle a été repoussée les deux fois.

Le Congrès international de Londres de 1896 fut, comme le remarque Lénine, précédé de débats concernant la question de l'indépendance de la Pologne, notamment dans les colonnes de la revue théorique des marxistes allemands, la *Neue Zeit*. Trois points de vue y furent défendus : 1°) celui de la droite petite-bourgeoise et nationaliste, les « fraks », qui désiraient voir l'Internationale socialiste reprendre à son compte la revendication de l'indépendance nationale en particulier pour la Pologne ; 2°) celui de Rosa Luxemburg selon lequel les socialistes polonais ne devaient pas revendiquer l'indépendance de la Pologne et qui niait le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ; 3°) enfin celui de Kautsky, exprimant le point de vue de l'Internationale. Celle-ci, dans les conditions de l'époque, s'interdisait de préconiser l'indépendance de la Pologne, mais reconnaissait le droit des marxistes polonais à formuler cette revendication. La résolution du Congrès reprit les thèses classiques essentielles : reconnaissance du droit absolu de séparation et appel aux ouvriers pour réaliser l'unité internationale de leur lutte de classe. Voyons le commentaire de Lénine :

« On sait que K. Marx et F. Engels considéraient comme un devoir absolu pour la démocratie d'Europe occidentale, et à plus forte raison pour la social-démocratie, de soutenir activement la revendication de

l'indépendance de la Pologne. Pour les années 1840-1850 et 1860-1870, époque de la révolution bourgeoise en Autriche et en Allemagne, époque de la « réforme paysanne » en Russie, ce point de vue était parfaitement juste et représentait le seul point de vue démocratique conséquent et prolétarien. Alors que les masses populaires de Russie et de la plupart des pays slaves dormaient encore d'un sommeil profond ; alors que dans ces pays *il n'existait pas* de mouvements démocratiques indépendants ayant un caractère de masse, le mouvement libérateur *seigneurial* de Pologne acquérait une importance gigantesque, de premier plan, du point de vue de la démocratie non seulement de la Russie, non seulement des pays slaves, mais encore de toute l'Europe.

« Mais si ce point de vue de Marx était entièrement juste pour le deuxième tiers ou le troisième quart du XIX[e] siècle, il a cessé de l'être au XX[e]. Des mouvements démocratiques indépendants, et même un mouvement prolétarien indépendant, ont pris naissance dans la plupart des pays slaves et même dans un des pays slaves les plus arriérés, la Russie. La Pologne seigneuriale a disparu pour faire place à une Pologne capitaliste. Dans ces conditions, la Pologne ne pouvait manquer de perdre son importance révolutionnaire *exceptionnelle.*

« Lorsque le P.S.P. (le « parti socialiste polonais », les « fraks » d'aujourd'hui) tenta en 1896 de « consacrer » le point de vue formulé par Marx *à une autre époque,* c'était vouloir exploiter la *lettre* du marxisme contre l'*esprit* du marxisme. Aussi les social-démocrates polonais ont-ils eu parfaitement raison de s'élever contre les emballements nationalistes de la petite bourgeoisie polonaise, de montrer l'importance secondaire de la question nationale pour les ouvriers polonais, de créer pour la première fois un parti purement prolétarien en Pologne, de proclamer le principe éminemment important de l'alliance la plus étroite de l'ouvrier polonais et de l'ouvrier russe dans leur lutte de classe.

« Cela signifiait-il cependant qu'au début du XX[e] siècle l'Internationale pouvait considérer comme superflu, pour l'Europe orientale et pour l'Asie, le principe de la libre détermination politique des nations, leur droit de séparation ? C'eût été une absurdité monumentale qui aurait consisté (sur le plan théorique) à reconnaître pour achevée la transformation démocratique bourgeoise des Etats turc, russe, chinois, et à adopter (sur le plan pratique) une attitude opportuniste à l'égard de l'absolutisme.

« Non. En Europe orientale et en Asie, à l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises déjà commencées, à l'époque de l'éveil et de l'intensification des mouvements nationaux, à l'époque de l'apparition de partis prolétariens indépendants, la tâche de ces partis en matière de politique nationale doit être double : reconnaissance du droit de libre disposition pour toutes les nations, car la transformation démocratique bourgeoise n'est pas encore achevée, car la démocratie ouvrière défend l'égalité en droits des nations avec esprit de suite, sérieusement et sincèrement, et non pas à la manière des libéraux ni des Kokochkine — et union la plus étroite, indissoluble, dans leur lutte de classe, des prolétaires de toutes les nations d'un Etat donné pendant toutes les péripéties de son histoire, et quels que soient les remaniements des frontières des différents Etats par la bourgeoisie.

« Telle est la double tâche du prolétariat que formule la résolution de 1896 de l'Internationale. Tels sont les principes sur lesquels se fonde la résolution adoptée par la conférence des marxistes russes au

cours de l'été 1913. D'aucuns estiment « contradictoire » le fait que, dans son point 4, cette résolution, reconnaissant le droit de libre détermination, de séparation, semble « accorder » le maximum au nationalisme (en fait, la reconnaissance du *droit* de *toutes* les nations à disposer d'elles-mêmes implique un maximum de *démocratisme* et un minimum de nationalisme), tandis qu'au point 5 elle met les ouvriers en garde contre les mots d'ordre nationalistes de la bourgeoisie quelle qu'elle soit, et réclame l'unité et le groupement des ouvriers de toutes les nations dans des organisations prolétariennes unies sur le plan international. Mais seuls peuvent voir ici une « contradiction » des esprits tout à fait plats, incapables, par exemple, de comprendre pourquoi l'unité et la solidarité de classe du prolétariat suédois et norvégien *ont gagné* à ce que les ouvriers suédois aient su défendre la liberté pour la Norvège de se séparer et de former un Etat indépendant » (pp. 457-459).

Au Congrès de 1903 du P.O.S.D.R. fut ratifié le projet de programme défendu par Plékhanov. Celui-ci défendait des positions identiques à celles de Lénine à propos du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Lénine note tout d'abord que Plékhanov était intervenu dès 1902 dans la revue politique du P.O.S.D.R. dans le sens du maintien de la revendication du droit de séparation :

> « Si nous l'avions omise, écrivait Plékhanov, ou si nous n'avions pas osé la formuler par crainte de heurter les préjugés nationaux de nos compatriotes de la nation grand-russe, nous nous serions condamnés à proférer un vil mensonge... en lançant cet appel... : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » (cité par Lénine, p. 468).

Les intérêts de l'*union des prolétaires*, les intérêts de leur *solidarité de classe*, exigent la reconnaissance du droit des nations à la *séparation*. En réfléchissant bien à ce qu'avait écrit Plékhanov, commente Lénine, on aurait pu éviter de dire bien des sottises. Notamment au congrès de 1903, les représentants de la social-démocratie polonaise à la commission du programme ont contesté la reconnaissance du droit à l'autodétermination. Que proposaient-ils à la place ? La création d' « *institutions garantissant la pleine liberté du développement culturel à toutes les nations qui composent l'Etat* ». Et Lénine de conclure :

> « Ainsi, les marxistes polonais défendaient à cette époque une position tellement vague sur la question nationale qu'*au lieu* de la libre détermination, ils proposaient, au fond, un simple pseudonyme de la fameuse « autonomie nationale culturelle » ! » (p. 470).

***

A ce point, il est important de rappeler un autre article de Lénine, « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », où celui-ci montre les *bases matérielles* des erreurs commises dans la question de l'autodétermination par les sociaux-démocrates polonais — ainsi, d'ailleurs, que par les sociaux-démocrates hollandais qui convergent sur les mêmes positions :

> « Il est hors de doute que les marxistes hollandais et polonais opposés à l'autodétermination comptent parmi les meilleurs éléments révolutionnaires et internationalistes de la social-démocratie internationale. Comment

peut-il donc se faire que leurs raisonnements théoriques ne soient, comme nous l'avons vu, qu'un tissu d'erreurs ? Pas un seul raisonnement d'ordre général qui soit juste, qui sorte du cadre de l' « économisme impérialiste » !

« Cela ne tient aucunement à de graves défauts subjectifs qui seraient propres aux camarades hollandais et polonais, mais aux conditions objectives *particulières* de leurs pays. Ces deux pays : 1) sont petits et impuissants dans le « système » actuel des grandes puissances ; 2) tous deux sont géographiquement situés entre des rapaces impérialistes d'une force prodigieuse et qui rivalisent entre eux avec âpreté (l'Angleterre et l'Allemagne ; l'Allemagne et la Russie) ; 3) tous deux ont des souvenirs et des traditions encore très vivaces, datant de l'époque où ils étaient *eux-mêmes* de « grandes puissances » ; la Hollande était une grande puissance coloniale plus forte que l'Angleterre ; la Pologne était une grande puissance plus cultivée et plus forte que la Russie et que la Prusse ; 4) tous deux ont conservé jusqu'à maintenant le privilège d'opprimer des peuples étrangers : le bourgeois hollandais possède les richissimes Indes néerlandaises ; le seigneur terrien polonais opprime les « vilains » d'Ukraine et de Biélorussie, le bourgeois opprime le Juif, etc.

« Cette originalité, faite de la conjonction de quatre conditions particulières [...] fait *tout le fond* du problème ! Quand les social-démocrates hollandais et polonais se prononcent contre l'autodétermination en invoquant des arguments *d'ordre général*, c'est-à-dire relatifs à l'impérialisme en général, au socialisme en général, à la démocratie en général, à l'oppression nationale en général, on peut vraiment dire qu'ils entassent erreur sur erreur. Mais il suffit de rejeter cette *enveloppe* d'arguments généraux, manifestement erronée, et de considérer *le fond* du problème en partant de l'originalité des conditions *particulières* de la Hollande et de la Pologne pour que devienne *compréhensible* et parfaitement légitime leur position originale » (10).

Ce passage est fondamental pour un jugement sur Rosa Luxemburg qui ne soit pas à son tour « infantile ». Lénine se garde bien de mettre dans le même sac les opportunistes de la IIe Internationale et les révolutionnaires « extrêmes » qui les combattent, fût-ce en commettant de graves erreurs : il cherche à comprendre et à dénoncer les racines objectives et le cas échéant « subjectives » de leurs écarts et de leurs incompréhensions, en sachant bien qu'au fond de ceux-ci il y a une réaction *de classe* saine quoique excessive. C'est avec le même étalon que deux ans plus tard il portera un jugement sur la *Brochure de Junius* de Rosa Luxemburg, avec ses lumières et ses ombres, et qu'en 1920 il passera au crible de la critique la maladie d'enfance — *qui n'est pas* la pourriture sénile — du pseudo-extrémisme.

C'est un enseignement à ne pas oublier, mais qui n'épuise pas la question. La grande force de Lénine face à ses opposants soi-disant de gauche réside d'une part dans l'emploi extraordinairement assuré de la *dialectique*, d'autre part dans la vision *globale* de la stratégie et de la tactique. La première interdit d'ériger en absolus, pas même en absolus *à combattre* à la manière de Rosa Luxemburg, des concepts comme ceux de nation et d'autodétermination ; elle impose au contraire de les envisager dans le processus historique de leur

(10) *Recueil du Social-Démocrate* n° 1, octobre 1916. En français : *Œuvres*, tome 22, pp. 374-375.

formation et de leur concrétisation, en les jugeant en même temps du seul point de vue acceptable pour un marxiste, celui de la *fonction* qu'ils remplissent par rapport aux intérêts *généraux* de la lutte de classe prolétarienne, par conséquent non pas comme des *idées* mais comme des *faits matériels :* cela implique qu'on sache en saisir même les aspects *contradictoires,* qui ne peuvent se réduire à un facteur *unique* et *indifférent,* positif ou négatif. La seconde permet de considérer ces faits matériels non comme des accidents isolés du processus historique, mais comme des anneaux *possibles* et souvent *effectifs* d'une seule chaîne, et, du point de vue de la stratégie et de la tactique communiste, comme des aspects *possibles* d'un *grand dessein* unique, celui que Lénine lui-même appellera le *« plan mondial ».*

Par un paradoxe qui n'est qu'apparent, la persistance d'un certain filon idéaliste rendait d'une part Rosa Luxemburg aveugle aux « particularités historiques », et en faisait d'autre part l'esclave de ces mêmes « particularités » y compris sur le plan de la haute thoérie. Lénine le montrera (comme nous le verrons par la suite) en reliant les erreurs de la *Brochure de Junius* sur les « guerres nationales à l'époque impérialiste » à la « faiblesse générale de la gauche allemande », et il le montre, à propos des écarts des « camarades hollandais et polonais »(Pannekoek et Radek) dans la question de l'autodétermination, avec les arguments contenus dans le dernier extrait cité.

Personne plus que Lénine ne pouvait apprécier chez Rosa Luxemburg la revendication du caractère international et prolétarien du mouvement socialiste ; personne ne pouvait cependant mieux que lui, le marxiste et le dialecticien à la puissance supérieure, non seulement *prendre en considération* dans leurs aspects multiformes, mais *intégrer* dans la stratégie et dans la tactique du prolétariat même les « impuretés » sans lequelles « il n'y a pas de révolution », les forces qui « se transforment en leur opposé » en servant des objectifs qui, selon la *logique pure,* ne sont pas les leurs, les « exceptions » qui confirment la règle — l'autodétermination par rapport au centralisme, les mouvements nationaux et coloniaux par rapport à l'internationalisme, les couches inférieures de la paysannerie par rapport au prolétariat : pris, encore une fois, non pas *en soi,* mais dans le jeu changeant des rapports de force et des heurts de classe, donc avec la capacité et de comprendre et d'en exploiter les éléments positifs, et d'en reconnaître, d'en dénoncer et d'en combattre les limites.

(à suivre)

The Conditions of Admission to the Communist International

The English text publication of the « Conditions of Admission to the Communist International » adopted by the IInd Congress of the Comintern (Moscow - July 18 - August 7, 1920), as well as the speech made by the representative of the Abstentionist Communist Fraction of the Italian Socialist Party, Amadeo Bordiga, on this question, merits a brief commentary.

As is given in the introduction to the « conditions » proper, in the theses on the basic tasks of the Communist International drafted by Lenin before the Congress, in the report of the Executive Committee presented by Zinoviev, and as was repeated by the highest representatives of the Russian Party, this Congress, the veritable constitutive basis of the Comintern, was held under conditions at once rich in possibilities and heavy with dangers. For now it was no longer simple groups or communist currents who were participating in the congress: but on the contrary, it assembled the representatives of parties and organizations which had already adopted the general programmatic directives of the Communist International, and thus also its flag; but the irresistible attraction which the October revolution and the new International exercised over the masses, the merciless struggle against social-pacifism and social-patriotism which both promised, all this could not help leading the parties which, just yesterday, belonged to the IInd International and shared its theoretical conceptions, tactics, and organizational methods, to knock at Moscow's door. It suffices to recall the French Socialist Party, freshly born from the « Union Sacrée »; or the Independent Social Democratic Party in Germany, co-responsible for the crucial months from the end of 1918 to the spring of 1919, which had come to Moscow to « negotiate as one power with another », its affiliation to the Comintern; or the Italian Socialist Party, whose attitude during the war had at least been « honorable » but which continued obstinately to tolerate an openly reformist Right in its ranks.

In such a situation, that men, or worse still, entire groups, more or less sincerely converted to communism under the pressure « of the revolutionary atmosphere in which they were submerged from morning to evening in Russia », as the delegates of the French Left had observed, could smuggle into the new International, however sincere their personal conversion, their baggage made up of « a long opportunist past and a particular form of thought », was what

strongly preoccupied the revolutionaries. The war, which had radically separated the revolutionaries from the counter-revolutionaries, began to fade into the past without the revolution's profile being yet discernible on the horizon. This would have built up an impassable barrier between the defenders of legality and gradualism and the partisans of class violence and dictatorship. The revolutionaries thus feared it would be too easy for the defeatist Right to subscribe to the condemnation of pacifism and the sacred union, for the problem no longer posed itself; in the same manner it would have seemed very convenient to have declared oneself in favor of insurrection, the dictatorship of the proletariat directed by the party, the red terror, when History itself had *not yet* placed them in the order of the day.

This fear of seeing the International, thus, in a certain way becoming « fashionable », submerged by the massive entrance of the repentant Magdalens of the working class movement, was therefore very acute among the artisans of the October revolution as among the most decided representatives of the Left in Western countries. They unanimously desired to construct a barrier to contain that menace before it was too late. Nevertheless, other factors were acting in a partially opposite sense. It was also necessary to breach « left-wing infantilism », which in this area also founded a claim which was by itself correct, on moral, or in any case idealistic grounds (the same furthermore which inspired the disgust of the « ultra-leftists » for action within the unions directed by reformists, or which they invoked to justify their condemnation of « revolutionary parliamentarianism »). On the other hand, the revolutionary potential which the world situation still embraced obliged the new International to attempt the maximum for assembling, for integrating itself and taking the direction of the forces which a profound social crisis pushed — particularly in Central Europe — on the road to revolution, even though they were still politically immature. It was possible to hope that a strong and decided leadership of these forces by Moscow, combined with the thrust of the working masses, would permit the neutralization of the hesitant or hypocritical leaders: with the decisive support of the solid and combative Left wings, one could have thus transformed — if need be, by means of splits — the parties which had come to knock at the door of the Comintern.

In balance, finally, was the anxious desire, perfectly understandable but none the less dangerous, to snatch the heroic revolutionary Russia from its isolation by speeding up the process of communist party crystalization: speaking to the masses through their former leaders, although their too recent conversion appeared somewhat dubious, seemed more expeditious and easier than to speak to them over the heads of the chiefs.

Inspired by these considerations, the Congress defined, in its theses of historic importance, the questions of fundamental tactics (the role of the party in the proletarian revolution; objective conditions permitting the constitution of the Soviets; presence and perserverent action of the communists within the unions, even those directed by reformists; the peasant question; the attitude in regard to national and colonial emancipation movements), marking out the communist positions in this domain with a clarity that engaged all the parties adhering to the Communist International. Nonetheless, the Italian Left deplored the fact that in such a situation the Congress did not begin by establishing at the base of all its work a general, complete définition of its principles, thus constituting an intangible adhesion platform to the Comintern, from which one could then trace out the tactical lines of action and define

the practical and organizational directives in the various fields. Amadeo Bordiga made the allusion to this in his speech and on his return to Italy was to say, *« it would have been preferable before everything else, to proceed with a general debate on the programmatic principles of communism, and to formulate them very precisely, and then move ahead,* on this basis, *to the discussion of the various problems of action and tactics which the Congress had to resolve »* (1) ; one would have thus obtained the maximum delineation possible, parting from the Marxist thesis which the reformists appraise so little : « No revolutionary action without revolutionary theory » — since opportunism distinguishes itself precisely by the absence of principles. This important gap finds itself partly filled by the theses on the conditions of admission to the Communist International which Lenin had prepared ; without having the general and permanent value of a « statement of principles », they nevertheless embrace the entire range of the principles themselves and leave no room for doubt on the most important questions of tactics within the world communist movement and on its fundamental criteria in the matter of organization, that is to say, *centralism,* the functioning premise of the new International and of its sections as a *single* world party.

The arrogance of the German Independent orators (who disputed the very principles of dictatorship and terror), the resistance of the Italian maximalists to separate themselves from the declared reformists, the ambiguities and reticences of the French delegates (admitted to the Congress as simple observers) to repudiate the parliamentary, legalistic and bellicose past of the SFIO, explain the strong reaction of the German Communist Party delegates and of the representatives of the French Left, as well as the violent rebukes by Lenin and other Russian delegates (2). But the debate remained too confined to the internal questions of the various national movements, and it was the representative of the Italian Left to which the privilege pertained of lifting it up to the level of a discussion *of principle.* In the « evolved » West, which was particularly infested by the democratic virus, it was necessary to apply with still more rigor the lesson of the bolshevik party ; it was necessary to eliminate from the Comintern all tendencies, even minoritary, which would not explicitly accept the disavowal of both the participation in national defense, and the thesis according to which the emancipation of the proletariat is possible *« without resorting to arms in the class war and without bringing about the dictatorship of the proletariat following the triumph of the Revolution ».* It was necessary to *compel* these elements to openly take a position on these problems, to prevent all escape channels for them, and thus to leave no possibility for those who had been chased out the door to infiltrate once again through the window. Nevertheless, the « window » remained half-open as long as one tolerated the recourse to « particular national conditions », as long as one allowed the acceptance of the program to be subordinated to a « just » appreciation of these so-called « particular conditions ». The 16th condition proposed by the committee imposed on the parties who had up to that moment conserved their former social-democratic programme *« to draw up, in accordance with the special condi-*

---

(1) *Il Soviet,* 3-10-1920. See also chapter 9, vol. 2, of our *Storia della Sinistra Comunista (History of the Communist Left),* on the Second Congress of the Communist International (French translation in *Programme Communiste* nos 59 and 60).

(2) It does not appear that the English delegates MacLaine, Quelch, Murray, Ramsay and Tanner had intervened in the debates of July 29 and 30.

tions of their country, a new communist programme in conformity with the decision of the Communist International ». Already in the Congress, but mainly afterwards, it was to be the battle horse of the center fraction of the Italian Socialist Party, which had nevertheless declared itself in favor of adhesion to the Comintern, and which to justify the non-exclusion of the Right, upheld the point that the latter was indispensable at the head of the parliamentary group and municipalities. It would also be the battle horse for the majority of the French Communist Party (born a few months later) in order to elude the norms of tactical action within the unions, the army, as well as those regarding the movements of national liberation. One after another made use of this condition to blunt the blade of the fundamental statements of revolutionary communism.

The representative of the Italian Left, thinking more of the future than the present, therefore asked that the text be formulated in such a way as to prohibit all restrictive interpretation and all evasion; for that, he proposed that the expression « *in accordance with the special conditions of their country* » be eliminated, and that it be demanded that in the new programme « *the principles of the Communist International be formulated in an unequivocal language and in thorough keeping with the resolutions of international Congresses* ».

This correction was not accepted, and the events which followed are there to confirm that the « flexibility » in the programmatic formulations, even on what looks like « details », too often leads to serious and even irremediable *practical* disasters. But the struggle of the Left did not stop there and could, this time, obtain a success. The Commission, in order to accelerate the orientation of the Western parties towards Moscow, had attenuated the rigor of Lenin's thesis by adding a 20th condition stipulating that at least two thirds of the directional organs in the new parties had to be formed « *of comrades who, even before the IInd Congress of the Communist International, had pronounced themselves publicly and without ambiguity in favour of the adhesion to the IIIrd International* » (the representative of the Left noted that he would prefer seeing them entirely communist). Now, if condition 7 required, in an imperative manner, the expulsion of the « notorious reformists », the question of principle, much more important, had not been posed: is the programme, as is the case for the communists, a departure point to be taken or left, and which can in no case be abandoned to the risks of variable and capricious majorities, or is it only a question of « opinion », a contingent datum, always capable of being « corrected », as the democratic and reformist tradition desires?

It was a fundamental problem (3) and the Left requested that at the constitutive Congress of the Communist Party, the minority of the Party who would express themselves against this program be excluded from the organization

---

(3) In an article on « The Value of Discipline » published in nº 3 (November 28, 1920) of *Il Comunista*, organ of the Communist Fraction which was then preparing the Leghorn split, after having insisted on the fact that « *before resolving the problem of discipline in action, it is necessary to resolve that of the programme* », A. Bordiga wrote: « *It is very equivocal to say: such a party has adopted the communist programme by a majority, it therefore has its place within the International. No, the programme is not the conception of the majority, but the constitutive basis of the Party organization, the common conception of all comrades. The minority defending an opposite program must be put aside, even if it accepts, which is in that case an absurdity, to remain disciplined. Discipline has nothing to do with the questions of programme, it is an equivocation which must be dissipated* ».

for this simple motive. Taken up again by Lenin, this requirement became the 21st condition which cut short the equivocations and the underground manœuvres by the reformers and centrists. The definitive text of the admission conditions thus became more intransigent, to the great harm of Serrati, Dittman, Crispien and, in general, all the « reconstructors ». From that moment on, the 21 conditions became the main target for the social-democrat polemics against communist « authoritarianism ». On our part, we considered, to the contrary, that they were not sufficiently rigid; it is not difficult to see today that they repose more on a system of « weights and counterweights », than on a solid unitary base, and to understand how their insufficiencies were to open the way not only to interpretations betraying their spirit, but even to serious concessions to the adversary.

It will be noted, on this point, that for the Left, the 21st condition contained this corollary: after a certain period during which the party was to form itself on new foundations, the door of the young communist parties would remain closed. The only possibility of adhering to the Communist International would remain *individual* adhesion to the local party, the sole section of the International for the country considered. This proposition was not taken into account. One can readily see today that the fact of having left this problem of method without any solution must be placed among the factors which, though not provoking, at least facilitated the abandonment by the Comintern of a theoretical and practical rigor to which it linked its very reason for existing as an organization radically opposed to the IInd International in all domains, and particularly by the refusal of all federalism. The acceptance of this clause would have prohibited the very famous « mergers » of which shortly afterwards, at Halle, one had a first and deplorable example with the fusion of the German C.P. and the majority of the Independents: this merger was to condemn the « unified » German party to impotence during the great revolutionary crisis of 1921 and above all in 1923. It would also have prevented the equivocal manœuvres of supporting the so-called left currents within the degenerate socialist parties. Finally, it would not have permitted that monstrosity: workers and even bourgeois parties (the Kuo Min Tang!) adhering to the Communist International under the title of « sympathisers ».

Finally, the value of the 21 conditions resided entirely in the manner by which they were to be applied; the weak points and the contradictions which we have pointed out might not have had any weight *if* the leadership of the International, strong in its discretionary powers, had remained faithful more to the spirit which had inspired them than to the contingent form they received. The fact that during the debates a tendency was manifested to « discuss » or even « negotiate » the conditions, rather than « impose » them, already constituted a preoccupying symptom for the Left. « *In a general manner,* declared the representative of the Left on his return from Moscow, *the conditions have been completed and have become more severe,* but *the sense of the discussion was that,* at the most, *the « reconstructors » could* adhere under certain guarantees. *We believe that in certain countries, and above all France, the danger of an adhesion of Rightist elements exists* ».

The future will show that this opinion was but too well founded. But it was not possible to foresee at that time, that in a few years, the disease of eclecticism first, of centrism later on, would have struck at the heart and brain of the International of Lenin, against the spirit and reality of the bolshevik tradition.

SPEECH OF THE DELEGATE OF THE COMMUNIST ABSTENTIONIST FRACTION OF THE ITALIAN SOCIALIST PARTY

I wish to present to you some remarks which I propose to add to the introduction to the Theses presented by the Committee. I also wish to incorporate one more condition in These 16 [15 in the definitive text — Ed.] which reads: « Parties which still retain their old social-democratic programmes are obliged to revise them as quickly as possible, and to draw up, in accordance with the special conditions of their country, a new communist programme in conformity with the decisions of the Communist International. As a rule the programme of every party belonging to the Communist International must be ratified by the regular congress of the Communist International or by the Executive Committee. Should the programme of a party not be ratified by the Executive Committee, the party concerned has the right to appeal to the congress of the Communist International. »

The present Congress is of primary significance, for it has to put the main principles of the Third International on a firm foundation and is the champion of those principles. It was in April, 1917, I believe, that Comrade Lenin returned to Russia, and, having drawn up the main principles of the new programme of the Communist Party, he told us that it was necessary to reconstruct the International. He said that this work has to be carried on towards the goal, first, of getting rid of the social-patriots, and second, of those social-democrats of the Second International who consider it possible to liberate the proletariat without resorting to arms in the class war and without bringing about the dictatorship of the proletariat following the triumph of the Revolution. The conquests of the Russian Revolution have placed us on Marxian basis, and the revolutionary movement, which has been saved out of the ruins of the Second International, must be based upon a new programme leading to the formation of a new international organization. I believe that the situation we are in to-day has nothing fortuitous about it, but has been determined by the course of history. But we are in danger of having the elements which we ought to banish penetrate into our ranks.

When the war cry of the Soviets was heralded by the Russian and international proletariat, we witnessed a spontaneous revolutionary rising in all countries, and we saw the proletariat fall in line and march towards the same goal. We have seen that the old Socialist parties in all countries were breaking up, giving birth to Communist organizations which are engaging in the revolutionary struggle against the bourgeoisie. This happened right after the war.

Unfortunately, however, the movement was somewhat checked in the succeeding period, for the German, Bavarian, and Hungarian Revolutions were put down by the bourgeoisie. And now the parties of the Second

International, in seeking to affiliate with us, declared that they accept our mottos concerning the war and the Revolution.

The war is now over. Questions of militarism and national defence are of no immediate importance. It is therefore very easy for them to assure us that in case of another war they are not going to repeat the same blunders in the matter of Civil Peace and National Defence. The Revolution also—the Centre parties think—is a question of the distant future, which one is not called upon to face immediately, and they therefore declare themselves ready to accept the Theses of the Third International; that is, Soviet power, the dictatorship of the proletariat, revolutionary terrorism, etc.

It would therefore be rather dangerous for us should we commit the blunder of accepting such gentlemen in our ranks.

The Third International cannot force the course of history. It cannot forcibly bring about the Revolution. All we strive for is to prepare the proletariat. But it is essential, comrades, that our movement should take into account past experiences and the lessons of the war and of the Russian Revolution. It is to this that we must give close attention.

The Right elements accept our Theses, but are doing it in a very unsatisfactory fashion. They are doing it reluctantly, but we must demand that the acceptance should be complete without reservations, either theoretical or practical. We have seen the first grand application of the Marxian theory and practice in Russia, in a country where class lines have not been so very distinctly drawn. It follows, therefore, that in Western Europe, where the development of capitalism has reached its apex, this method should be applied with much more vigour and precision.

People are accustomed to make a distinction between reformists and revolutionaries, but this terminology is obsolete. There can be no reformists now, for the crisis of the bourgeois world makes all reform work impossible. The Socialists of the Right Wing know this, and declare themselves to be for the overthrow of the existing regime; they call themselves « revolutionaries », but they hope that the nature of the impending revolution will be different from that of Russia.

I am of the opinion, comrades, that the Communist International should be unwavering and should resolutely maintain its revolutionary policy. We should erect firm barriers against the intrusion of the Social Democrats.

We must get these parties to make definite declarations of principles. We should as a matter of fact have one common programme for all Communist Parties of the world, a thing which is unfortunately impossible at the present time. The Third International has no practical means to guarantee that those gentlemen are going to follow the communist programme. At any rate the condition that I propose to include is as follows: in These 16 [15] where it says: « Parties which still retain their old social-democratic programmes are obliged to revise them as quickly as possible, and to draw up, in accordance with the special conditions of their country, a new communist programme in conformity with the decisions

of the Communist International », I propose that the phrase « in accordance with the special conditions of their country, etc. » be substituted by « a new communist programme in which the principles of the Communist International be formulated in an unequivocal language and in thorough keeping with the resolutions of International Congresses. The fraction of the Party which will declare itself in opposition to the programme will be excluded from the organization for that very reason »; this is to follow directly after « to revise them as quickly as possible, and to draw up », and further:

« The parties which, having already changed their programme and joined the Third International, have nevertheless failed to fulfill that condition, should immediately convene a special congress in order to fulfill it. »

It is necessary to put this question concerning the conservative minorities of the Right in a very concrete form. But I have not heard the representatives of the French Socialists make any explicit statements that they were going to drive out of the Party Renaudel and his like.

Those voting against the new programme must leave the Party. The programme is not a matter of discipline. One accepts it or declines it. In the latter event, the comrade must leave the Party. The programme is binding for all of us. It is not a thing which is imposed only upon the revolutionary majority of the Party. All parties wishing to be admitted into the Third International must be pledged to it. It has been finally established to-day that wishing to join the Third International does not necessarily mean being accepted by it.

I am of the opinion that after this Congress the Executive Committee should be given the opportunity to see to it that the obligations imposed by the Third International be fulfilled. Until that period of organization is over the doors must be barred, and there should be no other road for admission than personal membership in the Communist Party of a certain country.

I propose that the condition drawn up by Comrade Lenin which had been withdrawn be re-introduced; that is, that the parties desiring to be admitted should have a certain proportion of Communists in the leading organs of the Party. I would rather have them all Communists.

It is imperative that we combat opportunism everywhere. But that task would be rendered very difficult if we should open the doors to admit those who had stood outside it at the moment when we are about to purify the ranks of the Third International.

In the name of the Left Wing of the Italian Socialist Party, I declare that we take upon ourselves to combat and banish opportunism in Italy, but we do not wish that this should be confined to Italy alone, for the opportunists driven out in Italy may join the Third International elsewhere. We declare that we must return to our respective countries following our joint work here, and we must close our ranks against the social traitors, and against all the saboteurs of the Communist Revolution.

CONDITIONS OF ADMISSION TO THE COMMUNIST INTERNATIONAL APPROVED BY THE SECOND COMINTERN CONGRESS

The first congress of the Communist International did not draw up any precise conditions for the admission of parties to the Third International. When the first congress was convened there were in the majority of countries only communist *trends* and *groups.*

The second congress of the Communist International is meeting in different circumstances. At the present time there are in most countries not only communist trends and tendencies, but communist *parties* and *organizations.*

Application for admission to the Communist International is now frequently made by parties and groups which up to a short time ago still belonged to the Second International, but which have not in fact become communist. The Second International has finally broken down. The in-between parties and the centrist groups, seeing the utter hopelessness of the Second International, are trying to find a support in the Communist International, which is growing steadily stronger. But in doing so they hope to retain enough « autonomy » to enable them to continue their former opportunist or « centrist » policy. The Communist International is becoming, to some extent, fashionable.

The desire of some leading « centrist » groups to join the Communist International indirectly confirms that it has won the sympathies of the overwhelming majority of the class-conscious workers of the entire world and that with every day it is becoming a more powerful force.

The Communist International is threatened by the danger of dilution by unstable and irresolute elements which have not yet completely discarded the ideology of the Second International.

Moreover, in some of the larger parties (Italy, Sweden, Norway, Yugoslavia, etc.) where the majority adhere to the communist standpoint, there still remains even today a reformist and social-pacifist wing which is only waiting a favourable moment to raise its head again and start active sabotage of the proletarian revolution and so help the bourgeoisie and the Second International.

No communist should forget the lessons of the Hungarian revolution. The Hungarian proletariat paid a high price for the fusion of the Hungarian communists with the so-called « left » social-democrats.

Consequently the second congress of the Communist International thinks it necessary to lay down quite precisely the conditions of admission

of new parties, and to point out to those parties which have already joined the duties imposed on them.

The second congress of the Communist International puts forward the following conditions of adherence to the Communist International:

1. *All propaganda and agitation* must be of a genuinely communist character and in conformity with the programme and decisions of the Communist International. The entire party press must be run by reliable communists who have proved their devotion to the cause of the proletariat. The dictatorship of the proletariat is to be treated not simply as a current formula learnt by rote; it must be advocated in a way which makes its necessity comprehensible to every ordinary working man and woman, every soldier and peasant, from the facts of their daily life, which must be systematically noted in our press and made use of every day.

The periodical press and other publications, and all party publishing houses, must be completely subordinated to the party presidium, regardless of whether the party as a whole is at the given moment legal or illegal. Publishing houses must not be allowed to abuse their independence and pursue a policy which is not wholly in accordance with the policy of the party.

In the columns of the press, at popular meetings, in the trade unions and co-operatives, wherever the adherents of the Communist International have an entry, it is necessary to denounce, systematically and unrelentingly, not only the bourgeoisie, but also their assistants, the reformists of all shades.

2. Every organization which wishes to join the Communist International must, in an orderly and planned fashion, remove reformists and centrists from all responsible positions in the workers' movement (party organizations, editorial boards, trade unions, parliamentary fractions, co-operatives, local government bodies) and replace them by tried communists, even if, particularly at the beginning, « experienced » opportunists have to be replaced by ordinary rank and file workers.

3. In practically every country of Europe and America the class struggle is entering the phase of civil war. In these circumstances communists can have no confidence in bourgeois legality. They are obliged everywhere to create a parallel illegal organization which at the decisive moment will help the party to do its duty to the revolution. In all those countries where, because of a state of siege or of emergency laws, communists are unable to do all their work legally, it is absolutely essential to combine legal and illegal work.

4. The obligation to spread communist ideas includes the special obligation to carry on systematic and energetic propaganda in the army. Where such agitation is prevented by emergency laws, it must be carried on illegally. Refusal to undertake such work would be tantamount to a dereliction of revolutionary duty and is incompatible with membership of the Communist International.

5. Systematic and well-planned agitation must be carried on in the countryside. The working class cannot consolidate its victory if it has not by its policy assured itself of the support of at least part of the rural proletariat and the poorest peasants, and of the neutrality of part of the rest of the rural population. At the present time communist work in rural areas is acquiring first-rate importance. It should be conducted primarily with the help of revolutionary communist urban and rural workers who have close connexions with the countryside. To neglect this work or to leave it in unreliable semi-reformist hands, is tantamount to renouncing the proletarian revolution.

6. Every party which wishes to join the Communist International is obliged to expose not only avowed social-patriotism, but also the insincerity and hypocrisy of social-pacifism ; to bring home to the workers systematically that without the revolutionary overthrow of capitalism no international court of arbitration, no agreement to limit armaments, no « democratic » reorganization of the League of Nations, will be able to prevent new imperialist wars.

7. Parties which wish to join the Communist International are obliged to recognize the necessity for a complete and absolute break with reformism and with the policy of the « centre », and to advocate this break as widely as possible among their members. Without that no consistent communist policy is possible.

The Communist International demands unconditionally and categorically that this break be effected as quickly as possible. The Communist International is unable to agree that notorious opportunists, such as Turati, Modigliani, Kautsky, Hilferding, Hilquit, Longuet, MacDonald, etc., shall have the right to appear as members of the Communist International. That could only lead to the Communist International becoming in many respects similar to the Second International, which has gone to pieces.

8. A particularly explicit and clear attitude on the question of the colonies and the oppressed peoples is necessary for the parties in those countries where the bourgeoisie possess colonies and oppress other nations. Every party which wishes to join the Communist International is obliged to expose the tricks and dodges of « its » imperialists in the colonies, to support every colonial liberation movement not merely in words but in deeds, to demand the expulsion of their own imperialists from these colonies, to inculcate among the workers of their country a genuinely fraternal attitude to the working people of the colonies and the oppressed nations, and to carry on systematic agitation among the troops of their country against any oppression of the colonial peoples.

9. Every party which wishes to join the Communist International must carry on systematic and persistent communist activity inside the trade unions, the workers' councils and factory committees, the co-operatives, and other mass workers' organizations. Within these organizations communist cells must be organized which shall by persistent and unflagging

work win the trade unions, etc., for the communist cause. In their daily work the cells must everywhere expose the treachery of the social-patriots and the instability of the « centre ». The communist cells must be completely subordinate to the party as a whole.

10. Every party belonging to the Communist International is obliged to wage an unyielding struggle against the Amsterdam « International » of the yellow trade unions. It must conduct the most vigorous propaganda among trade unionists for the necessity of a break with the yellow Amsterdam International. It must do all it can to support the international association of red trade unions, adhering to the Communist International, which is being formed.

11. Parties which wish to join the Communist International are obliged to review the personnel of their parliamentary fractions and remove all unreliable elements, to make these fractions not only verbally but in fact subordinate to the party presidium, requiring of each individual communist member of parliament that he subordinate his entire activity to the interests of genuinely revolutionary propaganda and agitation.

12. Parties belonging to the Communist International must be based on the principle of *democratic centralism.* In the present epoch of acute civil war the communist party will be able to fulfil its duty only if its organization is as centralized as possible, if iron discipline prevails, and if the party centre, upheld by the confidence of the party membership, has strength and authority and is equipped with the most comprehensive powers.

13. Communist parties in those countries where communists carry on their work legally must from time to time undertake cleansing (re-registration) of the membership of the party in order to get rid of any petty-bourgeois elements which have crept in.

14. Every party which wishes to join the Communist International is obliged to give unconditional support to any Soviet republic in its struggle against counter-revolutionary forces. Communist parties must carry on unambiguous propaganda to prevent the dispatch of munitions transports to the enemies of the Soviet republics ; they must also carry on propaganda by every means, legal or illegal, among the troops sent to strangle workers' republics.

15. Parties which still retain their old social-democratic programmes are obliged to revise them as quickly as possible, and to draw up, in accordance with the special conditions of their country, a new communist programme in conformity with the decisions of the Communist International. As a rule the programme of every party belonging to the Communist International must be ratified by the regular congress of the Communist International or by the Executive Committee. Should the programme of a party not be ratified by the ECCI, the party concerned has the right to appeal to the congress of the Communist International.

16. All the decisions of the congresses of the Communist International, as well as the decisions of its Executive Committee, are binding on all parties belonging to the Communist International. The Communist International, working in conditions of acute civil war, must be far more centralized in its structure than was the Second International. Consideration must of course be given by the Communist International and its Executive Committee in all their activities to the varying conditions in which the individual parties have to fight and work, and they must take decisions of general validity only when such decisions are possible.

17. In this connexion, all parties which wish to join the Communist International must change their names. Every party which wishes to join the Communist International must be called : *Communist* party of such and such a country (section of the Communist International). This question of name is not merely a formal matter, but essentially a political question of great importance. The Communist International has declared war on the entire bourgeois world and on all yellow social-democratic parties. The difference between the communist parties and the old official « social-democratic » or « socialist » parties, which have betrayed the banner of the working class, must be brought home to every ordinary worker.

18. All leading party press organs in all countries are obliged to publish all important official documents of the Executive Committee of the Communist International.

19. All parties belonging to the Communist International and those which have applied for admission, are obliged to convene an extraordinary congress as soon as possible, and in any case not later than four months after the second congress of the Communist International, to examine all these conditions of admission. In this connexion all party centres must see that the decisions of the second congress of the Communist International are made known to all local organizations.

20. Those parties which now wish to join the Communist International, but which have not radically changed their former tactics, must see to it that, before entering the Communist International, not less than two-thirds of the members of their central committee and of all their leading central bodies consist of comrades who publicly and unambiguously advocated the entry of their party into the Communist International before its second congress. Exceptions can be made with the consent of the Executive Committee of the Communist International. The ECCI also has the right to make exceptions in the case of representatives of the centre mentioned in paragraph 7.

21. Those members of the party who reject in principle the conditions and theses put forward by the Communist International are to be expelled from the party.

The same applies in particular to delegates to the extraordinary congresses.

Les développements de la concentration capitaliste

Dans le premier chapitre de son essai sur *L'impérialisme,* Lénine illustre la loi marxiste de la concentration capitaliste à l'aide de données statistiques de l'époque. Il cite en particulier les chiffres qui lui sont fournis pour l'année 1909 par l'annuaire statistique des Etats-Unis (1) : 3.060 grosses entreprises industrielles (sur 268.491 au total, soit 1,1 % des entreprises) emploient 2 millions d'ouvriers (sur 6,6 millions, soit 30,5 %) et ont un chiffre de production de 9 milliards de dollars (sur 20,7 milliards), soit 43,8 % de la production totale. Et Lénine de s'exclamer : *« Près de la moitié de la production totale du pays est fournie par* un centième *de l'ensemble des entreprises ! ».*

Si nous consultons en 1974 — après combien de lois anti-trusts, de commissions anti-monopoles, de poursuites intentées par le Ministère de la Justice, etc. — le classement des compagnies industrielles américaines d'après leur chiffre d'affaires publié par la revue américaine *Fortune* (mai 1974), nous obtenons les données suivantes : les 500 premières compagnies ont réalisé en 1973 un chiffre d'affaires combiné total de 667 milliards de dollars, représentant 65 % des ventes de l'ensemble des compagnies industrielles américaines (un peu plus de 1.000 milliards de dollars), en employant 15.531.000 salariés, soit 76 % de la force de travail de l'industrie, et en empochant 38 milliards de dollars, soit 79 % des bénéfices déclarés. Si nous prenons seulement les 200 premières sociétés, nous arrivons à un chiffre d'affaires combiné d'environ 533 milliards de dollars, soit 52 % des ventes de l'ensemble des compagnies industrielles. L'annuaire statistique des Etats-Unis nous apprend par ailleurs qu'il y avait en 1973 aux Etats-Unis environ 200.000 entreprises industrielles, entreprises artisanales non comprises (ce qui montre que la concentration n'implique pas la *disparition* des entreprises petites et moyennes, qui *renaissent continuellement* dans l'ambiance des rapports marchands). La formule de Lénine est donc devenue quelques 65 ans plus tard, alors que dans l'intervalle la valeur de la production industrielle des Etats-Unis a été *multipliée par 50 : « Plus de la moitié de la production industrielle totale du pays est fournie par* un millième *de l'ensemble des entreprises ! ».*

(1) *Statistical Abstract of the United States,* 1912.

Ce mouvement de concentration n'est pas l'apanage de l'impérialisme américain. En Allemagne en 1970, les 245 plus grosses entreprises industrielles (sur 45.000 environ, soit 0,55 %) employaient environ 2.700.000 salariés, soit 32 % de la force de travail industrielle ; elles ont réalisé un chiffre d'affaires de 232 milliards de deutschemarks, soit 40 % du chiffre d'affaires total de l'industrie (2). En Grande-Bretagne, selon une étude du *National Institute of Economic and Social Research*, la part des 100 premières sociétés dans la production industrielle du pays est passée de 15 % en 1910 à 50 % en 1970 (3). Au Japon en 1971, les 358 entreprises principales de l'industrie manufacturière (sur 275.000 compagnies en tout, soit 1,3 %) représentaient un chiffre d'affaires combiné de 29.380 milliards de yens (sur un total de 80.300 milliards de yens), soit 37 % du chiffre d'affaires total (4). En France, d'après l'INSEE, les 235 plus grosses entreprises industrielles, soit 0,5 % du nombre total des entreprises industrielles de plus de 5 salariés, employaient en 1970 38,6 % des effectifs totaux et réalisaient 45 % du chiffre d'affaires total (5). En résumé :

U.S.A. :	200 entreprises fournissent 52 % de la production industrielle
Allemagne :	245 entreprises fournissent 40 % de la production industrielle
Grande-Bretagne :	100 entreprises fournissent 50 % de la production industrielle
Japon :	358 entreprises fournissent 37 % de la production industrielle
France :	235 entreprises fournissent 45 % de la production industrielle

Outre le classement des 500 premières compagnies industrielles américaines, la revue *Fortune* a publié dans son numéro d'août 1974 un classement par chiffre d'affaires des 300 premières sociétés non-américaines (à l'exclusion — pour le moment... — des trusts russes et « socialistes » en général). En combinant ces deux classements, on arrive au résultat suivant : les deux cents premières entreprises industrielles (6) de la sphère capitaliste « occidentale » ont réalisé en 1973 un chiffre d'affaires combiné total d'environ 750 milliards de dollars ; à titre de comparaison, la somme des P.N.B. des 6 principaux pays capitalistes occidentaux — dont plus de 90 % de ces sociétés sont originaires — était en 1973 de l'ordre de 2.400 milliards de dollars. On voit qu'infiniment plus encore qu'à l'époque de Lénine, une poignée d'entreprises capitalistes géantes dominent la production mondiale — sans pour autant que la foule des entreprises petites et moyennes qui renaissent constamment des rapports marchands aient disparu, ni qu'on ait abouti à un seul trust géant (possible *dans l'abstrait*, mais pas dans la réalité antagonique des rapports capitalistes) qui régirait toute la planète.

---

(2) Chiffres tirés du *Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland*, 1973.

(3) *Financial Times*, 19-4-1972. Une estimation légèrement inférieure, mais très proche si l'on tient compte du mouvement de concentration de l'industrie britannique qui s'est poursuivi en 1968, 1969 et 1970, attribuait 42 % de la production aux 100 principales sociétés en 1968 (« The Concentration of British Manufacturing », *Lloyds Bank Review*, octobre 1974).

(4) Chiffres tirés du *Japan Statistical Yearbook*, 1973.

(5) *Economie et Statistique* n° 53, février 1974.

(6) Le classement de *Fortune* exclut, aussi bien pour les Etats-Unis que pour les autres pays, les entreprises industrielles de *service public :* par exemple l'*American Telephone and Telegraph* et les compagnies d'électricité aux Etats-Unis, l'EdF et les PTT en France, etc. Le degré de concentration réel est donc supérieur à ce qui est suggéré par les chiffres cités.

Avant d'introduire des données supplémentaires sur la concentration, arrêtons-nous sur les 200 premières sociétés mondiales : l'examen de la part de chaque pays dans cette poignée de sociétés géantes est riche d'indications sur les rapports de force entre les principaux pays impérialistes, et surtout sur *l'évolution* de ces rapports. Pour cela, on peut se reporter aux mêmes classements de *Fortune* pour l'année 1964, et établir pour les années 1964 et 1973 quatre classements :

— celui des 10 premières entreprises mondiales,

— celui des 50 premières,

— celui des 100 premières,

— celui des 200 premières.

Pour les 10 premières entreprises mondiales la situation n'a pas changé entre 1964 et 1973 : huit sont toujours américaines *(General Motors, Exxon, Ford, Chrysler, General Electric, Texaco, Mobil Oil, I.B.M.)* et deux anglo-hollandaises *(Royal Dutch-Shell* et *Unilever)*. Mais le classement des 50, 100 et 200 premières entreprises mondiales permet de voir l'évolution plus en profondeur, comme le montre le tableau ci-dessous.

Dans chaque catégorie, les Etats-Unis sont toujours de loin en tête, en 1973 comme en 1964. Mais la toute-puissance de leur suprématie économique tend à diminuer : alors qu'ils avaient en 1964 38 des cinquante premières entreprises industrielles mondiales, ils n'en ont plus que 24 en 1973 ; alors qu'ils avaient 66 des cent premières, ils n'en ont plus que 49, alors qu'ils avaient 119

ORIGINE DES 50, 100, 200 PREMIERES SOCIETES MONDIALES

	50 premières		100 premières		200 premières	
	1964	1973	1964	1973	1964	1973
U.S.A.	38	24	66	49	119	107
Grande-Bretagne	5	5	11	9	20	18
Allemagne	5	8	12	12	18	19
Japon	0	6	3	11	12	23
France	0	2	4	9	10	13
Italie	1	3	1	3	6	4

Source : calculs effectués d'après les données publiées dans *Fortune*, juillet et août 1965, mai et août 1974. Les chiffres donnés pour la Grande-Bretagne incluent en fait deux sociétés à capital anglo-hollandais *(Royal-Dutch-Shell* et *Unilever)* et un groupe anglo-italien *(Dunlop-Pirelli*, formé en 1971, et qui fait partie en 1973 des 100 premières). Il est important de remarquer qu'*aucune* des sociétés non-américaines prises en compte pour le classement n'est filiale d'une société américaine ou étrangère en général ; à l'inverse, une société américaine du classement (la *Shell* américaine, 33e mondiale en 1973) est filiale d'un groupe non-américain.

des deux cents premières, ils n'en ont plus que 107. On remarque que le recul est un peu moins sensible pour les 200 premières sociétés que pour les 50 premières ; au-delà de 200 sociétés (c'est-à-dire pour les 300, 400, etc. premières mondiales) la part des sociétés américaines tend à rester stable, entre 50 et 55 % en 1973. La tendance importante est que les sociétés américaines reculent lentement mais inéluctablement pour faire de plus en plus de place à leurs concurrentes étrangères, au premier rang desquelles les sociétés allemandes et surtout japonaises : ces dernières ont déjà 6 représentantes dans les 50 premières mondiales alors qu'elles n'en avaient *aucune* en 1964, et elles ont doublé leur part dans les 200 premières. Ces données confirment les tendances que d'autres indicateurs avaient déjà mis en évidence dans les rapports sur le cours de l'impérialisme mondial.

La cartellisation de l'industrie

Arrivée à un tel degré, poursuivait Lénine, la concentration mène directement au monopole et à la cartellisation. En effet, lorsque quelques entreprises ou quelques dizaines d'entreprises géantes dominent une branche industrielle, elles ont les moyens d'empêcher les « nouveaux venus » capitalistes d'entrer dans la branche, ou les entreprises plus petites de prendre trop d'importance, supprimant ainsi non pas la concurrence mais la « libre » concurrence ; elles peuvent aussi conclure des accords entre elles pour se partager un marché, éviter la concurrence par les prix, ou augmenter simultanément leurs prix pour accroître leurs bénéfices. L'exemple de deux branches industrielles importantes, la chimie et la sidérurgie, est éloquent à cet égard.

Chimie. Un peu plus d'une quinzaine de compagnies dominent le marché mondial avec des chiffres d'affaires supérieurs à 2 milliards de dollars en 1973 (7). Ce sont, par ordre de chiffre d'affaires (en milliards de dollars) :

Hoechst (All.)	5,6	*Rhône-Poulenc* (Fr.)	3,3
B.A.S.F. (All.)	5,4	*Dow* (U.S.A.)	3,0
I.C.I. (G.B.)	5,3	*W.R. Grace* (U.S.A.)	2,8
Du Pont (U.S.A.)	5,2	*Ciba-Geigy* (Suisse)	2,6
Bayer (All.)	4,6	*Monsanto* (U.S.A.)	2,6
Montedison (Ital.)	4,4	*Mitsubishi* (Jap.)	2,3
Union Carbide (U.S.A.)	3,9	*Courtaulds* (G.B.)	2,3
Péchiney-Ugine-Kuhlmann (Fr).	3,6	*Asahi Chemical* (Jap.)	2,2
Akzo (Holl.)	3,4		

En 1969, l'organisme de la Commission Economique Européenne chargé de la « lutte contre les monopoles » a infligé deux amendes de 500.000 dollars à deux groupes de sociétés : « *Le premier comportait six firmes distribuant de la quinine, produit utilisé pour de nombreux médicaments. Ces dernières s'étaient concertées à plusieurs reprises pour faire monter les prix dans le Marché Com-*

(7) Données tirées de *Fortune*, mai et août 1974.

mun. La deuxième amende était encore plus spectaculaire puisqu'elle sanctionnait dix firmes chimiques européennes — et pas des moindres — accusées d'avoir fait monter de la même manière le prix des produits colorants [aniline en particulier] » (8).

500.000 dollars d'amende infligés à *dix* entreprises (soit 50.000 dollars par entreprise, c'est-à-dire moins de 250.000 francs !) pour un cartel qui a dû leur rapporter *plusieurs millions de dollars* de bénéfices supplémentaires chacune, c'est un véritable encouragement à continuer ! Rien d'étonnant à ce que trois ans plus tard, en 1972, on ait appris que le « cartel de l'aniline » a continué ses activités et « *...fait l'objet d'une nouvelle enquête de la commission des Communautés européennes* » (9).

Pendant qu'elles étaient poursuivies pour des ententes sur les produits pharmaceutiques ou les colorants, les même grosses sociétés chimiques constituaient un cartel dans le secteur des fibres textiles (nylon, etc.). En 1972, l'Office des cartels allemand dénonçait les filiales allemandes de *Akzo, Rhône-Poulenc, Bayer, Hoechst, BASF* et *Lonza,* pour « *s'être entendues sur les prix sur le marché intérieur, avoir passé des accords avec les compagnies japonaises pour écarter la concurrence japonaise* [...] *et avoir passé des accords de partage du marché avec d'autres compagnies européennes* » (10). En fait les mêmes compagnies plus les sociétés italiennes *Montecatini-Edison* et *Snia Viscosa* (cette dernière a été absorbée depuis... par la précédente) avaient « officiellement » demandé peu de temps auparavant à la CEE l'autorisation de former un cartel pour les fibres synthétiques (11), en raison de l'effondrement des cours mondiaux dû au surinvestissement et à la surproduction dans la branche — un bel exemple d'*anarchie* capitaliste à laquelle succède une certaine *régulation* à l'intérieur d'une branche par les trusts capitalistes.

Pour éviter d'autre part les cartels trop visibles ou trop provocants, les sociétés concurrentes de la branche procèdent régulièrement à ce qu'elles appellent pudiquement des « échanges d'information » : « *En Grande-Bretagne, par exemple,* I.C.I., Shell *et* BP Chemicals *échangent déjà des informations sur le marché de l'éthylène (le plus important produit intermédiaire dans la pétrochimie), ainsi que des données sur leurs capacités de production existantes et prévues. Dans les engrais chimiques,* I.C.I., Shell *et* Fisons *sont récemment arrivés à un accord pour faire la même chose. Dans les deux cas, le ministère du Commerce et de l'Industrie a été informé et n'a pas soulevé d'objections* » (12). Les producteurs européens de fibres synthétiques « *échangent depuis deux ans des informations statistiques par l'intermédiaire du Comité international de la rayonne et des fibres synthétiques, qui est en fait l'association mondiale de la branche. Tous les six mois, les membres reçoivent une série de statistiques sur la demande et, ce qui est significatif, sur les capacités de production existantes et prévues.* [*Dans l'industrie chimique*] *environ vingt bureaux internationaux techniques opèrent depuis Bruxelles en publiant des statistiques biannuelles sur tel produit ou groupe de produits en utilisant les données fournies par les fabricants, qui ont tous adhéré volontairement* » (13).

---

(8) Service d'information des Communautés européennes, 30 *jours d'Europe,* février 1973.

(9) *Le Monde,* 27-9-1972.

(10) *The Economist,* 8-4-1972.

(11) *The Economist,* 13-11-1971.

(12) *Financial Times,* 16-2-1972.

(13) *Financial Times,* 10-4-1972.

On en arrive ainsi progressivement, en multipliant les accords de prix, les répartitions de marché, les « échanges d'informations », etc., à une véritable cartellisation de la branche (qui n'empêche pas que la concurrence puisse subsister pour certains produits) par une poignée de grosses sociétés, avec le plus souvent l'accord tacite des Etats — à moins que les « abus » par rapport aux lois capitalistes de répartition de la plus-value soient trop flagrants ou mettent en cause *d'autres* intérêts capitalistes puissants...

Sidérurgie. Une vingtaine de sociétés dominent le marché mondial. Ce sont, par ordre de chiffre d'affaires (en milliards de dollars) en 1973 :

Nippon Steel (Jap.)	7,6	*ARBED* (Lux.)	2,8
U.S. Steel (USA)	6,9	*ESTEL* (Holl.)	2,8
British Steel (G.B.)	4,2	*Armco Steel* (USA)	2,3
Thyssen (All.)	4,2	*National Steel* (USA)	2,1
Bethlehem Steel (USA)	4,1	*Republic Steel* (USA)	2,0
Nippon Kokan (Jap.)	3,6	*Italsider* (Ital.)	1,8
Sumimoto Metal (Jap.)	3,1	*Inland Steel* (USA)	1,8
Kobe Steel (Jap.)	3,0	*Usinor* (Fr.)	1,8
Kawasaki Steel (Jap.)	2,9	*Rheinstahl* (All.)	1,6
Krupp (All.)	2,9	*Sacilor* (Fr.)	1,5

Dans ce secteur, les ententes semblent être la règle, ainsi qu'il ressort de ce qu'écrivait voici quelques années le *Times* de Londres :

« Dans de nombreux pays, les industriels qui utilisent certains produits spéciaux des aciéries ont de plus en plus l'impression qu'ils sont rançonnés par des cartels internationaux [...]. *Il est probable que, devant l'indignation croissante des utilisateurs, plus d'un gouvernement sera obligé d'intervenir avant longtemps* [...]. *Les plus importants producteurs de fer-blanc de Grande-Bretagne... ont des contacts périodiques avec leurs homologues du continent. Il ne fait aucun doute que le partage des marchés se pratique* [...]. *Les deux producteurs britanniques de tubes d'acier de gros diamètre... participent à un accord avec des producteurs de tubes de plusieurs pays. On croit savoir que les producteurs français, allemands, belges et japonais font tous partie d'un cartel international visant à « régulariser » les prix et la fourniture de tubes de gros diamètres* [...]. *Le monde de l'acier est actuellement séparé en deux. D'un côté se trouvent les producteurs fournissant les produits sidérurgiques courants, gravement gênés par la surproduction mondiale et obligés d'exporter à des prix très bas. De l'autre côté figurent les producteurs d'aciers spéciaux et de certains produits sidérurgiques particulier, qui agissent de concert pour maintenir les prix à un niveau élevé »* (14).

Plus récemment, *The Economist* confirmait l'existence d'un cartel pour les tubes d'acier : *« Sur le marché des tubes d'acier* [...] *des rencontres discrètes ont eu lieu à Dusseldorf* [...]. *Y participaient la compagnie allemande* Mannesman, *des compagnies françaises et italiennes, la* British Steel Corporation *nationalisée, ainsi que* Nippon Steel, Nippon Kokan, Kawasaki *et* Sumimoto » (15).

(14) *The Times*, 11-10-1966.

(15) *The Economist*, 6-3-1971.

Fin 1971 et début 1972, les sidérurgistes japonais acceptaient « volontairement » de limiter leurs exportations vers les Etats-Unis, puis vers les pays de la CEE et la Grande-Bretagne, et formaient avec la bénédiction du MITI un cartel à l'exportation pour se répartir les marchés (16) ; d'autre part, les 6 premières compagnies sidérurgiques japonaises formaient — toujours avec l'accord des autorités — un « cartel anti-récession » : « *Comme on pouvait s'y attendre,* écrit le *Financial Times, les prix de certains produits sidérurgiques ont augmenté de 20 à 30 dollars par tonne sur le marché intérieur japonais. L'industrie s'attend à une hausse moyenne des prix de 6 à 10 dollars la tonne d'ici la fin de l'année* » (17). Simultanément, les sidérurgistes européens et britanniques « acceptaient » de limiter leurs exportations vers les Etats-Unis — ce qui implique un accord de répartition entre eux (18). Au même moment, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* rapportait des « rumeurs » sur un accord entre les producteurs des six pays européens et de la Grande-Bretagne conclu en décembre 1971 à Paris et comportant notamment les clauses suivantes :

> « — *Des prix minimaux à l'exportation — supérieurs de 10 dollars par tonne, en moyenne, à ceux pratiqués courant novembre — auraient été fixés par produits.*
>
> — *Chacun des 7 pays — et à l'intérieur de ceux-ci chaque entreprise de production — se serait vu attribuer des contingents d'exportation.*
>
> — *De fortes « amendes » seraient prévues non seulement en cas de « sous-cotation » mais pour chaque dépassement des « contingents » fixés* » (19).

On voit ainsi qu'à coup d'accords successifs un véritable cartel mondial de l'acier et des produits sidérurgiques tend progressivement à se créer entre les sociétés géantes qui dominent le marché mondial (sans pour autant supprimer totalement la concurrence par les prix pour certains produits).

Ces deux exemples montrent comment dans des branches où le capital est très concentré et où une poignée d'entreprises dominent la production, ces entreprises s'entendent entre elles pour supprimer la « libre » concurrence, instituer *une certaine régulation* de la production et mettre fin, comme le prévoyait Engels, à la *planlosigkeit,* à l'absence de plan. Comme nous le verrons plus loin, l'anarchie capitaliste chassée *dans une certaine mesure* de la branche ne fera que réapparaître de plus belle à un niveau plus élevé.

---

(16) Voir *Financial Times,* 1-9-1971, 9-12-1971 et 26-5-1972.

(17) *Financial Times,* 19-1-1972. Rappelons qu'au Japon les cartels sont pratiquement une institution d'Etat :

« *La concentration croissante de l'industrie japonaise a conduit les autorités à procéder à plusieurs reprises à la constitution de cartels, c'est-à-dire à protéger de la concurrence certains secteurs de la production. Actuellement, les cartels sont autorisés dans six cas :* 1) *industrie sous le contrôle du gouvernement (MITI) : transports, énergie électrique, assurances ;* 2) *groupement des petites entreprises en coopératives en vue d'une aide mutuelle ;* 3) *dépression ou prévention d'une compétition excessive ;* 4) *rationalisation ;* 5) *commerce extérieur ;* 6) *entreprises petites et moyennes* » (« Fusions et concentration au Japon », *Notes et études documentaires* n° 3724, *La Documentation française,* 1970).

(18) Voir *Le Monde,* 5-5-1972.

(19) Cité par *Les Echos,* 10-1-1972.

En s'entendant entre elles, ces entreprises ne font qu'obéir à la tendance *normale* et *inéluctable* de *tout* capital (qui est aux antipodes des rêves petits-bourgeois d'un capital « honnête » qui pourrait se contenter d'un profit « raisonnable ») : augmenter leur profit au maximum. Pour y parvenir, elles fixent « arbitrairement » les prix de leurs produits *au-dessus* de leur prix de production, c'est-à-dire de leur coût de production augmenté du profit calculé au taux *moyen*. Grâce à la suppression de la « libre concurrence », elles peuvent échapper à la péréquation entre l'ensemble des capitaux composant le capital social de la plus-value globale extorquée à la classe ouvrière, qui s'effectue précisément, comme Marx le montre dans le Livre III du *Capital*, par le mécanisme de la *formation des prix*. En procédant de la sorte, elles ne créent aucune valeur supplémentaire, elles ne font que « voler » aux capitaux concurrents une part de la plus-value qui aurait dû leur revenir d'après les « justes » lois de la répartition du butin entre exploiteurs. D'où les hauts cris des concurrents qui se sentent « rançonnés » (dans nos exemples, les industriels utilisateurs d'aciers spéciaux ou de certains produits chimiques). L'anarchie capitaliste n'a disparu de l'intérieur de la branche que pour aggraver la concurrence entre les différentes branches pour l'appropriation de la plus-value globale. Lorsque les abus sont trop flagrants ou les intérêts menacés trop importants, le comité d'affaires de la classe capitaliste doit intervenir pour maintenir un peu d'ordre et essayer de faire respecter la « loi du milieu », ou au moins pour prendre quelques mesures de nature à apaiser la colère des capitalistes « rançonnés ». Mais comme même à l'intérieur de la classe capitaliste cet Etat n'est pas en mesure d'appliquer une « justice » véritablement équitable pour *tous* les capitalistes puisqu'il est aux mains des groupes financiers les plus importants et défend avant tout *leurs* intérêts, comme ces groupes financiers sont généralement ceux-là même qui sont derrière les cartels d'industries, comme enfin la concentration et le monopole sont une *loi de fer* du développement de la production capitaliste, l'efficacité des mesures « anti-trusts » est généralement minime, et elle ne peuvent en définitive — l'histoire des monopoles américains ou japonais est là pour en témoigner — empêcher les monopoles et les cartels de se renforcer ou de renaître (19 *bis*).

Le résultat est le même lorsque les membres du cartel, au lieu de fixer directement des prix élevés pour leurs produits, se contentent de se partager les marchés, ou de limiter leur production, ou même simplement de coordonner leurs investissements : l'effet de toutes ces mesures est d'empêcher la libre concurrence, donc d'empêcher la formation « normale » du prix capitaliste et de faire échec au mécanisme de péréquation du profit entre les capitalistes de manière à attribuer à la branche un taux de profit supérieur au taux moyen ; elles aboutissent toutes indirectement à fixer pour les produits de la branche des prix « artificiellement » élevés, qui « contiennent » un profit supérieur au profit moyen.

(19 *bis*) C'est ce que reconnaissait encore tout récemment le *Financial Times* : « *Une fois qu'une industrie est devenue un oligopole, avec seulement deux ou trois grosses firmes réalisant le gros des affaires, il est presque inévitable que les forces de la concurrence, en particulier de la concurrence par les prix, soient affaiblies* ». L'auteur montre en particulier comment est tournée la loi anglaise de 1956 qui interdit en principe les accords de prix et le partage des marchés : « *Une de ces méthodes est la « fixation parallèle des prix » : les trois ou quatre compagnies qui dominent le marché modifient leurs prix d'un montant en gros égal à peu près en même temps. Cela n'a rien d'illégal, mais comme l'a remarqué la commission des monopoles, cela peut [!?] avoir pour effet de maintenir les coûts, les prix et les profits à un niveau plus élevé que si des conditions plus concurrentielles régnaient* » (18-12-1974).

Lorsque de telles pratiques se généralisent de branche à branche — ce qui est un des procédés dont les capitaux individuels disposent dans les branches très concentrées pour réagir à la baisse du taux de profit qui les tenaille à la longue de plus en plus — elles provoquent une hausse généralisée de l'ensemble des prix. L'anarchie capitaliste n'aura été chassée de la branche que pour réapparaître à un niveau plus élevé, sur une échelle beaucoup plus vaste, et avec un virulence qui affaiblit dangereusement l'un des piliers des rapports marchands et capitalistes, la *monnaie.*

Ce que l'on peut connaître des pratiques monopolistes — et qui n'est sans doute que la toute petite partie apparente de l'iceberg — montre qu'avec la concentration croissante le phénomène est loin de se limiter à quelques branches d'exception. Relevons brièvement quelques monopoles ou cartels connus en plus des exemples donnés plus haut :

Pétrole : on sait que le fameux cartel du pétrole constitué de 7 sociétés anglo-américaines géantes *(Exxon, Royal Dutch-Shell, B.P., Texaco, Gulf Oil, Socal, Mobil Oil)* domine depuis 1928 le marché mondial ; ces 7 *majors* (à la discipline desquelles se plient quelques dizaines de sociétés plus petites) contrôlaient en 1973 50 % de la production mondiale URSS comprise (20). En dessous de ce cartel mondial, doublé depuis peu par le cartel des Etats producteurs, existent des accords de répartition des marchés pays par pays : ainsi au Japon douze sociétés pétrolières ont été récemment accusées d'entente illicite : elles « *s'étaient entendues à cinq reprises en 1973 pour augmenter les prix des produits pétroliers en formant des cartels secrets* » (21). En France, le récent rapport d'enquête parlementaire aboutissait à des conclusions identiques (22).

Aluminium : le marché mondial est dominé par un cartel comprenant 6 sociétés occidentales *(Alcoa, Alcan, Reynolds, Kaiser, Péchiney, Alusuisse,* qui contrôlaient au début des années 1970 environ 53 % de la capacité de production mondiale) et l'Etat russe qui contrôle 15 % de la production et se comporte sur le marché mondial comme le 7e membre du cartel, en respectant sa discipline de prix qui joue toujours à la hausse (23).

Nickel : le marché mondial est également dominé par un cartel composé de 6 sociétés occidentales *(International Nickel,* qui contrôle à lui seul plus 40 % de la production mondiale, *Falconbridge, Sheritt Gordon, Hanna Mining, Le Nickel),* qui contrôlent environ 69 % de la production mondiale, de l'Etat russe et de l'Etat cubain qui respectent là aussi les prix édictés par le cartel. Au total, 8 producteurs contrôlent 98,5 % de la production mondiale (24).

Sucre : la commission de la CEE a pris en 1972 des sanctions contre une dizaine de compagnies européennes, notamment *Sucre et denrée* et *Béghin* (France), *Tirlemont* (Belgique), *Eridiana* (Italie) : « *Ces firmes se sont réparti les marchés en renonçant à se faire concurrence. Elles ont procédé à des*

---

(20) Calculé d'après *B.P. Statistical Review of World Oil Industry,* 1973.

(21) *Le Monde,* 30-5-1974.

(22) Voir notamment *Le Monde,* 8-11-1974.

(23) Chiffres de 1969, calculés d'après les données publiées dans le *U.S. Minerals Yearbook,* 1969 et l'*Annuaire Minerais et Métaux,* 1970.

(24) Chiffres de 1969, calculés d'après les données publiées dans *Le Figaro,* 28-11-1970 et l'*Annuaire Minerais et Métaux,* 1970.

accords secrets en matière de prix: pas question de fournir du sucre à un autre pays à un prix inférieur à celui qui y était pratiqué par les entreprises nationales, etc. » (25).

Emballages métalliques et boîtes de conserve: une société américaine, *Continental Can,* domine les marchés américain (avec *American Can)* et européen.

Ordinateurs: la société américaine géante *I.B.M.* détient à elle seule plus de 70 % du marché occidental.

Transports aériens: une association internationale, l'*IATA,* réglemente les tarifs pour empêcher la concurrence par les prix entre compagnies.

Cette liste est loin d'être limitative: ainsi la CEE parlait en 1972 des « *liaisons oligopolistiques ou semi-oligopolistiques dont on peut soupçonner l'existence dans les domaines des tubes d'acier, des voitures et des camions, des transformateurs à haut voltage, des moteurs d'avions, des pneus, de la margarine, de la pâte à papier, des aliments surgelés et de la bière* » (26).

La centralisation financière

Comme Marx le montre dans le *Capital,* le mouvement de *concentration* (menant par le jeu de l'accumulation à la création d'entreprises géantes qui tendent elles-mêmes à former des cartels) se double, à partir d'un certain degré de développement, d'un mouvement de *centralisation* du capital:

« *A un certain point du progrès économique, ce morcellement du capital social en une multitude de capitaux individuels, ou le mouvement de répulsion de ses parties intégrantes, vient à être contrarié par le mouvement opposé de leur attraction mutuelle. Ce n'est plus la concentration qui se confond avec l'accumulation, mais bien un procès foncièrement distinct, c'est l'attraction qui réunit différents foyer d'accumulation et de concentration, la concentration de capitaux déjà formés, la fusion d'un nombre supérieur de capitaux en un nombre moindre, en un mot la* centralisation *proprement dite* » (27).

L'une des formes de cette centralisation du capital est la *fusion* ou l'*absorption* d'entreprises capitalistes, par un mécanisme qui est différent de celui de la concentration proprement dite au sens où l'entend Marx (c'est-à-dire celui d'*accumulation),* mais dont les résultats vont dans le même sens, celui de la formation d'entreprises capitalistes toujours plus gigantesques. A l'époque impérialiste, qui voit le capital industriel fusionner intimement avec le capital bancaire pour former ce qu'Hilferding a appelé le *capital financier,* une autre forme de centralisation du capital prend une très grande importance: c'est la *centralisation financière* qui, par le jeu des participations en chaîne dans les sociétés anonymes, fait dépendre d'un centre unique un groupe d'entreprises capitalistes en activité dans des branches différentes et formellement autonomes les unes par rapport aux autres.

---

(25) 30 *Jours d'Europe,* janvier 1973.

(26) *Le Figaro,* 19-2-1972.

(27) *Le Capital,* Livre I, Ed. Sociales III, 67.

Lorsque le capital productif a lui-même atteint un haut degré de concentration avec la formation d'entreprises géantes, la centralisation financière qui relie ces entreprises entre elles aboutit dans chaque pays capitaliste avancé à la domination de toute la vie économique par une poignée de groupes financiers et industriels géants qui se soumettent étroitement l'appareil d'Etat, lequel intervient à son tour de plus en plus dans tous les domaines de la vie économique. Voyons quelques exemples.

Etats-Unis. Nous avons vu que sur les 200 premières sociétés mondiales en 1973, 107 étaient américaines (106 en fait si l'on retire la *Shell Oil* américaine). Loin d'être indépendantes les unes des autres, ces sociétés sont en fait reliées les unes aux autres par le réseau d'une gigantesque toile d'araignée financière, au centre de laquelle se trouvent 8 à 10 groupes financiers dominant toute l'économie américaine, eux-mêmes dominés par 3 « super-groupes » géants. Sur les 106 sociétés citées, d'après les renseignements *connus* sur les prises de participation financières (28), *au moins 43* sont dans l'orbite directe ou indirecte des 3 groupes principaux, et 63 dans l'orbite des 8 groupes principaux. Citons ces groupes :

— *le groupe Rockefeller* vient de loin en tête. Ses fleurons bancaires sont la *First National City Corporation* (2e banque mondiale avec des actifs de 44 milliards de dollars en 1973), la *Chase Manhattan Corporation* (3e banque mondiale avec des actifs de 36 milliards de dollars en 1973), la *First Chicago Corporation* et la *Wachovia.* Il a des intérêts dans le pétrole *(Exxon,* ex-*Standard Oil of New Jersey,* première société pétrolière mondiale, *Mobil Oil, Socal, Standard Oil of Indiana),* la construction électrique et électronique *(I.T.T.,* qui est en fait un véritable conglomérat intervenant dans plusieurs secteurs, *Western Electric, American Telephone and Telegraph, N.C.R.),* la construction aéronautique *(Boeing, United Aircraft),* la construction mécanique *(Caterpillar),* la chimie *(W.R. Grace, Colgate-Palmolive),* l'alimentation et le tabac *(Reynolds, General Mills),* le papier *(Georgia Pacific),* etc.

— *le groupe Morgan,* qui repose sur la *Banque Morgan* (4e banque américaine avec des actifs de 20 milliards de dollars, le *Bankers Trust* (18 milliards de dollars) et le *Irving Trust,* a des intérêts dans la construction électrique *(General Electric),* les ordinateurs *(I.B.M.),* l'acier *(U.S. Steel),* l'électronique *(General Telephone),* le pétrole *(Continental Oil, Atlantic Richfield),* les boîtes de conserve *(Continental Can, American Can),* la chimie *(Goodrich),* le *Coca-Cola,* etc.

— *le groupe Mellon,* avec la *Mellon National Corporation* (9,6 milliards de dollars d'actifs) et la *First National Boston Corporation* (8 milliards de dollars), a des intérêts dans le pétrole *(Gulf Oil),* la construction électrique *(Westinghouse),* la chimie *(Eastman Kodak),* l'aviation *(Rockwell),* l'acier *(Armco Steel),* l'aluminium *(Alcoa),* etc.

Après ces trois super-géants qui dominent l'économie américaine viennent le groupe *Hanna-Cleveland (Cleveland Trust, National Bank of Cleveland, Chrysler,*

---

(28) Les renseignements qui suivent sont tirés de l'ouvrage du stalinien Victor Perlo, *The Empire of High Finance,* New York 1957, et du livre plus récent de Jean-Marie Chevalier, *La structure financière de l'industrie américaine,* Paris (Ed. Cujas) 1970.

Goodyear, Firestone, Hanna Mining), le groupe du *Manufacturers Hanover Trust*, le groupe de la *Chemical Bank*, le « groupe de Chicago » (groupe de banques et d'entreprises lié en fait, semble-t-il, au groupe Rockefeller), le groupe de la *Bank of America* et les banques californiennes qui ont des intérêts dans les industries de la côte Ouest, *Du Pont de Nemours*, etc.

Tous ces groupes sont eux-mêmes plus ou moins étroitement reliés entre eux par une série de liens d'ordre financier, politique, historique, personnel, etc. Le contrôle de l'appareil d'Etat américain, à commencer par le niveau le plus élevé, celui de la nomination de l'équipe gouvernementale, n'est évidemment que la résultante des combinaisons et des oppositions d'influence, des alliances et des luttes internes de ces groupes financiers géants au sein de ce que Boukharine appelait le *trust capitaliste national* (29). A son tour, l'Etat intervient dans tous les secteurs, notamment par l'intermédiaire d'une foule d' « agences fédérales », et possède un poids économique considérable. Selon J.K. Galbraith, « *les services fédéraux, ceux des Etats et des collectivités locales financent, aux Etats-Unis, un cinquième à un quart de l'activité économique globale. La proportion était de 8 % en 1929. Elle excède de loin la participation de l'Etat dans un pays officiellement socialiste comme l'Inde* » (29 *bis*).

---

(29) Notons au passage que le simple énoncé des ramifications financières des grands groupes suffit à anéantir une des thèses favorites de l'opportunisme stalinien et de la petite-bourgeoisie démocratique à propos du soi-disant antagonisme entre des « fractions bellicistes » de la classe dominante américaine liées aux industries d'armement qui auraient « intérêt à empêcher la détente », et les « forces éprises de paix » — qu'il s'agit évidemment de soutenir — au sein même du capital américain. Le groupe Rockefeller qui contrôle directement ou indirectement des productions aussi éminemment *pacifiques* que la pâte dentifrice (celle qui permet de sourire à l'adversaire), l'alimentation, les cigarettes, les tracteurs ou le papier est incontestablement un groupe épris de paix. Le groupe Rockefeller qui contrôle le pétrole, les bombardiers (Boeing), l'électronique (de guerre, entre autres) est sans aucun doute belliciste. Le groupe Rockefeller qui est à la pointe de l'ouverture à l'Est et des fructueux contracts avec la *Russia Incorporated* grâce aux efforts de « son » homme d'Etat Kissinger et aux voyages d'un Rockefeller lui-même à Moscou (où il a installé une filiale de la *Chase Manhattan*, la banque renommée pour l'intérêt qu'elle porte à la paix... et au pétrole), fait incontestablement progresser le commerce et la détente, et fait donc partie des « forces de paix ». Le groupe Rockefeller qui contrôle indirectement *I.T.T.* qui a joué notamment le rôle que l'on sait au Chili, fait incontestablement partie des forces de la réaction. On attend que la *Pravda* nous conte les conflits véritablement cornéliens des administrateurs de ce groupe dont la main gauche défait en « luttant pour la paix » ce que la main droite fait en « préparant la guerre » et réciproquement. Une telle vision des choses relève en réalité de la représentation du monde divisé en « forces du bien » et « forces du mal » qui caractérise la métaphysique de type chrétien, combinée avec la vision petite-bourgeoise de l'impérialisme en tant qu'*une* des *politiques possibles* du capital (Kautsky). Dans la réalité matérielle, le capital financier, dominé par une petite poignée de groupes puissants étroitement imbriqués entre eux et avec l'appareil d'Etat, centralise et discipline au sommet les tendances parfois divergentes propres aux capitaux qu'il a sous sa coupe, pour souffler alternativement selon les besoins — et le plus souvent simultanément — la guerre et la paix, la tension ou la détente.

(29 *bis*) J.K. Galbraith, *Le nouvel Etat industriel*, trad. française Paris (Gallimard) 1968, p. 14. A titre indicatif, en 1970, l'Etat américain a dépensé 63 *milliards* de dollars rien qu'en subventions de toutes sortes allant essentiellement à des entreprises *(International Herald Tribune*, 12-1-1971).

Japon. Sur les 23 sociétés japonaises faisant partie des 200 premières mondiales en 1973, au moins 17 font partie des 11 groupes géants ou *zaibatsus* qui dominent l'économie japonaise, et qui sont *« au moins aussi puissants maintenant qu'avant la deuxième guerre mondiale »* (30). Ces groupes géants sont eux-mêmes dominés par 3 « super-géants » : *Mitsubishi, Mitsui* et *Sumimoto.* Ces derniers représentent respectivement 14,3 %, 13,3 % et 13 % du capital total des sociétés cotées à la Bourse de Tokyo, et leurs rapports de puissance entre eux sont les suivants : *Mitsubishi* 10, *Mitsui* 7,5, *Sumimoto* 7 (31).

— *Le groupe Mitsubishi* est basé sur la *Mitsubishi Bank* (4e banque japonaise et 10e mondiale avec des actifs de 27 milliards de dollars en 1973), la *Mitsubishi Shoji,* société de commerce, et la *Mitsubishi Heavy Industries* qui regroupe toute l'industrie lourde du groupe (construction mécanique, navale, automobile, aéronautique). Autour de ce triangle de base gravitent 45 sociétés dont le chiffre d'affaires global en 1971 était de 7.500 milliards de yens, notamment dans la chimie *(Mitsubishi Chemical Industries),* la construction électrique *(Mitsubishi Electric),* l'immobilier *(Mitsubishi Estate),* les transports maritimes *(Nippon Yusen),* la brasserie *(Kirin Breweries),* l'assurance *(Tokio Marine and Fire, Meiji Life Insurance),* l'acier *(Mitsubishi Steel),* le pétrole *(Mitsubishi Oil),* les minerais *(Mitsubishi Mining),* etc.

— *Le groupe Mitsui* a pour pivot la *Mitsui Bank* (8e banque japonaise avec des actifs de 20 milliards de dollars en 1973) et la société de commerce *Mitsui Busan.* Il a des intérêts dans les minerais et le charbon *(Mitsui Mining),* la chimie *(Mitsui Toatsu Chemicals* et *Mitsui Petrochemical Industries),* la construction navale *(Mitsui Shipbuilding and Engineering)* et aéronautique *(Showa Aircraft),* la sidérurgie *(Japan Steel Works),* l'immobilier *(Mitsui Real Estate Development),* l'assurance *(Yaisho Marine and Fire Insurance, Mitsui Mutual Life Insurance),* etc.

— *Le groupe Sumimoto* est basé sur la *Sumimoto Bank* (3e japonaise et 8e mondiale avec des actifs de 29 milliards de dollars en 1973) et sur la société de commerce *Sumimoto Shoji.* Il a des intérêts dans la sidérurgie *(Sumimoto Metal Industries),* la chimie *(Sumimoto Chemical),* la construction électrique *(Sumimoto Electric Industries)* et l'électronique *(Nippon Electric),* la construction mécanique lourde *(Sumimoto Shipbuilding and Machinery),* l'immobilier *(Sumimoto Real Estate),* l'assurance *(Sumimoto Marine and Fire Insurance, Sumimoto Mutual Life Insurance),* etc.

Les autres groupes importants sont les groupes *Fuyo (Nissan Motor), Dai-Ichi-Kangin, Sanwa, Matsushita, Toyota, Hitachi, Shin-Nippon Steel.* On constate que si le degré de concentration du capital au Japon apparaît plus faible que chez ses principaux concurrents (comme il résulte des chiffres de la p. 81), la centralisation *financière* de l'économie japonaise est par contre très forte. Au sommet du réseau financier, les organes d'État comme la Banque du Japon qui dirige le crédit aux entreprises, et le *M.I.T.I.* qui discipline littéralement la concurrence

---

(30) *Far Eastern Economic Review,* 6-8-1973. Si l'on se souvient que l'un des premiers soucis de l'administration Mac-Arthur d'après-guerre avait été de démanteler les *zaibatsus,* on voit toute la dérision des « mesures anti-monopoles » devant les lois *naturelles* du capital.

(31) Renseignements publiés dans *Japon-Economie* n° 43, 25-7-1972, d'où nous tirons également les données qui suivent sur les sociétés composant les trois groupes.

entre capitaux japonais sur les marchés intérieurs et extérieurs tout en les protégeant des empiètements du capital étranger, complètent la centralisation et forment la clé de voûte de ce véritable *zaibatsu de zaibatsus* qu'est la *Japan Incorporated*. Aux commandes de l'appareil d'Etat il ne reste plus qu'à mettre un gouvernement dont, écrivait récemment *Le Figaro*, les trois premiers *zaibatsus, Mitsubishi, Mitsui et Sumimoto, « choisissent d'un commun accord le premier ministre parmi les chefs de faction du parti gouvernemental »* (32).

Allemagne. Nous avons vu que 245 entreprises fournissaient 40 % du chiffre d'affaires des entreprises industrielles. Mais la centralisation financière est évidemment plus importante, puisque le rapport annuel du *Kartellamt* (Office des cartels) constatait notamment en 1973 : *« Le chiffre d'affaires des cent* konzerns [groupes industriels] *les plus importants a représenté 50 % du chiffre d'affaires total de l'industrie allemande en 1969. Cette proportion sera sans doute de 60 % à la fin des années 1970 si le rythme des concentrations se maintient »* (33).

Là encore, une dizaine de groupes financiers et industriels dominent l'économie (34). Le moindre n'est pas... l'Etat allemand, qui a des intérêts dans l'automobile *(Volkswagen, Audi-NSU)*, le pétrole et la pétrochimie *(VEBA, Gelsenberg, VIAG)*, l'aviation *(Lufthansa)*, la sidérurgie et la construction mécanique lourde *(Salzgitter)*, l'aluminium *(VAW)*, sans parler de l'électricité, du gaz, des charbonnages, etc. Les groupes « privés » — si la distinction a encore un sens — sont le groupe de la *Deutsche Bank* (1re banque allemande, 12e mondiale avec 24 milliards d'actifs en 1973), qui a des intérêts dans l'automobile *(Daimler-Benz)*, le caoutchouc et les plastiques *(Continental Gummi Werke)*, la chimie *(Schering)* et diverses autres branches ; sa grande rivale, la *Dresdner Bank* (2e banque allemande avec 21 milliards de dollars d'actifs en 1973) a des intérêts dans la sidérurgie et la métallurgie non ferreuse *(Metallgesselschaft, Degussa, Norddeutsche Affinerie)*, la brasserie, etc. On peut également citer le groupe de l'ex-*I.G. Farben* qui règne sur la chimie avec *Hoechst, BASF et Bayer*, le groupe *Thyssen-Rheinstahl* (sidérurgie, métallurgie, construction lourde), le groupe *Krupp* (idem plus construction aéronautique), le groupe *Flick* (intérêts dans *Daimler-Benz*, dans la sidérurgie, la construction mécanique, la chimie), le groupe *Quandt (B.M.W., Varta)*, le groupe *Allianz (Gutehoffnungshütte, MAN)*, etc.

---

(32) *Le Figaro*, 31-8-1974. Dans son ouvrage *L'économie mondiale et l'impérialisme* (1915) Boukharine écrivait : *« Ainsi le gouvernement devient* de facto *un « comité » élu par les représentants des organisations patronales, ainsi que le directeur suprême du trust capitaliste national »* (réédition Anthropos, p. 128). Malgré tous les soi-disant « changements » du capitalisme dont bourgeois et opportunistes nous rebattent les oreilles, malgré la « victoire de la démocratie sur le fascisme » en 1945, voilà encore quelque chose qui n'a pas « changé » ! Notons que la thèse stalinienne que nous venons de dénoncer (note 29) a sa variante « chinoise », qui distingue au Japon entre sociétés « amies » (avec qui la Chine peut commercer parce qu'elles n'investissent pas à Formose) et sociétés non-amies (que Pékin « punit » de leurs investissements à Formose par le refus de tout contrat commercial). Le résultat de cette puissante dialectique est que chaque grand *zaibatsu* a en son sein deux séries de sociétés, créées éventuellement pour les besoins de la cause, les unes « progressistes », les autres « réactionnaires »...

(33) Cité dans *Le Figaro*, 8-12-1973.

(34) Tous les renseignements qui suivent sont tirés de *I.P.W. Berichte* (Berlin), septembre 1973.

France. L'Etat est le plus important entrepreneur capitaliste : il intervient, outre les « services publics » du gaz, de l'électricité, des charbonnages, des chemins de fer, dans la banque *(BNP, Société Générale, Crédit Lyonnais)*, le pétrole *(CFP, Elf)* (35), le transport aérien *(Air France)* et maritime *(Générale Transatlantique)*, la construction automobile *(Renault-Berliet)* et aéronautique *(Aérospatiale)*, les assurances *(Union des Assurances de Paris, Assurances Générales de France, GAN)*. D'autre part, un important mouvement de restructuration, de concentration et de centralisation financière consécutif à la perte de l'empire colonial et effectué sous l'égide du gaullisme a abouti à la constitution de gros groupes financiers et industriels, parmi lesquels deux semblent se détacher :

— *le groupe Suez*, contrôlé au sommet par la *Compagnie financière de Suez* (14 milliards de dollars d'actifs en 1973), avec du côté financier deux banques d'affaires *(Banque de Suez et de l'Union des Mines, Banque de l'Indochine)* et une grande banque de dépôts *(Crédit Industriel et Commercial)*, diverses sociétés financières et une compagnie d'assurances *(Abeille-Paix)*, et du côté industriel le trust *Saint Gobain - Pont à Mousson* qui centralise plus d'une centaine de sociétés dans les industries du verre et de l'emballage, la métallurgie, la construction mécanique, les matériaux de construction, etc. ;

— *le groupe Paribas*, de constitution plus ancienne, issu de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, avec en outre du côté bancaire la *Banque de l'Union Parisienne* et le *Crédit du Nord*, diverses sociétés financières, deux compagnies d'assurances *(La Providence, Le Secours)* et du côté industriel le contrôle direct ou indirect de plus d'une centaine de sociétés, notamment dans le ciment, les travaux publics, la construction mécanique, les services, etc.

Outre ces deux groupes qui se détachent nettement, on peut citer les groupes *Pechiney-Ugine-Kuhlmann* (aluminium, chimie, cuivre, aciers spéciaux), *Rhône-Poulenc* (chimie, fibres synthétiques), *Michelin* (pneumatiques), *Peugeot-Citroën* (construction automobile, matériel d'armement, mécanique), la *Compagnie Générale d'Electricité, B.S.N. - Gervais Danone* (emballages, brasserie, alimentation), le groupe *Empain-Schneider-Union européenne* (sidérurgie et construction mécanique, banque), le groupe *Rothschild* (banque, assurances, minerais métalliques avec *Le Nickel*, etc.), *Denain-Usinor* (sidérurgie, lié à *Paribas)*, le groupe *De Wendel* (sidérurgie, lié à *Suez)*, etc. (36).

***

(35) Engels a montré depuis longtemps que la transformation en propriété d'Etat ne supprime pas la qualité de capital des forces productives. La dernière en date des illustrations nous est fournie par le rapport parlementaire sur les compagnies pétrolières en France, qui montre notamment que les plus acharnés à faire monter au moyen de pratiques monopolistes les prix des carburants fournis à la *société d'Etat Air France* sont les *sociétés d'Etat C.F.P.* et *Elf*. Le petit-bourgeois a beau crier au scandale, il n'y a là que des rapports normaux entre entreprises géantes obéissant à la logique impersonnelle du capital.

(36) Pour des données plus détaillées, voir l'ouvrage récent de François Morin, *La structure financière du capitalisme français*, Paris (Calmann Lévy) 1974. Dans sa conclusion, l'auteur attribue à l'action d'un groupe d'intérêts capitalistes représenté par le groupe *Suez* la « démission » du gouvernement Chaban-Delmas en 1972, et fait de cette fraction capitaliste le vainqueur des élections présidentielles de mai 1974.

Ces quelques données montrent comment l'économie de l'époque impérialiste se caractérise à la fois par l'énorme concentration, qui aboutit à la constitution d'entreprises géantes dominant le reste de la production et formant des monopoles et des cartels, ainsi que par la centralisation de l'activité productive par le réseau omniprésent du capital financier ; au centre de ce réseau se trouvent dans chaque pays quelques groupes financiers géants que l'on peut compter sur les doigts de la main, et qui sont intimement imbriqués avec l'Etat capitaliste ; celui-ci tend de plus en plus à prendre directement ou indirectement en charge des activités productives, et dirige centralement l'ensemble de l'activité économique. Cette « nébuleuse » d'entreprises géantes accumulant le capital sur la base de l'exploitation du travail salarié, et reliées entre elles par un réseau centralisateur dont les fils convergent vers l'Etat, se retrouve également dans la Russie capitaliste, où pour des raisons d'ordre essentiellement *historique* sa constitution a pris un aspect différent et beaucoup plus centralisé au départ, avec des formes juridiques différentes.

Dans tous les cas, à ce niveau de concentration, les fonctions du capitaliste actif sont exercées par des employés rémunérés. C'est le cas dans les entreprises dont le propriétaire juridique est l'Etat. C'est aussi le cas dans le réseau des gigantesques sociétés anonymes dont les actions sont réparties entre toute une série d'autres sociétés, d'organismes d'Etat, d'institutions diverses, de banques, de compagnies d'assurance, de fonds d'investissement, de fonds de pension, de fondations comme aux Etats-Unis, voire sont détenues en partie par la société elle-même, directement ou indirectement (37). Une armée de gérants, d'administrateurs, de directeurs (grassement) salariés appliquent les lois impersonnelles du capital en organisant l'extorsion de la plus-value dans les usines, sa réalisation sur les marchés, et son accumulation pour produire toujours plus de capital et de plus-value. En bas de cette gigantesque pompe à valeur aux mille bouches appelées *fabriques*, les producteurs directs qui l'alimentent de leur sueur ; au milieu, la machinerie complexe du capital, réseau d'intérêts concurrents et solidaires, qui pompe et répartit le produit du travail des exploités, et surtout *l'accumule* sans relâche pour produire toujours plus au prix d'un *immense gaspillage social* du travail vivant ; au sommet, la classe parasitaire vivant sur le dos des producteurs directs et les énormes appareils d'Etat entretenus pour maintenir ceux-ci dans l'exploitation. Ces « trusts capitalistes nationaux » — eux-mêmes souvent reliés entre eux par des liaisons financières complexes — sont les véritables concurrents qui s'affrontent sur le plan économique pour accroître leur part de marché mondial, exporter leurs capitaux, imposer leur monnaie, contrôler les sources de matières premières, sur le plan politique pour tenter d'imposer leur hégémonie sur une partie de la planète en soumettant à leur influence les Etats plus faibles, enfin sur le plan militaire pour défendre leurs intérêts ou lorsque sonne l'heure de l'affrontement pour le repartage des zones d'influence.

Contre cette concentration inéluctable de la puissance du capital, qui l'amène, comme écrivait Lénine, « *aux portes de la socialisation intégrale de la production* », la critique petite-bourgeoise qui pleurniche éternellement après un capitalisme

(37) « *Aux Etats-Unis... certaines firmes ont racheté jusqu'à 25 % de leurs actions ces derniers temps* » (SEDEIS, *Chroniques d'actualité*, février 1973). L'autocontrôle partiel direct ou indirect de sociétés par elles-mêmes est un phénomène bien connu. Une société théorique qui aurait racheté elle-même toutes ses actions serait l'entreprise capitaliste *idéale :* se versant à elle-même ses propres dividendes, elle pourrait donc réaccumuler la totalité de ses bénéfices et obéir ainsi parfaitement à une des lois fondamentales du capital, dont la consommation parasitaire d'une partie de la plus-value par le capitaliste ne fait qu'entraver l'application.

« honnête » et « modéré », voudrait pouvoir faire marche arrière, «briser les monopoles », « mettre l'Etat au service du peuple », en un mot revenir à la libre concurrence et à la démocratie. On appréciera la nouveauté et l'originalité de son programme en lisant ce qu'écrivait en 1902 un critique petit-bourgeois de l'impérialisme, Hobson :

« *L'emprise des forces de l'impérialisme à l'intérieur du pays, qui leur a permis de mobiliser les ressources nationales au service de leurs intérêts privés par l'intermédiaire de l'appareil d'Etat,* ne peut être brisée que par l'instauration d'une démocratie véritable, *que par une politique dirigée par le peuple* dans l'intérêt du peuple, *mise en œuvre par l'intermédiaire de ses représentants sur lesquels il exerce un contrôle réel* ».

En lisant ces lignes, Lénine s'esclaffait dans la marge : « *Démocrate petit-bourgeois ! !* » (38), avant de rappeler la position marxiste dans les termes même d'Hilferding : « *La réponse du prolétariat à la politique économique du capital financier, à l'impérialisme, ne peut être le libre-échange, mais seulement le socialisme. Ce n'est pas le rétablissement de la libre concurrence, devenu maintenant un idéal réactionnaire, qui peut être aujourd'hui le but de la politique prolétarienne, mais uniquement la suppression complète de la concurrence par la suppression du capitalisme* » (39). En d'autres termes, ce que le prolétariat doit briser pour mettre fin à son exploitation, ce n'est pas *tel* ou *tel* monopole, tel ou tel groupe financier, telle ou telle « féodalité », mais le monopole de *l'ensemble* de la classe bourgeoise défendu par son Etat.

---

(38) Voir Lénine, *Cahiers de l'impérialisme,* Œuvres, tome 39, p. 451.

(39) Cité par Lénine dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme,* Œuvres, tome 22, p. 312.

le prolétaire

journal bi-mensuel / bi-monthly

Le numéro : 1 F - 10 FB - 150 Lires - 1 FS

Abonnement annuel : 20 F - 200 FB - 2.500 Lires - 14 FS

programme communiste

revue internationale trimestrielle
international quarterly review

Le numéro : 6 F - 60 FB - 900 Lires - 4 FS
Price per copy : 60 p. - $ 1.25
Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.600 Lires - 16 FS
Yearly subscription : £ 2.40 - $ 5.00

il programma comunista

journal bi-mensuel / bi-monthly

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS

Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

el programa comunista

publication trimestrielle / quarterly

Le numéro : 2 F - 20 FB - 300 Lires - 1.50 FS

Abonnement annuel : 8 F - 80 FB - 1.200 Lires - 6 FS